

L'Europe et ses pouvoirs

QUELQUES heures à peine après que la Commission européenne ait mis son veto sur le rachat du constructeur aéronautique canadien De Havilland par le groupe franco-italien Aerospaziale-Alenia, le nouveau long-courrier A-340 était présenté en grande pompe devant 5 000 personnes à Toulouse. Il y avait là, face aux exigences des « eurocrates », comme une réponse non calculée des ingénieurs européens, solidaires et décidés dans la guerre technologique et économique à laquelle ils sont contraints.

Aux ingénieurs, techniciens et vendeurs d'Airbus, réunis dans le grand hall Clément-Ader, le gouvernement a apporté un soutien immédiat et sans faille. De M. Dominique Strauss-Kahn à M. Elisabeth Guigou en passant par M. Paul Quilès, pas une voix officielle n'a manqué pour dénoncer la « partialité » du commissaire chargé de la concurrence, Sir Leon Brittan - une rumeur anglo-saxonne ne fait-elle pas état de l'indépendance de la British Aerospace pour l'entreprise canadienne ? - ou les « entraves » que Bruxelles met systématiquement à la construction de l'Europe industrielle. M. Roland Dumas devait, le 5 octobre, saisir ses collègues européens et tenter de faire faire marche arrière à la Commission et M. Craxion a elle-même estimé que la réglementation sur le contrôle des concentrations d'entreprises a été dans ce cas détournée de son objectif. Le RPR et l'UDF n'ont eu, bien entendu, aucune difficulté à entrer dans ce consensus, les gaullistes étant toujours prompts à condamner toute dérive supranationale des institutions européennes.

AU-DELA du dossier spécifique, qu'il devrait être possible de présenter dans quelque temps sous un autre habillage, la question est posée une nouvelle fois, et avec éclat, des limites politiques et juridiques des interventions de la Commission.

La coexistence de fait de trois exécutifs européens qui ne s'appuient pas tous sur la même légitimité - le conseil des chefs d'Etat et de gouvernement, le conseil des ministres des Douze et l'arbitrage des commissaires - ne facilite pas les choses. Surtout quand il s'agit de la politique industrielle, absente des dispositions du traité de Rome comme de l'Acte unique.

DU coup, la Commission pratique une stratégie « par défaut », utilisant l'organe de la concurrence non pour muscler de façon volontaire tel ou tel secteur ou favoriser telle ou telle restructuration, mais pour s'opposer à tel ou tel projet sur lesquels les commissaires reconnaissent parfois qu'ils ne sont pas toujours convenablement informés.

Mais si la France, dans cette affaire, manifeste si ostensiblement son hostilité devant ce qu'elle considère comme un excès de pouvoir, c'est, sans doute eusel, pour se prémunir devant d'autres tentations des autorités européennes de forcer la main des gouvernements. Et comment ne pas penser, par exemple, à la réforme de la politique agricole commune qui figure ces jours-ci au premier plan des préoccupations des paysans et du gouvernement français ?

M 0146 - 1007 0 - 6.00 F



Une fusillade au cœur de la capitale géorgienne

Des opposants pourchassés dans les rues de Tbilissi

Les troupes gouvernementales ont tiré, samedi matin 5 octobre, sur les opposants au président de la République de Géorgie, M. Zviad Gamsakhourdia, et repris le contrôle du centre de Tbilissi. Une chasse aux opposants, faisant quelques blessés et peut-être même des morts selon des informations données par Radio-Moscou, s'y était déroulée dans la nuit, au lendemain de l'évacuation de la capitale géorgienne par les gardes nationaux rebelles, alliés de l'opposition démocratique.

La violence des tirs, succédant à une nuit de chasse aux opposants sur la même avenue, est attestée par des journalistes étrangers, dont celui de l'AFP, réfugiés dans un hôtel de l'avenue. La façade de l'établissement et certaines chambres ont été criblées de balles de kalachnikov et de mitrailleuses. Quand les tirs ont cessé, ils ont pu voir des civils et des hommes en uniforme, certains casqués, armés de mitrailleuses ou de barres de fer qui patrouillaient nonchalamment sur cette avenue, haut lieu de la scène politique géorgienne, reprise ainsi, pour la première fois, et sous contrôle total du gouvernement.

Le passage à l'acte des forces du président avait commencé dès

vendredi, quand un semblant d'accord avait amené l'évacuation de la capitale géorgienne par les gardes nationaux armés soutenant l'opposition. Sur la simple promesse d'une réunion prochaine du Parlement, ces gardes et les dirigeants de l'opposition s'étaient résolus à évacuer le bâtiment de la télévision, qu'ils ne parvenaient de toute façon pas à utiliser puisqu'ils n'avaient pas accès à la tour émettrice. Mais les OMON (forces de police spéciales) du président s'étaient, vendredi, la garde rebelle près du lac des environs de Tbilissi où elle s'était retirée (nos dernières éditions du samedi 5 octobre).

SOPHIE SHIHAB
Lire la suite page 3

Ebauche d'accord en Yougoslavie

La Serbie pourrait reconnaître l'indépendance des Républiques

Les participants à la conférence de paix sur la Yougoslavie - dont la Serbie - sont parvenus, vendredi 4 octobre à La Haya, à une ébauche d'accord qui déboucherait sur la reconnaissance de Républiques indépendantes. Mais celle-ci serait liée notamment au respect des droits des minorités. Alors que le président croate, M. Franjo Tudjman, s'est engagé à lever le blocus des casernes fédérales en Croatie, le « bloc serbe » de la présidence collégiale a décrété la « mobilisation partielle » en Yougoslavie.

BELGRADE
de notre correspondant

Les quatre membres de la direction collégiale yougoslave (Serbie, Monténégro, Kosovo, Voïvodine) qui s'étaient emparés, jeudi 3 octobre, du pouvoir fédéral n'auront pas attendu longtemps pour publier leur premier décret. Réunis à Belgrade, vendredi en début d'après-midi, avec le ministre adjoint de la défense, l'amiral Brovet, le « bloc serbe » de la présidence a, « en vertu de l'article 316, paragraphes 1 et 3 de la Constitution yougoslave, décrété la mobilisation partielle ». Aux termes de ce document, le ministre fédéral de la défense déterminera les territoires sur les

quels elle sera effectuée. Cette mobilisation partielle, en cours déjà depuis plusieurs mois, devait continuer à toucher avant tout la Serbie, le Monténégro et les régions serbes de Bosnie-Herzégovine. Le « détournement de pouvoir » par ceux qu'on a rapidement baptisés « la bande des quatre » a donné lieu, vendredi, à de nombreux commentaires. Si les experts en matière de droit constitutionnel s'abstiennent de porter un jugement catégorique, la Slovénie, la Croatie, la Macédoine et la Bosnie-Herzégovine condamnent la manœuvre de la Serbie et de son allié, le Monténégro, estimant qu'elle est illégitime et sans valeur légale.

FLORENCE HARTMANN
Lire la suite page 3

Un tour de France des régions

Alsace
la marche rhénane

En lever de rideau des prochaines élections, la Monda commence aujourd'hui un tour de France des régions. Chaque semaine, dans le supplément « Heures locales », sera présentée, par ordre alphabétique, chacune des vingt-deux régions métropolitaines dont nos envoyés spéciaux s'efforcent de dépeindre les principales caractéristiques géographiques, économiques, culturelles et politiques.

Première étape de ce tour de France : l'Alsace, marche rhénane. L'ouverture des frontières européennes donne toutes ses chances à cette « province » inventive et traditionnelle, ouverte sur l'extérieur et, en même temps, très soucieuse de préserver son quant-à-soi.

HEURES LOCALES

■ Décentralisation exemplaire à Toulouse. ■ Sarlet s'éclaira au gaz. ■ La folle des capes.

pages 9 à 12

Portugal : le forcing de M. Cavaco Silva

Le parti social-démocrate du premier ministre sortant s'est posé en grand favori des élections législatives du 6 octobre

LISBONNE
de notre envoyé spécial

Ce n'est pas que les autres n'existent pas, mais Anibal Cavaco Silva fait comme si c'était le cas. Le premier ministre sortant a superbement ignoré ses adversaires. Il a refusé la face-à-face, car il est contre « la politique spectacle ». Il a laissé parler ses opposants, s'est contenté de faire valoir l'œuvre accomplie et d'annoncer son programme pour les quatre ans à venir. Du haut de son piédestal, l'austère professeur s'est même offert le luxe de dire au pays : « Je veux la majorité absolue, sinon débrouillez-vous sans moi. » (Le Monde du 2 octobre). Les derniers sondages la lui accordent d'extrême justice. Le chantage au tout ou rien va-t-il payer, ou se retourner contre cette tentative de forcing ?

A voir cet économiste en visage anguleux descendre la rue Morais Soares en chemisette, un grand sourire aux lèvres, il paraît sûr de son coup. Cet homme de cinquante-deux ans, autochtone réservé, a pris de l'assurance. Il s'est « débrouillé » et ne craint plus les bains de foule, les embarras, et les toits de voiture d'où il fait le signe de la victoire des deux mains levées. Tout, effectivement, semble « bal-

guer » pour l'homme fort du PSD (Parti social-démocrate), dans cette rue qui s'est décorée l'espace d'une demi-heure aux couleurs orange de cette formation de centre droit. La machine électorale du PSD est bien rodée. Une campagne à l'américaine, menée dans le respect des horaires, programmée, avec estrade et épous qui suivent le premier ministre dans presque tous ses déplacements.

L'opération sourires-poignées de mains-distribution de gadgets électoraux s'est terminée place du

Chili.

MICHEL BOLE-RICHARD
Lire la suite page 4

Le gouvernement envisage l'interdiction de fumer dans les entreprises



Lire page 8 l'article de JEAN-YVES NAU

La Belgique sans gouvernement
M. Wilfried de Miertens a présenté sa démission, après une rupture entre socialistes francophones et socialistes flamands.
page 4

Moins d'impôts en Suède
Le nouveau gouvernement a bourgeois a veut réduire les dépenses publiques et la pression fiscale.
page 4

Les accusations contre M. Jacques Farran
Le député UDF des Pyrénées-Orientales est accusé d'avoir tiré des profits privés de sa gestion des fonds publics.
page 7

Le sommaire complet se trouve page 20

Présenté par

ISG
Institut Supérieur de Gestion

504 PAGES
240 F.

Le Livre

Préface de Edouard Balladur

MAXIMA
LAURENT DU MESNIL - ÉDITEUR

L'Art par gros temps

La Foire internationale de l'art contemporain s'ouvre à Paris dans un climat de crise

Dans un stand, au fond, sur la droite en entrant, un galeriste (D. Meo) a pris les devants, avec une exposition sur le thème « Proposition de peinture par temps de crise ». S'il y tient un propos qui peut se défendre sur la création inquiète au sortir de la guerre et aujourd'hui, en confrontant par exemple Fautrier, Wols ou Miesbach, et Michel Haas, Traquand ou Nuzzio, il va sans dire qu'il y a plus d'un confrère pour trouver mauvais son intitulé ! De crise, qu'elle soit du côté de la création ou du marché, ou dans les deux à la fois, on ne saurait en parler publiquement à la FIAC, une place de marché, où, pour vendre au mieux, il est préférable d'affirmer que tout va bien.

Côté organisation, sous la verrière du Grand Palais, on affiche

GENEVIÈVE BHEERETTE
Lire la suite page 13

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGUÈRE,
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-66-25-26
Télécopieur : (1) 40-66-25-99
Télax : 206.606 F.

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-66-25-26
Télécopieur : (1) 40-60-30-10
Télax : 261.311 F.

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F.

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde

PUBLICITE

Jacques Lesourne, président
François Hugues, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
15-17, rue de Colonne-Pierre-Aria
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-73
Télax : MOUVFIR 634 128 F
Télécopieur : 46-62-72-73. Société filiale
de la SARL Le Monde et de Régis Press SA.

Imprimerie
du « Monde »
F. M. Gumbourg
94852 IVRY CEDEX
Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms et
index du Monde au (1) 40-66-23-33

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapes LEMONDE
ou 36-15 - Tapes LM

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-60-32-90

TAB	FRANCE	SUISSE BELGIQUE LUXEMBOURG PAYS-BAS	AUTRES PAYS non européens
3 mois	408 F	573 F	790 F
6 mois	800 F	1 123 F	1 500 F
1 an	1 600 F	2 096 F	2 900 F

ÉTRANGER :
par voie aérienne
tarif sur demande
pour vous abonner
recevez ce bulletin
accompagné
de votre règlement,
à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL
36-15 LEMONDE
code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou
provisaires : nos abonnés sont invités
à formuler leur demande deux
semaines avant leur départ, en indi-
quant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN
D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois 6 mois 1 an

☐ ☐ ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les
noms propres en capitales d'imprimerie

PP. Paris RP 111 MON OS

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Comité de direction :
Jacques Lesourne : gérant
Bruno Frappat
directeur de la rédaction
Jacques Gail
directeur de la gestion
Manuel Lemaire
secrétaire général

Rédacteurs en chef
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(adjoints ou directeurs
de la rédaction)

Thomas Fereczi
Philippe Hermon
Jacques-François Gimon

Daniel Vernet
directeur
des relations internationales

Anciens directeurs
Hubert Beuve-Méry (1944-1989)
Jacques Fauvet (1989-1990)
André Lemaire (1990-1991)
André Fontaine (1991-1992)

DATES

Il y a dix ans

L'assassinat du président Sadate

Il y a dix ans, le 6 octobre 1981, l'Égypte célébrait en grande pompe le huitième anniversaire du début de la dernière guerre avec Israël. Le président Sadate, entouré des membres de son gouvernement, des officiers supérieurs de l'armée et de ses hôtes étrangers, contemplant du haut de la tribune officielle, le défilé militaire qui commémorait tous les ans la « victoire d'octobre 1973 ». Vêtu de son élégant uniforme gris-bleu de maréchal, qu'il vient de commander à son tailleur de Londres et qui lui donne l'apparence d'un général d'opérette, le président paraissait comme à l'accoutumée sûr de lui et déterminé.

Avant de prendre place au premier rang de la tribune d'honneur, il a demandé au cheikh d'El-Azhar et à l'abbé Samuel, l'un des cinq évêques qu'il avait fait entrer dans son cabinet, de lui lire un passage du Nouveau Testament. Il a nommé à la tête de l'Église égyptienne pour remplacer le patriarche Chenouda III qu'il a arbitrairement destitué, de s'asseoir à ses côtés : histoire de montrer que malgré tout chrétiens et musulmans s'entendent parfaitement.

Le raïs est loin de redouter un attentat. Tout dans la matinée, il a, dans un entretien à la NBC, affirmé que les Frères musulmans ne prônaient pas le terrorisme. Il a refusé, malgré l'insistance de Jehan, sa femme, d'endosser un gilet pare-balles sous son uniforme et s'est rendu à Madinet-Nasr, où se déroule le défilé, dans une voiture découverte. Les forces de sécurité chargées de sa protection surveillent surtout la foule des invités et sont loin d'imaginer la possibilité d'une attaque venant des soldats qui défilent.

C'est ainsi que la garde présidentielle, totalement surprise, a mis plus d'une demi-minute pour réagir lorsque, vers 13 heures, quatre militaires surgissent d'un camion qui venait de s'immobiliser devant la tribune présidentielle l'ont arrosée de rafales de leurs armes automatiques, visant en particulier le chef de l'État. Ce dernier, touché à la tempe gauche, à la poitrine, au cou, à la jambe et au bras, est pratiquement mort lorsque ses gardes ripostent, blessant deux des assaillants.

La tribune n'est alors qu'un amas de chaises renversées parmi lesquelles gisent les morts et les blessés, et où rampent les survivants cherchant à échapper à la tuerie. Mené au pas de charge avec une discipline toute militaire, l'attentat fait cinq morts parmi les officiels, dont l'abbé Samuel, l'aide de camp du raïs, le représentant omnisais, le prince Teymour, et un diplomate chinois. D'autres périrent, en dehors de la tribune officielle, piétinés par la foule saïsée de panique ou écrasés sous les chenilles des chars ou les roues des camions. Par miracle, le vice-président Hosni Moubarak, qui était assis à la droite du raïs, et le ministre de la défense, le général Abou Ghazala à sa gauche, sortent indemnes de l'hécatombe.

Enterré
presque à la sauvette

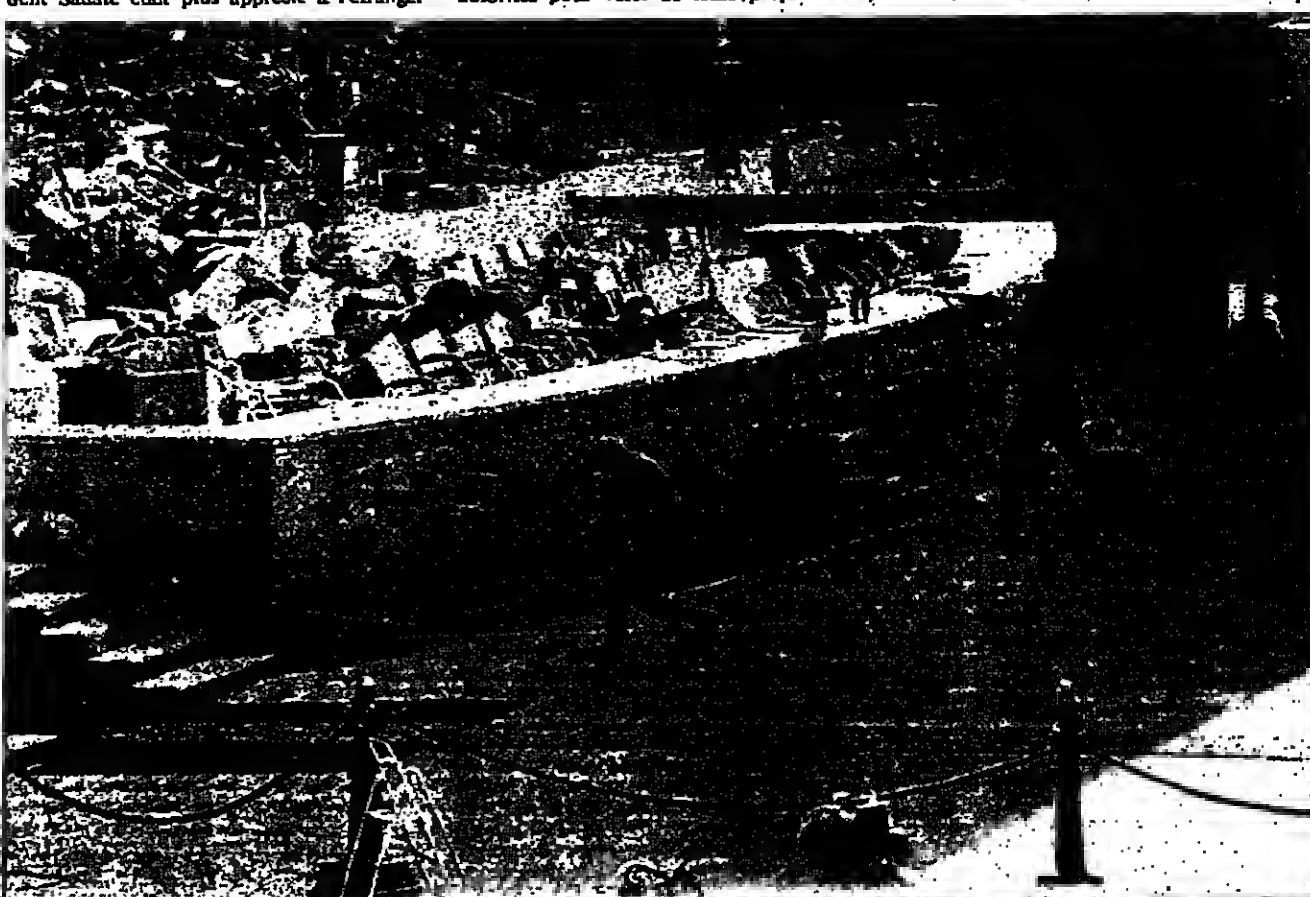
La radio et la télévision, qui diffusaient la cérémonie en direct, interrompurent leurs émissions dès les premiers coups de feu. Une demi-heure plus tard, le présentateur de la télévision fait savoir laconiquement que le président Sadate a quitté la tribune officielle. Ce n'est que trente minutes plus tard qu'il annonce que le raïs et quelques-uns de ses compagnons avaient été blessés « par des coups de feu tirés par des inconnus » au cours de la parade militaire. Mais tout le monde sait déjà que le président n'est plus. En réalité, il a été transporté par hélicoptère à l'hôpital militaire de Médi où une dizaine de spécialistes tentent de le ramener à la vie, avant d'abandonner tout espoir vers 2 h 40.

La relative indifférence avec laquelle les Égyptiens accueillent la disparition du héros de la guerre d'octobre 1973 et de la paix de Camp David montre à quel point s'étaient effrités, au fil des ans, le prestige et la popularité du successeur de Gamal Abdel Nasser. L'annonce du décès de ce dernier en septembre 1970 avait donné lieu à de spectaculaires manifestations spontanées de

chagrin populaire, et ses obsèques avaient provoqué de déchirantes scènes de lamentation collective. Le vaicou de la guerre de 1967 avait été accompagné à sa tombe par tout un peuple en larmes, le vainqueur de la guerre d'octobre 1973 fut enterré presque à la sauvette, tout près de l'endroit où il fut assassiné, dans un quartier dépeuplé, coupé du reste de la capitale, en la présence d'une imposante brochette de personnalités étrangères dont trois anciens présidents américains et le premier ministre d'Israël, Menachem Begin.

En fait, au moment de sa mort, le président Sadate était plus apprécié à l'étranger

qu'en Égypte. La popularité que lui avait faite la guerre d'octobre, dont il avait été l'initiateur et son courageux voyage à Jérusalem, en novembre 1977, s'était réduite comme une peau de chagrin. Il avait certes obtenu le retour du Sinaï à l'Égypte, mais le premier volet des accords de Camp David - la paix avec Israël - n'avait pas été suivi du deuxième volet - l'autonomie palestinienne - par suite de l'intransigeance de Menachem Begin, dont le gouvernement poursuivait imperturbablement sa politique de faits accomplis en multipliant les colonies de peuplement dans les territoires occupés. L'opposition, toutes tendances confondues, eut alors beau jeu de dénoncer les concessions sans contrepartie consenties par le raïs aussi bien à Jérusalem qu'à Washington.



Le 6 octobre 1981, au Caire, Mekram Gadel Karim, photographe au quotidien égyptien AL Akhbar, saisit le scène de l'assassinat du raïs.

brisant ainsi le rêve du raïs de faire de l'islam des principaux instruments de son pouvoir. Les nouveaux islamistes sont d'ailleurs des jeunes qui méprisent les anciens, coupables à leurs yeux de compromission avec le pouvoir. Sous le couvert d'activités culturelles ou sociales, ils tissent patiemment des réseaux de sympathisants, au sein desquels ils recrutent et forment les futurs cadres du mouvement islamique dont certains opèrent pour le terrorisme.

« Ces imbéciles
d'Occidentaux »

Le président Sadate hésitera longtemps avant de sévir contre ceux qui par la suite deviendront ses assassins. Fin août 1981, au lieu de porter ses coups contre ceux qui sont à l'origine des affrontements confessionnels qui depuis juin se succèdent d'une manière dangereuse, le raïs tente de mettre à profit ces affrontements pour museler, une fois pour toutes, une opposition politique devenue de plus en plus bruyante et populaire. Le grand coup de balai de la nuit du 2 au 3 septembre n'épargne aucun des courants ou groupes ne pensant pas comme le gouvernement.

Un apprenti
sorcier

Sa politique d'ouverture économique (Infitah) devait à ses yeux aboutir à une ère de prospérité grâce aux bénéfices découlant de la paix avec Israël. Elle ne réussit qu'à creuser davantage le fossé entre une couche privilégiée de la population et la majeure partie des Égyptiens durement touchés par une inflation galopante. C'est, d'ailleurs, cette dégradation lente mais sûre des conditions d'existence du peuple qui fera en fin de compte le jeu des « associations islamiques » dont les prédicateurs dénoncent dans les mosquées les « raïs instruits de ceux qui ne pensent qu'à s'enrichir ».

En 1970, dès son accession au pouvoir, le

président Sadate avait joué à l'apprenti sorcier à l'égard des confréries musulmanes qu'il appuyait et encourageait en vue de les opposer à ses adversaires d'alors : les nassérites et leurs alliés de gauche. Il fit libérer les détenus, autorisa les exilés à retourner au pays et favorisa l'installation des « associations islamiques » dans les universités pour y neutraliser les opposants.

Une fois réintégrées dans la société égyptienne, ces associations y trouveront un terrain fertile et, suivant un schéma que l'on retrouve dans d'autres pays arabes et en Iran, finiront par échapper au contrôle des autorités pour voler de leurs propres ailes.

Des personnalités aussi modérées que M. Hassanin Heykal, l'ancien confident de Nasser, M. Fouad Serageldine, le chef du nouveau Wafd, se retrouvent parmi les quelque 1500 personnes arrêtées à l'heure du laurier, en compagnie de M. Ibrahim Choukry, chef du parti travailliste, que le raïs lui-même avait patronné pour en faire son opposition loyale, et des dirigeants et militants islamistes, ainsi que des cadres du Rassemblement de gauche de M. Khaled Mohieddine.

Le 5 septembre, dans un discours radio-diffusé de trois heures, il déclare la guerre aux Frères musulmans et annonce la destitution du patriarche Chenouda III, coupable d'avoir dénoncé la passivité des autorités face aux exactions antichrétiennes. Le raïs

semble avoir perdu le contrôle de ses nerfs. Il s'en prend à la presse étrangère dont il expulse deux des représentants, dont le correspondant du Monde, accusé de « manquer d'objectivité », menace de faire fusiller un journaliste américain qu'il estime trop curieux et vitupère « ces imbéciles d'Occidentaux qui n'ont pas compris que je me bats pour eux... contre nos ennemis les Frères musulmans qui doivent être traqués sans pitié à travers tout le pays ».

Parmi les militants islamistes arrêtés figure le jeune Mohamed Istambouli dont le frère, le lieutenant Khaled El Istambouli, a

été tué lors de la bataille de Yarmouk.

Le 6 octobre 1981, au Caire, Mekram Gadel Karim, photographe au quotidien égyptien AL Akhbar, saisit le scène de l'assassinat du raïs.

Le 6 octobre 1981, au Caire, Mekram Gadel Karim, photographe au quotidien égyptien AL Akhbar, saisit le scène de l'assassinat du raïs.

Le 6 octobre 1981, au Caire, Mekram Gadel Karim, photographe au quotidien égyptien AL Akhbar, saisit le scène de l'assassinat du raïs.

Le 6 octobre 1981, au Caire, Mekram Gadel Karim, photographe au quotidien égyptien AL Akhbar, saisit le scène de l'assassinat du raïs.

Le 6 octobre 1981, au Caire, Mekram Gadel Karim, photographe au quotidien égyptien AL Akhbar, saisit le scène de l'assassinat du raïs.

Le 6 octobre 1981, au Caire, Mekram Gadel Karim, photographe au quotidien égyptien AL Akhbar, saisit le scène de l'assassinat du raïs.

Le 6 octobre 1981, au Caire, Mekram Gadel Karim, photographe au quotidien égyptien AL Akhbar, saisit le scène de l'assassinat du raïs.

Le 6 octobre 1981, au Caire, Mekram Gadel Karim, photographe au quotidien égyptien AL Akhbar, saisit le scène de l'assassinat du raïs.

Le 6 octobre 1981, au Caire, Mekram Gadel Karim, photographe au quotidien égyptien AL Akhbar, saisit le scène de l'assassinat du raïs.

Le 6 octobre 1981, au Caire, Mekram Gadel Karim, photographe au quotidien égyptien AL Akhbar, saisit le scène de l'assassinat du raïs.

Le 6 octobre 1981, au Caire, Mekram Gadel Karim, photographe au quotidien égyptien AL Akhbar, saisit le scène de l'assassinat du raïs.

Le 6 octobre 1981, au Caire, Mekram Gadel Karim, photographe au quotidien égyptien AL Akhbar, saisit le scène de l'assassinat du raïs.

Le 6 octobre 1981, au Caire, Mekram Gadel Karim, photographe au quotidien égyptien AL Akhbar, saisit le scène de l'assassinat du raïs.

Le 6 octobre 1981, au Caire, Mekram Gadel Karim, photographe au quotidien égyptien AL Akhbar, saisit le scène de l'assassinat du raïs.

Le 6 octobre 1981, au Caire, Mekram Gadel Karim, photographe au quotidien égyptien AL Akhbar, saisit le scène de l'assassinat du raïs.

Le 6 octobre 1981, au Caire, Mekram Gadel Karim, photographe au quotidien égyptien AL Akhbar, saisit le scène de l'assassinat du raïs.

Le 6 octobre 1981, au Caire, Mekram Gadel Karim, photographe au quotidien égyptien AL Akhbar, saisit le scène de l'assassinat du raïs.

Le 6 octobre 1981, au Caire, Mekram Gadel Karim, photographe au quotidien égyptien AL Akhbar, saisit le scène de l'assassinat du raïs.

Le 6 octobre 1981, au Caire, Mekram Gadel Karim, photographe au quotidien égyptien AL Akhbar, saisit le scène de l'assassinat du raïs.

Le 6 octobre 1981, au Caire, Mekram Gadel Karim, photographe au quotidien égyptien AL Akhbar, saisit le scène de l'assassinat du raïs.

Le 6 octobre 1981, au Caire, Mekram Gadel Karim, photographe au quotidien égyptien AL Akhbar, saisit le scène de l'assassinat du raïs.

Le 6 octobre 1981, au Caire, Mekram Gadel Karim, photographe au quotidien égyptien AL Akhbar, saisit le scène de l'assassinat du raïs.

Le 6 octobre 1981, au Caire, Mekram Gadel Karim, photographe au quotidien égyptien AL Akhbar, saisit le scène de l'assassinat du raïs.

Le 6 octobre 1981, au Caire, Mekram Gadel Karim, photographe au quotidien égyptien AL Akhbar, saisit le scène de l'assassinat du raïs.

Le 6 octobre 1981, au Caire, Mekram Gadel Karim, photographe au quotidien égyptien AL Akhbar, saisit le scène de l'assassinat du raïs.

Le 6 octobre 1981, au Caire, Mekram Gadel Karim, photographe au quotidien égyptien AL Akhbar, saisit le scène de l'assassinat du raïs.

Le 6 octobre 1981, au Caire, Mekram Gadel Karim, photographe au quotidien égyptien AL Akhbar, saisit le scène de l'assassinat du raïs.

Le 6 octobre 1981, au Caire, Mekram Gadel Karim, photographe au quotidien égyptien AL Akhbar, saisit le scène de l'assassinat du raïs.

Le 6 octobre 1981, au Caire, Mekram Gadel Karim, photographe au quotidien égyptien AL Akhbar, saisit le scène de l'assassinat du raïs.

Le 6 octobre 1981, au Caire, Mekram Gadel Karim, photographe au quotidien égyptien AL Akhbar, saisit le scène de l'assassinat du raïs.

Le 6 octobre 1981, au Caire, Mekram Gadel Karim, photographe au quotidien égyptien AL Akhbar, saisit le scène de l'assassinat du raïs.

Le 6 octobre 1981, au Caire, Mekram Gadel Karim, photographe au quotidien égyptien AL Akhbar, saisit le scène de l'assassinat du raïs.

Le 6 octobre 1981, au Caire, Mekram Gadel Karim, photographe au quotidien égyptien AL Akhbar, saisit le scène de l'assassinat du raïs.

Le 6 octobre 1981, au Caire, Mekram Gadel Karim, photographe au quotidien égyptien AL Akhbar, saisit le scène de l'assassinat du raïs.

Le 6 octobre 1981, au Caire, Mekram Gadel Karim, photographe au quotidien égyptien AL Akhbar, saisit le scène de l'assassinat du raïs.

Le 6 octobre 1981, au Caire, Mekram Gadel Karim, photographe au quotidien égyptien AL Akhbar, saisit le scène de l'assassinat du raïs.

Le 6 octobre 1981, au Caire, Mekram Gadel Karim, photographe au quotidien égyptien AL Akhbar, saisit le scène de l'assassinat du raïs.

Le 6 octobre 1981, au Caire, Mekram Gadel Karim, photographe au quotidien égyptien AL Akhbar, saisit le scène de l'assassinat du raïs.

Le 6 octobre 1981, au Caire, Mekram Gadel Karim, photographe au quotidien égyptien AL Akhbar, saisit le scène de l'assassinat du raïs.

Le 6 octobre 1981, au Caire, Mekram Gadel Karim, photographe au quotidien égyptien AL Akhbar, saisit le scène de l'assassinat du raïs.

Le 6 octobre 1981, au Caire, Mekram Gadel Karim, photographe au quotidien égyptien AL Akhbar, saisit le scène de l'assassinat du raïs.

Le 6 octobre 1981, au Caire, Mekram Gadel Karim, photographe au quotidien égyptien AL Akhbar, saisit le scène de l'assassinat du raïs.

Le 6 octobre 1981, au Caire, Mekram Gadel Karim, photographe au quotidien égyptien AL Akhbar, saisit le scène de l'assassinat du raïs.

Le 6 octobre 1981, au Caire, Mekram Gadel Karim, photographe au quotidien égyptien AL Akhbar, saisit le scène de l'assassinat du raïs.

Le 6 octobre 1981, au Caire, Mekram Gadel Karim, photographe au quotidien égyptien AL Akhbar, saisit le scène de l'assassinat du raïs.

Le 6 octobre 1981, au Caire, Mekram Gadel Karim, photographe au quotidien égyptien AL Akhbar, saisit le scène de l'assassinat du raïs.

Le 6 octobre 1981, au Caire, Mekram Gadel Karim, photographe au quotidien égyptien AL Akhbar, saisit le scène de l'assassinat du raïs.

Le 6 octobre 1981, au Caire, Mekram Gadel Karim, photographe au quotidien égyptien AL Akhbar, saisit le scène de l'assassinat du raïs.

Le 6 octobre 1981, au Caire, Mekram Gadel Karim, photographe au quotidien égyptien AL Akhbar, saisit le scène de l'assassinat du raïs.

Le 6 octobre 1981, au Caire, Mekram Gadel Karim, photographe au quotidien égyptien AL Akhbar, saisit le scène de l'assassinat du raïs.

Le 6 octobre 1981, au Caire, Mekram Gadel Karim, photographe au quotidien égyptien AL Akhbar, saisit le scène de l'assassinat du raïs.

Le 6 octobre 1981, au Caire, Mekram Gadel Karim, photographe au quotidien égyptien AL Akhbar, saisit le scène de l'assassinat du raïs.

Le 6 octobre 1981, au Caire, Mekram Gadel Karim, photographe au quotidien égyptien AL Akhbar, saisit le scène de l'assassinat du raïs.

Le 6 octobre 1981, au Caire, Mekram Gadel Karim, photographe au quotidien égyptien AL Akhbar, saisit le scène de l'assassinat du raïs.

Le 6 octobre 1981, au Caire, Mekram Gadel Karim, photographe au quotidien égyptien AL Akhbar, saisit le scène de l'assassinat du raïs.

Le 6 octobre 1981, au Caire, Mekram Gadel Karim, photographe au quotidien égyptien AL Akhbar, saisit le scène de l'assassinat du raïs.

Le 6 octobre 1981, au Caire, Mekram Gadel Karim, photographe au quotidien égyptien AL Akhbar, saisit le scène de l'assassinat du raïs.

Le 6 octobre 1981, au Caire, Mekram Gadel Karim, photographe au quotidien égyptien AL Akhbar, saisit le scène de l'assassinat du raïs.

Le 6 octobre 1981, au Caire, Mekram Gadel Karim, photographe au quotidien égyptien AL Akhbar, saisit le scène de l'assassinat du raïs.

Le 6 octobre 1981, au Caire, Mekram Gadel Karim, photographe au quotidien égyptien AL Akhbar, saisit le scène de l'assassinat du raïs.

Le 6 octobre 1981, au Caire, Mekram Gadel Karim, photographe au quotidien égyptien AL Akhbar, saisit le scène de l'assassinat du raïs.

Le 6 octobre 1981, au Caire, Mekram Gadel Karim, photographe au quotidien égyptien AL Akhbar, saisit le scène de l'assassinat du raïs.

Le 6 octobre 1981, au Caire, Mekram Gadel Karim, photographe au quotidien égyptien AL Akhbar, saisit le scène de l'assassinat du raïs.

Le 6 octobre 1981, au Caire, Mekram Gadel Karim, photographe au quotidien égyptien AL Akhbar, saisit le scène de l'assassinat du raïs.

Le 6 octobre 1981, au Caire, Mekram Gadel Karim, photographe au quotidien égyptien AL Akhbar, saisit le scène de l'assassinat du raïs.

Le 6 octobre 1981, au Caire, Mekram Gadel Karim, photographe au quotidien égyptien AL Akhbar, saisit le scène de l'assassinat du raïs.

Le 6 octobre 1981, au Caire, Mekram Gadel Karim, photographe au quotidien égyptien AL Akhbar, saisit le scène de l'assassinat du raïs.

Le 6 octobre 1981, au Caire, Mekram Gadel Karim, photographe au quotidien égyptien AL Akhbar, saisit le scène de l'assassinat du raïs.

ÉTRANGER

YOUGOSLAVIE : la poursuite des affrontements en Croatie et la relance de la conférence de paix à La Haye

Combats acharnés à Vukovar

Alors que la marine yougoslave maintient le blocus de plusieurs ports de la côte adriatique, dont Dubrovnik, des combats de rue et de violents attaques au mortier, à l'artillerie lourde et au canon de char se poursuivaient, vendredi 5 octobre, à Vukovar (est de la Croatie, 150 km à l'ouest de Belgrade), et constaté sur place l'envoyé spécial de l'AFP, Nicolas Milletich.

« Vukovar sera peut-être rasée de la surface de la Terre. Si les Croates ne sortent pas de leurs abris, nous dirons tout de suite qu'il n'y a plus de compromis possible avec eux », a déclaré le commandant Veselin Slijepcevic, responsable d'une « unité spéciale » de l'armée fédérale engagée en première ligne de l'offensive. Les affrontements de ces derniers jours ont entraîné des destructions impressionnantes. Désertés par les civils, avec désormais pour seuls occupants des centaines de soldats et autant de blindés, canons et camions militaires, plusieurs villages environnants, comme Ilaca et Tovarnik, offrent un spectacle de totale désolation : maisons dont il ne reste que quelques murs, toits éventrés, ruines encore fumantes, éclocher d'église arraché, carcasses calcinées de voitures, de blindés ou d'automats abandonnés au bord de la route.

Malgré une concentration spectaculaire des forces de l'armée dans la région (blindés, artillerie, infanterie, hélicoptères), les Croates tiennent

toujours plusieurs points importants à Vukovar, y compris au centre-ville. « La résistance des Croates est incroyable. Il faut au moins quinze jours pour prendre la ville. Nous avançons maison par maison, cour par cour, rue par rue », raconte Alexandre, un soldat monténégrin de vingt-quatre ans. Épaule par des unités de volontaires comme celle dont fait partie Alexandre, les militaires ne cachent pas les difficultés qu'ils rencontrent dans les combats de rue : tireurs embusqués dans les caves qui détruisent facilement les blindés, mines antipersonnelles cachées dans les maisons et tirs de mortiers venant de positions croates encore bien protégées en ville. Les Croates disposent d'un armement très moderne d'origine allemande et autrichienne, et leurs combattants sont drogués avant d'aller au combat, affirment les militaires pour expliquer la résistance acharnée à laquelle ils font face à Vukovar.

La caserne du bataillon de blindés de Vukovar, libérée il y a deux jours par l'offensive de l'armée, est toujours dans eau, sans électricité et sans téléphone, et soumise à des tirs réguliers de mortiers. « Pour libérer les autres casernes encerclées, nous sommes prêts à aller jusqu'à Zagreb s'il le faut », assure le commandant Slijepcevic. Dans le bunker souterrain, qui sert maintenant de salle de commandement, le commandant et ses officiers soulignent tous qu'ils hâtent « contre les fascistes croates » et non contre le peuple croate, avec lequel, disent-ils, ils vivaient en bonne intelligence jusqu'à un passé récent. — (AFP)

Toutes les parties admettent le droit à l'indépendance des Républiques

Réunies en urgence à La Haye sous la double égide de M. Hans Van den Broek, président de la conférence de la CEE, et de lord Carrington, président exécutif de la conférence sur la Yougoslavie, la Serbie, la Croatie et l'armée fédérale se sont mises d'accord, vendredi 4 octobre, sur un ensemble de mesures et de principes qui pourraient donner une nouvelle impulsion à la conférence de La Haye.

LA HAYE

de notre correspondant

Coup de force des représentants serbes et de leurs alliés au sein de la présidence fédérale, intensification des combats entre gardes nationaux croates et soldats fédéraux, offensive diplomatique de la Serbie et de la Croatie à la veille de la fin du moratoire sur leur déclaration d'indépendance : en invitant, jeudi soir 3 octobre, le président croate, M. Franjo Tudjman, son homologue serbe, M. Slobodan Milosevic, et le général Kadijevic, ministre fédéral de la défense, à des discussions d'urgence, M. Hans Van den Broek jouait un va-tout diplomatique. Il eut peut-être gagné son pari : le processus de paix est recadré.

Après deux heures quinze de discussions, vendredi, les participants ont en effet admis que « la base d'une solution politique » était « la perspective de la reconnaissance de l'indépendance des Républiques souverainement » (l'indépendance). Jamais telle affirmation n'avait encore été énoncée aussi clairement, ce qui le retour à la situation politique d'avant crise fut considéré depuis plusieurs semaines comme impossible.

La « carotte » de la reconnaissance

« Une nouvelle situation existe en Yougoslavie [...] qui appelle de nouvelles relations [internes] et structurales », a-t-il déclaré. M. Tudjman, le 19 septembre dernier, cette déclaration représentait bien une évolution sensible par rapport à leur position du début juillet : ils estimaient alors que « la Yougoslavie doit rester fédérale ». Le 3 octobre, le mot d'indépendance n'était pas pour autant prononcé. C'est désormais chose faite, comme si M. Van den Broek voulait concrétiser, en sa qualité de président de la Communauté, le gisement effectué ces dernières semaines par plusieurs États membres, dont la France. « Nous reconnaissons le droit à l'autodétermination, pour autant qu'il s'exerce dans un cadre garantissant la liberté de choix des Républiques et les droits de toutes les communautés », a-t-il précisé.

L'élément, à terme, de la fédération yougoslave est ainsi admis et le but premier de la conférence de La Haye n'est plus tant de conjurer le démon de la dislocation violente du pays que d'organiser la dissociation négociée

de celui-ci. La reconnaissance de l'indépendance des Républiques fait aujourd'hui figure de « carotte » que, par la bouche de M. Van den Broek, les Douze utilisent pour forcer le dialogue : elle pourrait avoir lieu qu'un terme d'un « processus de négociations menées en bonne foi » et que « dans le cadre d'un règlement général », dont les bases vont être jetées par les trois groupes de travail mis en place par la conférence de La Haye (1).

La finalité du processus doit être de mettre sur pied « une association simple ou une alliance de Républiques souveraines ou indépendantes ». Un minimum de cohabitation et d'interdépendance entre les Républiques est ainsi visiblement souhaité. Le règlement devra également reposer sur « des accords adéquats pour la protection des minorités, incluant des garanties en termes de droits de l'homme et la possibilité d'un statut spécial pour certaines régions ». Enfin, aucun changement unilatéral de frontières ne sera accepté.

La Serbie et la Croatie ont toutes deux des raisons d'évaluer l'accord de La Haye comme un début de victoire. La première parce que des représentants de la communauté serbe de Krajina et

de la Slavonie seront officiellement entendus, mardi prochain 8 octobre, par les deux vice-présidents de la conférence chargés de s'entretenir avec les minorités ne participant pas directement aux pourparlers. Cette décision a permis au président serbe, M. Slobodan Milosevic, de se dire « beaucoup plus optimiste que d'habitude ». Quant au président croate, M. Franjo Tudjman, il voit dans « la reconnaissance du droit à l'indépendance un droit à la reconnaissance internationale ».

Vers la fin du siège des casernes ?

Les travaux de la conférence de La Haye — dont la prochaine séance plénière n'aura pas lieu avant dix jours, lord Carrington se rendant à la semaine prochaine à New-York pour des consultations avec le secrétaire général de l'ONU — semblent appelés à se dérouler dans un contexte clarifié sinon dénoué. D'autant que la Croatie et l'armée fédérale sont convenues — même si ce n'est pas la première fois — de respecter les accords de cessez-le-feu préliminaires signés. Les autorités croates ont pris l'engagement, vendredi 4 octobre, de faire lever immédia-

tement le siège des garnisons de l'armée, de garantir la liberté de circulation des personnes jusqu'ici encerclées et de rétablir l'approvisionnement des casernes en nourriture, médicaments, eau, électricité, gaz et téléphone. En contrepartie, l'armée fédérale a promis de « rélocaliser et regrouper ses unités, avec l'assistance des observateurs » déployés par la CEE pour surveiller le respect du cessez-le-feu.

M. Van den Broek a estimé qu'il pourrait être « utile d'accroître le nombre des observateurs » mais il n'a pas été explicite à propos des modalités du regroupement des unités de l'armée fédérale ni sur le déploiement éventuel d'observateurs européens militaires. Cette question pourrait être abordée au cours du week-end par les ministres des affaires étrangères de la CEE, qui devaient se réunir de façon informelle à Harzulen, dans le centre des Pays-Bas.

CHRISTIAN CHARTIER

(1) Le groupe de travail sur la coopération économique sera présidé par M. Jean Durieux, haut fonctionnaire de la Commission européenne; celui sur le cadre institutionnel par M. Brian Crowe, ambassadeur britannique à Vienne; et celui sur les droits des minorités par M. Geert Ahrens, diplomate allemand.

Ébauche d'accord

Suite de la première page

Le président de la direction yougoslave, le Croate Stipe Mesic, a lors d'une conférence de presse à Zagreb, constaté que, « pendant la session illégale de la présidence, l'armée yougoslave a fait un putsch et déclaré la guerre à la Croatie ». M. Mesic a ensuite affirmé que, le président serbe, M. Slobodan Milosevic, en étant l'instigateur et que « l'armée yougoslave se battait pour les nouvelles frontières de la Grande Serbie ». L'objectif final, a estimé M. Mesic, « est de renverser le pouvoir démocratique en Croatie, mais aussi en Serbie ». Le chef de l'Etat yougoslave avait par ailleurs annoncé qu'il convoquait une session de la présidence collégiale sur l'île de Brioni (Croatie) dans le dessein d'abroger la disposition de Belgrade. Compte tenu du blocus des aéroports croates imposé par l'armée fédérale, les représentants de Bosnie et de Macédoine n'ont pu répondre à l'appel de M. Mesic. Seul le Slovéne Janez Drnovsek devait participer à cette réunion, dont, samedi matin, on n'avait toujours pas confirmation.

M. Bogicevic, Serbe de Bosnie-Herzégovine, représentant de cette République indépendante de la présidence yougoslave, a jugé illégales les décisions prises jeudi par le « bloc serbe » puisque la majorité indispensable des cinq voix n'a pas été réunie. La Yougoslavie existant encore en tant qu'Etat reconnu internationalement, la présidence yougoslave n'a pas le droit, a-t-il

ajouté, d'en exclure un de ses membres comme elle l'a fait avec la Slovénie. M. Bogicevic, qui tient à affirmer sa neutralité en déclarant qu'il n'appartient à aucun bloc, prône le dialogue et la tolérance. Il estime que la présidence peut encore se réunir au grand complet et que la tâche principale des dirigeants yougoslaves est d'assurer le fonctionnement normal des instances fédérales tant qu'un accord de « dissociation » de la Yougoslavie n'aura pas été coté.

Le représentant macédonien à la présidence collégiale, M. Vasil Tupurkovski, a condamné lui aussi, vendredi, devant le Parlement de Skopje, la décision de la présidence : « C'est un acte anti-national, anti-historique et profondément anti-européen ». La Serbie a « usurpé le pouvoir (...) et tenté de légaliser les actions politiques et militaires de l'armée en Yougoslavie ». Celle-ci, a-t-il ajouté, « est, à cause de ses grandes ambitions politiques, devenue l'un des facteurs de l'aggravation de la situation ».

FLORENCE HARTMANN

Nouvel afflux de réfugiés en Hongrie

BUDAPEST

de notre correspondant

Le mouvement s'amplifie à une vitesse alarmante. Le nombre de réfugiés arrivés en Hongrie continue d'augmenter et à mesure que la Yougoslavie s'enfonce dans la crise, « leur nombre grossit d'heure en heure », inquiète M. Encho Gospodinov, de la Croix-Rouge, qui estime que quelque six mille personnes s'apprêtent à traverser la frontière hongroise dans les prochains jours.

Ils vont s'ajouter aux quelque trente-cinq mille réfugiés, pour la plupart Croates, qui ont déjà trouvé asile en Hongrie depuis le début de l'été. La plupart d'entre eux sont hébergés chez des amis ou de la famille. Mais ils sont quand même six mille à être logés dans l'un des huit camps installés dans le sud du pays.

Ces centres d'accueil, montés à la hâte dans des casernes, des écoles et même un monastère, sont déjà pleins. Autre difficulté : les conditions de vie dans les camps, conçus à l'origine comme des structures provisoires, sont parfois précaires. Certains bâtiments

n'ont ni chauffage ni eau chaude; alors que l'hiver approche. Pis : les ressources du gouvernement hongrois s'épuisent rapidement et la Croix-Rouge estime qu'elle ne pourra plus assurer un ravitaillement convenable aux réfugiés sans une aide massive de l'extérieur.

Pour l'instant, la Croix-Rouge distribue deux repas chauds par jour aux réfugiés et délivre une ration alimentaire mensuelle de 30 kilos à ceux qui vivent en dehors des camps. Tant les organisations humanitaires que les autorités hongroises s'attendent à une aggravation de la situation. Mais le gouvernement de Budapest, qui refuse de fermer ses frontières avec la Yougoslavie pour des raisons humanitaires, affirme être incapable de gérer tout seul le problème des réfugiés.

C'est d'ailleurs la troisième fois en trois ans que la Hongrie doit assumer une importante vague de demandeurs d'asile : il y eut les Allemands de l'Est en 1989, l'exode des Roumains de souche hongroise en 1990 et maintenant les Croates.

YVES-MICHEL RIOLS

Géorgie : chasse aux opposants à Tbilissi

Suite de la première page

Les manifestations reprenaient alors de plus belle sur l'avenue Roustaveli, dans une atmosphère de fièvre. Mais c'est seulement dans la nuit de vendredi à samedi, quand les rangs des sympathisants et opposants au président — quelque cinq mille personnes de part et d'autre séparées par une chaîne d'hommes en uniforme — commencent à être clairsemés que deux voitures de pompiers venues du Parlement ont fait irruption à vive allure dans la foule des contestataires, bousculant plusieurs personnes. Elles étaient suivies de deux cents hommes en civil, munis d'armes à feu et de barres de fer, qui ont poursuivi les opposants. L'un d'eux, selon un témoin cité par l'AFP, gisait dans une mare de sang après avoir été frappé par une vingtaine d'hommes. Des crépitements de tirs, des sirènes d'ambulance et les sonneries de cloche d'une église voisine ont retenti toute la nuit.

Le commandant de la garde rebelle, M. Tengiz Kitovani, avait proclamé, en se retirant de la ville, que ses hommes y reviendraient si

M. Zviad Gamsakhouria se décidait à attaquer l'opposition. Mais il regroupait toute l'intelligentsia de Géorgie, mais n'est pas suivi par la population dans son ensemble. Les couches populaires restent attachées à l'image de défenseur « des vrais Géorgiens » du président Gamsakhouria, lequel use et abuse de ses 86 % de voix recueillies il y a six mois pour « étatiser » l'opposition démocratique. Les gardes rebelles sont-ils revenus, dans la nuit, soutenir les manifestants qui tentaient de dresser des barricades près du Parlement ? Les témoignages n'en faisaient pas état samedi matin, mais l'escalade n'est pas exclue.

Pendant ce temps, des groupes armés géorgiens continuent à tirer la nuit à l'arme lourde contre la minuscule caserne retranchée dans la ville de Tbilissi dans le nord de la république. Quant au représentant américain à la réunion de la CSCE sur les droits de l'homme, qui s'est achevée à Moscou, il a réaffirmé son opposition à une reconnaissance de la Géorgie, qui risque plus que jamais de s'enfoncer dans des conflits sanglants.

SOPHIE SHIHAB

L'URSS devient membre associé du FMI

L'Union soviétique est devenue, samedi 5 octobre, membre associé du Fonds monétaire international (FMI), statut qui lui permettra de recevoir aide et conseils techniques pour son programme de réformes.

L'accord a été officialisé au Kremlin, où le président Mikhaïl Gorbatchev et le directeur général du FMI, M. Michel Camdessus, ont procédé à un échange de lettres à cet effet, a indiqué un porte-parole présidentiel qui a ajouté que l'accord était considéré comme effectif « dès cet échange ». Avec le statut de membre associé, l'URSS pourra disposer d'une assistance du Fonds, mais non en obtenir des prêts qui sont ouverts aux seuls membres à part entière. — (Reuters)

ESTONIE : accord avec l'URSS sur le retrait des troupes. — Le premier ministre estonien, Edgar Savisaar et le ministre soviétique de la défense, M. Evgeni Choupenkov, ont signé, vendredi 4 octobre à Moscou, un accord de principe sur le retrait des troupes soviétiques du territoire estonien, le premier document officiel du genre pour les pays baltes. Le calendrier sera fixé ultérieurement, la partie soviétique affirmant qu'elle ne peut intervenir avant le retrait final des troupes soviétiques d'Allemagne, prévu en 1994. — (AFP)

EN BREF

ALGÉRIE : première manifestation islamiste après la levée de l'état d'urgence. Des milliers de musulmans intégristes se sont rassemblés sans incidents, vendredi 4 octobre, dans un stade d'Alger, pour demander la création d'un Etat islamique. Il s'agissait de la première manifestation organisée à l'appel du Front islamique du salut (FIS) depuis la récente levée de l'état de siège, imposé en juin à la suite des violents affrontements entre partisans de ce mouvement et forces de l'ordre. — (AFP, Reuters)

ALLEMAGNE : Markus Wolf mis en liberté sous caution. — La Cour suprême allemande a autorisé la mise en liberté sous caution de Markus Wolf, l'ancien chef de l'espionnage est-allemand, vendredi 4 octobre, après une semaine de détention préventive. — (AFP)

MADAGASCAR : le président Ratsiraka se dit prêt à abandonner certains de ses pouvoirs. — Le chef de l'Etat malgache, qui est aussi ministre des affaires étrangères et de la défense, a déclaré, vendredi 4 octobre, dans un message aux députés, qu'il pourrait « se défaire de certains de ses pouvoirs », sans préciser lesquels ni qui en serait la charge. — (AFP)



VACHERON CONSTANTIN

LA PLUS ANCIENNE MANUFACTURE D'HORLOGERIE DU MONDE

VACHERON CONSTANTIN (FRANCE) 23, RUE D'ASTIN 1202Z PARIS 12 - LISTE DES CONCESSIONNAIRES ET LIBRAIRIES SUR DEMANDE TEL. (1) 47 42 48 32

EUROPE

GRANDE-BRETAGNE : la fin du congrès du Labour

Un éventuel gouvernement travailliste ne sera pas lié par le programme du parti

Le congrès du Parti travailliste britannique s'est achevé, vendredi 4 octobre, à Brighton. Pour son chef de file, M. Neil Kinnock, qui a fait la preuve de son autorité, ce congrès a représenté un succès personnel. Mais l'aile gauche du Labour reste puissante, notamment grâce aux relais syndicaux.

LONDRES

de notre correspondant

M. Neil Kinnock a beau s'être longuement défendu d'avoir sacrifié les principes « de gauche » à la stratégie de conquête du pouvoir, les nouvelles convictions des travaillistes sur la défense, les nationalisations et le poids régulateur du marché dans l'économie, sont, sur l'essentiel, peu différentes de celles de leurs adversaires conservateurs, même si les priorités ne sont pas les mêmes. M. Roy Hattersley, ministre de l'intérieur du cabinet fantôme, a paru bien solitaire, à Brighton, lorsqu'il a assuré que « les riches et les puissants n'abandonneront pas facilement leur richesse et leur puissance ».

La quasi-unanimité constatée à Brighton ne doit pas faire oublier les convictions d'une partie de la base militante : pour la troisième année consécutive, une motion demandant que les crédits militaires de la Grande-Bretagne

soient ramenés à la moyenne du budget de défense des autres pays européens, a été adoptée. M. Kinnock et Kauffman, porte-parole du parti pour les affaires étrangères, ont réaffirmé que cette coupe de 6 milliards de livres (sur un budget de 23 milliards) était totalement irréaliste et dangereuse pour le pays, n'étant pas en minorité, sous le poids des syndicats.

Il est vrai que tout cela n'est guère contraignant : M. Kinnock et Kauffman ont réaffirmé qu'un futur gouvernement travailliste serait lié par son seul programme, qui n'inclurait pas une telle réduction de crédits. Plus significatif, d'autres motions présentées par l'aile gauche du parti, à propos de l'armement nucléaire de la Grande-Bretagne ont été, soit rejetées, soit repoussées. De même, s'agissant de cette autre revendication « historique » de la réforme électorale (remplacement du scrutin uninominal à un tour par la représentation proportionnelle), M. Hattersley s'est borné à expliquer qu'il était farouchement contre, notamment parce qu'un tel système favoriserait les gouvernements de coalition. La base du parti a accepté sans mot dire ce qui ressemble à un diktat.

L'Europe est sans doute l'un des derniers thèmes où la défiance d'approche entre travaillistes et conservateurs est manifeste. Que de professions de foi pro-euro-

peennes a-t-on entendues à Brighton ! Comme celle du porte-parole sur les affaires européennes, M. George Robertson : « L'Europe, c'est là où nous travaillons et vivons, où nous vendons et achetons, là où nous devons négocier. C'est chez nous, notre destin est en Europe, nous sommes Européens ». Il est clair que la base du parti reste attachée aux préoccupations sociales et au désarmement. Cela suffit pour créer bien des contraintes à un futur gouvernement Labour. L'autorité toute neuve de M. Kinnock sur les travaillistes pourrait bien un jour se déliter sous la pression des syndicats qui constituent l'armature du parti.

LAURENT ZECCHINI

o Sir Allan Green ne sera pas inculé pour avoir accusé une prostituée. — Sir Allan Green, l'un des plus hauts représentants de la justice britannique, qui avait été contraint à la démission après avoir abordé, mercredi 2 octobre, une prostituée dans un quartier « chaud » de Londres (le *Monde* du 5 octobre), ne fera pas l'objet de poursuites. Scotland Yard indique qu'il recevra un avertissement écrit de la police, ce qui est conforme, selon un spécialiste du droit, à la tradition pour un homme surpris pour la première fois d'un maintien de ce genre. Les récidivistes, en revanche, sont passibles d'amende. — (AFP)

BELGIQUE : rupture entre sociaux-chrétiens flamands et socialistes francophones

M. Wilfried Martens offre sa démission

Le gouvernement de coalition de M. Wilfried Martens n'a pas résisté à la crise de confiance entre ses composantes flamandes et wallonnes, provoquée par le débat sur les ventes d'armes à l'étranger (*le Monde* du 29-30 septembre et du 1^{er} octobre). Après un nouveau différend, vendredi 4 septembre, le premier ministre a présenté sa démission au roi.

BRUXELLES

de notre correspondant

Depuis le retrait de la Volksunie (nationalistes flamands), qui n'acceptait pas le compromis intervenu dans l'affaire des licences d'exportation pour deux fabricants wallons d'armements, le gouvernement ne disposait que d'une majorité simple, qui rendait délicate l'adoption de certaines mesures requérant une majorité des deux tiers. C'était notamment le cas d'une réforme visant à doter les communautés linguistiques de

ressources propres. Les francophones craignaient beaucoup de ne pas pouvoir bénéficier rapidement du transfert par l'Etat de la redevance sur la radio et la télévision, indispensable pour la survie de l'enseignement en Wallonie. Faute d'avoir obtenu des assurances à ce sujet, leurs ministres ont refusé d'avaliser des accords attribuant à des entreprises flamandes les plus importants des marchés nécessaires pour une modernisation du réseau téléphonique national.

Un marchandage, donnant-donnant, aurait très bien pu aboutir une nouvelle fois, si le fossé entre les communautés ne s'était pas creusé à la suite de surenchères destinées à se concilier, dans la perspective d'élections prévues pour janvier, les sympathies de la partie de l'électorat qui se détermine en fonction des querelles entre régions et groupes linguistiques. Afin d'éviter la crise, M. Martens avait pesé de tout son poids pour faire accepter par le Parti social-chrétien flamand (CVP) un compromis sur la procédure de l'octroi des licences d'exportation qui donnait satisfaction

aux Wallons. Ceux des dirigeants du CVP qui ne s'étaient pas au gouvernement (et n'avaient donc pas à prêter une oreille attentive aux recommandations du Palais pour le maintien de la coalition nationale) ne manquèrent pas de déplorer un esprit de conciliation considéré comme une « trahison » par une partie des électeurs. Tout comme les socialistes flamands, les ministres du CVP n'étaient plus disposés à laisser à la Volksunie le monopole du « combat » contre « l'arrogance francophone » et « le triomphalisme wallon ».

Vendredi soir, le roi Baudouin n'avait pas encore fait savoir quelle suite il entendait donner à la démission du septième gouvernement de M. Martens. L'hypothèse la plus souvent avancée était celle d'un maintien de ce gouvernement pour gérer les affaires courantes avant, sans doute, l'organisation d'élections anticipées. Mais celles-ci permettraient-elles de sortir de l'impasse créée par la rupture entre sociaux-chrétiens flamands et socialistes francophones, les deux partis dominants de l'ancienne majorité ?

JEAN DE LA GUÉRIVÈRE

Portugal : le forcing de M. Cavaco Silva

Suite de la première page

Le cortège de voitures est reparti, muni d'un fond, vers d'autres conquêtes, vers la majorité absolue décisive.

Sinon, ce sera le règne des alliances, des coalitions, de l'instabilité, c'est-à-dire du chaos, comme le laisse entendre M. Cavaco Silva. Ce comportement amène ses adversaires à s'interroger sur cette personnalisation à outrance du débat électoral, cette dérive vers le pouvoir unique que l'on qualifie de

« DANEMARK : l'armée achètera des missiles Stinger américains. — Après cinq ans de discussions, le gouvernement danois et l'opposition se sont mis d'accord pour doter l'armée de missiles américains Stinger, qui seront utilisés en liaison avec un système de radars mis au point par la firme Terma d'Azusa. Ces missiles, qui représenteront une dépense de 990 millions de couronnes (environ 850 millions de francs) seront destinés à remplacer les missiles Redeye (acquis en 1972) et les canons anti-aériens L/60, technologiquement dépassés. Les Stinger étaient en concurrence avec le Mistral français, le Starstreak britannique et le Bofors suédois. — (Corresp.)

« cavacocratie », ce flirt avec le populisme que le premier ministre a utilisé pour faire passer le message de l'homme qui est parti de rien et qui sait mieux que quiconque ce que se battre veut dire.

L'artisan d'une stabilité politique retrouvée, de l'intégration du Portugal à la communauté européenne, d'une élévation du niveau social, n'est, de fait, pas véritablement contesté. Une sorte de consensus s'est fait jour pour sa reconduction à la tête du gouvernement. Reste à savoir si la barre de la majorité absolue sera franchie, et si elle le sera plus facilement qu'en juillet 1987, où elle avait été passée de justesse, avec 50,22 % des voix.

Le destin national de « Pôil de carotte »

De l'avis presque général, aucun thème n'est resté de la campagne, pas même l'Europe, alors que le Portugal s'apprête, au début de l'année prochaine, à présider le conseil des ministres de la CEE. Une campagne sans conviction, à laquelle la population, fatiguée par les élections qui se succèdent, s'est peu intéressée. Et pourtant, sur la place du Rossio, au cœur de Lisbonne, les principaux partis se disputent les faveurs des passants en leur offrant défilants et

gadgets, censés séduire les 9 à 12 % d'indécis qui pourraient donner à M. Cavaco Silva le sacre qu'il espère ou lui faire comprendre, au contraire, qu'il n'est pas tout à fait tout seul. Le Rossio a été transformé en carrefour des promesses, en rendez-vous de batteurs, en foire de la démocratie, en farandole politique. Les supporters des cinq principaux partis tourment de nature, drapeaux au vent, autour de ce périmètre devenu le théâtre d'un rival des élections. Beaucoup y



FANCHON

viennent, tous y reviennent, dans ce centre de la géométrie politique du pays que les candidats arpentent, entourés des tambourinaires chargés de faire entendre leur approche.

C'est là que M. Jorge Sampaio, le secrétaire général du Parti socialiste, entreprend sa promenade électorale avec une heure de retard. La nuit est presque tombée. La foule glisse sur le trottoir, précédée de musiciens, sans prêter beaucoup d'attention au maire de la ville, qui avance d'un pas rapide dans ce quartier bour-

SUÈDE

La coalition « bourgeoise » veut réduire les dépenses publiques et la pression fiscale

M. Carl Bildt, nouveau premier ministre conservateur suédois, a présenté au Parlement de Stockholm, vendredi 4 octobre, son gouvernement de coalition quadripartite. Ses orientations pour les trois années à venir comprennent, notamment, des allègements fiscaux et une réduction des dépenses publiques.

STOCKHOLM

de notre correspondant

Il y a huit ans presque jour pour jour, le 4 octobre 1983, le Parti conservateur déclarait la guerre à la « socialisation » de la Suède en disant « non » à la création des fonds salariaux gérés par les syndicats, qui devaient permettre, à terme, à ces derniers — en acquérant des actions en Bourse — d'exercer une influence substantielle sur la gestion des affaires et des entreprises privées. Vendredi, M. Bildt a annoncé le démantèlement de ces fonds, « signal d'un changement décisif dans la conception de l'entreprise et de la propriété en Suède ». Le nouveau premier ministre conservateur promet une « renaissance » de la petite entreprise, une stimulation de l'initiative personnelle, de l'écroissement de la propriété et de l'épargne individuelles — ingrédients indispensables, selon lui, au développement économique du pays dans une perspective nationale et européenne.

Le souffle du libéralisme passe dans les mesures annoncées pour relancer l'économie et redonner aux Suédois le goût de travailler : réduction attendue, dès le 1^{er} janvier, de 25 % à 18 % de la TVA sur l'alimentation, l'hôtellerie, la restauration, le tourisme et les voyages à l'intérieur du pays ; diminution substantielle des charges sociales pour les PME ; suppression, dès cette année, de l'impôt sur la fortune pour le capital investi et suppression à terme de l'ensemble de l'impôt sur la fortune ; allègement des droits de succession et suppression des taxes sur les affaires boursières.

Une femme aux finances

Libre entreprise, libre concurrence, libéralisation des investissements étrangers en Suède, sont les mots clés de M. Bildt. Le principe de la concurrence s'applique également au secteur hospitalier et de santé en général, malade de sa bureaucratie, aux garderies d'enfants mais aussi au monopole de la radio et de la télévision. Une réduction des dépenses publiques est annoncée, qui devrait permettre des économies budgétaires de 10 à 15 milliards de couronnes dans le prochain exercice. Autant de craix tracés sur ce modèle social-démocrate dont M. Bildt se

vent le fossé résolu. « L'époque du collectivisme est révolue. Dans notre Suède, la société prendra le pas sur l'Etat », conclut-il vendredi au Riksdag.

« Une lecture terrifiante », a répondu l'ancien ministre social-démocrate des finances, M. Allan Larsson. « Les grandes questions ont été étudiées », estime pour sa part l'ex-chef du gouvernement, M. Ingvar Carlsson, qui se dit, par ailleurs, satisfait des propositions concernant la CEE, l'environnement, les personnes âgées et le chemin de fer, puisqu'il y voit une « aspiration social-démocrate ».

Le compromis passé entre les partis de la nouvelle équipe gouvernementale — conservateur, libéral, centriste et chrétien-démocrate — transparaît dans le programme de M. Bildt. Chacun des membres de la coalition aura fait passer ses propres intentions. Sur vingt portefeuilles, M. Bildt en aura réservé huit à son propre parti : les affaires étrangères vont à

M^{me} Margaretha af Ugglas, les affaires européennes à M. Ulf Dinkelspiel, jusqu'ici négociateur principal de la Suède auprès de la CEE à Bruxelles ; M. Anders Björck, président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, prend en charge la défense nationale et M^{me} Gun Hellqvist, la justice. Quatre portefeuilles vont aux libéraux, dont les affaires sociales à M. Bengt Westerberg, leader du parti et aussi vice-premier ministre, et les finances à M^{me} Ann Wibble — première femme à occuper cette fonction en Suède.

Le centre (ex-agricar) obtient également quatre portefeuilles, dont l'agriculture. Le Parti chrétien-démocrate, qui fait ses débuts en gouvernement, obtient trois postes. On relève que, dans ce « gouvernement de l'avenir », aucune place spéciale n'a été réservée à la culture et aux sports.

FRANÇOISE NIÉTO

M. Carl Bildt, nouveau premier ministre

Un européen convaincu

STOCKHOLM

de notre correspondant

L'enfant prodige de la politique suédoise est « enfin » devenu premier ministre. Premier chef de gouvernement conservateur depuis plus de cinquante ans, M. Carl Bildt, à quarante-deux ans, il est le plus jeune premier ministre depuis Olof Palme.

A la tête de son parti depuis 1987, M. Bildt a su lui donner l'image d'une formation moderne, axée sur l'avenir, capable de faire entrer dignement la Suède dans la CEE. Grâce à une habile campagne de plusieurs années, il a su, aussi, se rallier les suffrages de 36 % des jeunes qui ont voté pour la première fois aux élections législatives du 15 septembre.

Issu d'un milieu ennoblé, certes, mais bien moins grand-bourgeois que celui de l'ancien ministre social-démocrate, Olof Palme, Carl Bildt affirme très tôt son caractère résolument patifque : à l'âge de dix-sept ans, par exemple, il prend en main son lycée de Stockholm, paralysé par une grave des enseignants.

Mais le jeune meneur de cotillions ne suit pas, dans les années 60, la vague de sympathie pro-vietnamienne et anti-américaine qui déferle sur la Suède : au contraire, il affirme alors ses positions anticommu-

nistes et conservatrices. En 1973, il entre au Parti conservateur, alors dirigé par Gösta Bohm, personnalité marquée de la vie politique suédoise des années 70 et 80, qui, plus tard, devient son beau-père. Très vite, les convictions du bon élève qu'il a toujours été sont renforcées, surtout dans les questions de politique, de défense et de sécurité.

Sa grande passion — les soldes de plomb et les plans de bataille — ne l'a jamais quitté. Européen convaincu, M. Bildt, Nordique anglo-saxon, a une profonde admiration pour le chancelier allemand, M. Helmut Kohl et l'Allemagne en général, « pays leader de la CEE et nation décisive, pour nous qui aspirons à entrer dans la grande coopération européenne ». Il serait plutôt enclin, en revanche, à une certaine méfiance à l'égard des « Latins », dont il ne parle aucune des langues.

Chef d'accords à reconnaître à ce débat et à l'analyse brillante et parfois agaçante, de grandes qualités : il est sérieux, pondéré, perfectionniste. A la main d'œuvre de faire ses preuves, à la tête d'un gouvernement quadripartite, face à une opposition social-démocrate bien décidée à ne lui faire aucun cadeau.

F. N.

PROCHE-ORIENT

ISRAËL

Arrestation de trois Palestiniens soupçonnés de meurtre

La police israélienne a annoncé, vendredi 4 octobre, l'arrestation de trois Palestiniens soupçonnés d'avoir assassiné, la semaine dernière, à coups de pignonnage un Israélien, Shlomo Yehin, soixante-dix ans, près de Neza (sud de Tel-Aviv). Deux des prévenus appartenaient au Fatah, la principale branche de l'OLP, et le troisième est membre du Jihad islamique, a indiqué la police sans toutefois préciser l'identité des trois hommes.

D'autre part, deux Palestiniens de Gaza, très mardi et vendredi par des inconnus masqués, ont été présentés par la direction unifiée de l'Intifada comme des « collaborateurs » d'Israël. Les corps des deux Palestiniens, Fakh Abou Baraka, quarante-sept ans, militant notoire du Fatah, et Ahmed David Khalaf, vingt-quatre ans, activiste du FPLP de M. Habache, avaient été retrouvés lacérés de coups de couteau. — (AFP)

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde et ses ÉCONOMIES

Le Monde
PUBLICITE
LITTÉRAIRE
462-14-43

PIERRE COMBES
Les Filles
du Calvaire

DIPLOMATIE

Dans un appel au président de la République

Les Français rapatriés du Koweït et du Zaïre veulent être indemnisés des «risques politiques»

Le visage encore tout bouffonné, Elle, 43 ans, ancien pharmacien à Kinshasa, raconte ses derniers jours au Zaïre : le pillage de sa maison, pendant les émeutes du 23 septembre, les deux balles qui lui ont troué les joues et le menton, puis le départ en catastrophe pour la France, avec sa famille. « Nous avons trouvé à nous loger dans le studio d'un ami, mais nous avons tout perdu. Qu'allons-nous devenir ? »

André, lui aussi, se retrouve dans une situation dramatique après son départ précipité de Koweït. La société zéroïste pour laquelle il travaillait, Gecamines (Général des carrières et des mines), refuse d'indemniser les techniciens étrangers qui ont quitté le pays avant qu'elle ne leur en indique l'ordre, les considérant comme démissionnaires.

« Ma maison a été rasée, j'ai dû changer trois fois de refuge en quelques jours, que pouvons-nous faire d'autre que partir ? »

Wafic, ancien directeur d'une société d'ingénierie électrique, et sa femme, secrétaire de direction, vivent, avec leurs trois enfants, du RMI, depuis leur rapatriement du Koweït, en octobre dernier. « Les 50 000 francs que nous avons touchés du Fonds de garantie des victimes d'actes terroristes et les 15 000 francs que nous a donnés la Croix-

Rouge nous ont permis de louer un appartement, sinon, nous serions à la rue. »

Ces trois hommes se sont réunis, le 3 octobre, dans le bureau de leurs conseils, M. Jacques Miquel et Yves-Eric Massiani, qui se sont spécialisés, notamment, dans la défense des Français expatriés. Au nom du Comité national de défense des anciens résidents du Koweït, qui regroupe 68 familles parties de ce pays pendant l'occupation irakienne, les deux hommes viennent de lancer un appel au président de la République afin qu'il obtienne, de l'émir du Koweït, en visite à Paris, vendredi 4 octobre, le versement de leur indemnisation.

« Cheikh Jaber El Ahmed El Sabah s'était engagé, dès le 17 février 1991, au cours d'un entretien avec M. Michel Rocard, alors premier ministre, d'indemniser le préjudice subi par ces familles, qui réclament 44 millions de francs. Or, elles n'ont toujours rien reçu », déclarent les deux avocats qui demandent, par ailleurs, que l'Etat couvre enfin le « risque politique » que courent tous les Français expatriés. Ils réclament, dans ce cas, la création d'un fonds de garantie pour les préjudices matériels, financiers et professionnels.

R. R.

La visite du cheikh Jaber

M. Mitterrand est favorable à un accord de sécurité avec le Koweït

M. François Mitterrand a donné, vendredi 4 octobre, une réponse favorable de principe à l'accord de sécurité « proposé formellement » par l'émir du Koweït, le cheikh Jaber El Ahmed El Sabah et a accepté une invitation à se rendre dans l'émirat, à-t-on déclaré de source française autorisée, à l'issue d'un entretien de trente minutes entre les deux dirigeants. On ajoute que M. Mitterrand a toutefois précisé que son prochain voyage dans la région - prévu de longue date mais reporté en raison de la guerre du Golfe - aurait lieu dans le sultanat d'Oman. Le détail de l'accord de sécurité devra être encore discuté par les ministres des affaires étrangères des deux pays ; il doit notamment porter sur une assistance militaire de la part des forces françaises qui pourraient disposer de bases et de dépôts au Koweït (Le Monde du 4 octobre).

Au cours d'une cérémonie à l'Elysée, le cheikh Jaber a décoré vendredi le général Michel Roquejeoffre, commandant en chef de l'opération Daguet, en signe d'hommage aux forces armées françaises qui ont participé à la libération du Koweït.

La demande d'indemnisation, formulée par soixante-huit familles françaises rapatriées du Koweït après l'invasion irakienne et qui réclament au total 45 millions de francs, n'a pas été évoquée au

cours des entretiens. De source française autorisée, on précisait que cette affaire était traitée par les ministres des affaires étrangères et les ambassadeurs des deux pays.

Les relations entre Paris et Téhéran

La France tiendra compte des résultats de l'enquête sur l'assassinat de Chapour Bakhtiar

Le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, a déclaré, vendredi 4 octobre, que l'évolution des relations entre la France et l'Iran dépendrait des conclusions de l'enquête judiciaire sur l'assassinat de l'ancien premier ministre du chah, Chapour Bakhtiar. « Un épisode tragique et malheureux de caractère criminel est venu se mettre en travers des relations entre la France et l'Iran. On ne peut rien en déduire pour le moment, laissons le soin aux autorités qui ont compétence pour cela de poursuivre leur travail et de nous livrer leurs conclusions », a-t-il dit.

Lors d'un déjeuner avec la presse diplomatique, il a réaffirmé que le principe de la visite du président François Mitterrand en Iran était maintenu, mais que la date restait à fixer. « Qu'on n'affabule pas, qu'on n'anticipe pas. Le moment venu, le gouvernement tirera les conclusions qui s'imposent d'une enquête judiciaire qui est en cours », a-t-il déclaré, avant d'ajouter : « A l'adresse de tout le monde, je dis : à bon entendeur salut. »

Le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, M. Alain Vivien, devait

Selon le président Bush

Aucune date n'a encore été fixée pour la conférence de paix sur le Proche-Orient

M. Roland Dumas a indiqué, vendredi 4 octobre, que la conférence de paix sur le Proche-Orient pourrait s'ouvrir dès la fin du mois d'octobre dans une ville d'Europe. « Tous les éléments portés à ma connaissance me le laissent penser », a dit le ministre des affaires étrangères. Toutefois, le président George Bush a aussi tempéré ces propos et déclaré qu'aucune date n'avait encore été fixée et qu'aucune préparation logistique n'était en cours. Les déclarations de M. Dumas lui ont semblé trop « fermes » par rapport au point « où nous en sommes aujourd'hui ». Le premier ministre israélien, Itzhak Shamir a déclaré pour sa part que les chances de réunir la conférence étaient « très bonnes », mais que de nombreux problèmes demeuraient, notamment celui de la composition de la délégation jordanienne-palestinienne.

« Le lieu de la conférence n'est pas encore fixé mais un certain nombre de villes sont écartées. Washington serait écartée par les uns, New York par les autres, Genève par les autres. Alors il nous restent une ville d'Europe », a déclaré M. Dumas. Il a estimé que les lettres d'invitation signées par l'Union soviétique et les Etats-Unis - qui paraissent la conférence - seraient envoyées à la mi-octobre aux parties intéressées. « L'Europe, selon toute vraisemblance ne coparrainerait pas la conférence. Cependant elle sera partie prenante », a-t-il poursuivi, ajoutant : « Elle sera représentée par la troïka de la CEE (Luxembourg, Pays-Bas et Portugal).

L'appel d'un ayatollah

Un dignitaire religieux iranien a exhorté vendredi les musulmans à tuer des Américains et à s'en prendre aux intérêts des Etats-Unis à travers le monde. Dans un sermon à l'occasion de la prière du vendredi, l'ayatollah Mousavi Ardebili, ancien président de la Cour suprême qui n'exerce plus de fonctions officielles depuis la mort de Khomeiny, a accusé les Etats-Unis de nuire à la stabilité du Golfe et a déclaré : « Les jeunes musulmans ardents qui ont de l'expérience dans ce domaine devraient former des cellules de résistance et attenter à leur vie, leurs biens et leurs intérêts, les priver de la paix et de la tranquillité. (...) Nous ne sommes pas capables de leur livrer une guerre classique, mais nous pouvons au moins faire cela. Et quiconque trouvera la mort ce faisant sera certainement un martyr. »

M. Dumas prône la cohésion des Douze face à la crise yougoslave

Quoi qu'il arrive, restons groupés. Tel est le message que M. Roland Dumas, s'exprimant vendredi 4 octobre à Paris devant l'Association de la presse diplomatique, a voulu faire passer à propos de la Yougoslavie. « Je souhaite que les Douze agissent d'un même mouvement, parviennent d'une seule voix, se déterminent de façon identique. Je regretterais que des reconnaissances ou autres dispersent l'attention (...) La France s'efforcera d'obtenir une position commune de la Communauté. »

A quelques jours du 7 octobre, marquant la fin du moratoire sur les proclamations d'indépendance slovène et croate, et alors qu'à La Haye M. Van den Broek et lord Carrington s'efforcent de faire avancer les négociations entre les parties yougoslaves avant cette échéance, M. Dumas a rappelé la position de la France, beaucoup plus favorable qu'elle ne l'était il y a trois mois à une reconnaissance des Républiques qui ont exprimé leur valant d'indépendance, à condition que cette reconnaissance ne fasse pas l'objet d'initiatives individuelles, des tentations un peu démagogiques de tel ou tel.

L'Union politique et l'OTAN

La France s'est efforcée, notamment depuis le voyage en Allemagne de M. Mitterrand le mois dernier, de convaincre Bonn de cette nécessité européenne. M. Kohl et Genscher l'ont admise. M. Dumas a déclaré la semaine dernière à une sorte d'autocritique à propos de la Yougoslavie, par la voix notamment de M. Karl Lammer, le chef de son groupe parlementaire au Bundestag.

« Il faut saisir toutes les occasions d'avoir un début de politique étrangère commune », disait encore vendredi M. Roland Dumas. C'est l'un des sujets sur lesquels planchent, samedi 5 et dimanche 6 octobre, les ministres des affaires étrangères des Douze réunis dans un village proche d'Utrecht. Il s'agit pour eux

de relancer les négociations sur le futur traité d'union politique, en panne après le rejet du texte proposé par la présidence néerlandaise.

Le débat risque d'être assez tendu, la Grande-Bretagne semblant avoir gagné l'Italie à ses thèses sur la politique de sécurité et de défense. M. Douglas Hurd et Gianni De Michelis ont en effet publié jeudi une « proposition commune » (voir ci-dessous) qui fait directement concurrence à l'initiative franco-allemande sur laquelle s'était engagé le débat. M. Dumas, qui s'est entretenu téléphoniquement avec M. Genscher à deux reprises vendredi, a estimé pouvoir compter sur la « fidélité » de l'Allemagne à cette initiative prise l'année dernière par MM. Kohl et Mitterrand.

Le ministre français n'a guère commenté cependant l'autre proposition, rendue publique jeudi, à

laquelle est mêlé M. Genscher et qui va à rebours de certaines positions françaises : celle du ministre allemand et de son homologue américain, M. James Baker, invitent leurs partenaires de l'OTAN à institutionnaliser les relations de l'alliance atlantique avec les pays de l'Est. M. Roland Dumas a rappelé à cet égard que, bien qu'allié fidèle, la France n'entendait pas voir l'OTAN « étendre sa zone de compétence et se transformer en un grand directoire des affaires du monde ».

Le débat sur la rénovation de l'alliance et notamment, sur son rôle en direction des pays anciennement membres du pacte de Varsovie, se poursuit parallèlement à celui des Douze sur la défense européenne. Dans l'un comme dans l'autre, les positions françaises sont battues en brèche et la partie pour M. Dumas sera rude.

C. T.

Une proposition italo-britannique sur la défense européenne

Le Royaume-Uni et l'Italie ont présenté vendredi 4 octobre une proposition commune présentée comme un « compromis » sur la construction d'un pilier européen de défense au sein de l'alliance atlantique.

Le Royaume-Uni accepte pour la première fois la perspective d'une politique de défense commune européenne, dans ce document qui souligne toutefois le maintien du rôle primordial de l'OTAN en Europe.

« L'Union politique implique l'élaboration et la mise en œuvre graduelle d'une politique étrangère et de sécurité et d'une identité européenne de défense plus forte, avec la perspective à long terme d'une politique de défense commune compatible avec la politique de défense commune dont nous disposons déjà avec nos alliés dans l'OTAN », dit le texte.

La déclaration souligne la « relation spéciale entre l'Europe et l'Amérique du Nord » et la nécessité de

maintenir des forces américaines sur le Vieux Continent. L'insistance sur le rôle primordial de l'OTAN ne peut que mécontenter la France, qui, sans refuser le lien entre l'Europe et les Etats-Unis, souhaite que le pilier européen de défense soit autonome de l'Alliance.

Londres et Rome proposent que l'Union de l'Europe occidentale (UEO) soit utilisée pour bâtir progressivement l'identité européenne de défense, que ses organes, actuellement établis à Londres et à Paris, soient regroupés à Bruxelles, et que leurs réunions soient synchronisées avec celles de l'OTAN. Ils proposent qu'une force européenne de réaction rapide soit créée pour agir là où l'OTAN ne le peut pas.

« C'est une tentative de compromis sur une question importante », a déclaré un diplomate italien, qui a admis que son pays avait mis « de l'eau dans son vin ». (Reuter)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

1851

Louis Dreyfus se lance dans le négoce international

1886

Louis Dreyfus s'implante sur le marché obligataire français

1988

Louis Dreyfus crée sa maison de titres

1991

- 1^{er} août -



LOUIS DREYFUS FINANCE SA
Correspondant en Valeurs du Trésor

Diffusion de nos cotations des Valeurs du Trésor sur écran Reuters
pages LDGO (OAT), LDGP (OAT), LDQ (BTAN)

Tél : (1) 40.66.11.10
67, avenue de la Grande Armée - 75002 Paris cedex 16

Le Monde
PUBLICITE
LITTERAIRE
Renseignements :
46-62-74-43

PIERRE COMBESCOT

Les Filles du Calvaire

roman

« Les Filles du Calvaire » est un grand roman.
En toute simplicité.
Jean-François Josselin, Le Nouvel Observateur



Grasset

PAUL FABRA

Le Monde de la Fonction Commerciale

AMÉRIQUES

ÉQUATEUR

Le président Borja s'attaque aux violations des droits de l'homme

A huit mois de la fin de son mandat de quatre ans, qu'il ne pourra renouveler, conformément à la Constitution, le président de l'Équateur, M. Rodrigo Borja, a démontré qu'il entendait s'attaquer au problème de la torture et des mauvais traitements des personnes arrêtées ou détenues. Sans se contenter — comme trop de pays dans la région — d'énoncés de politique non suivis d'effets sur ce chapitre, il a adopté plusieurs mesures, dont la dissolution d'un service de police, cible des attaques les plus virulentes des organisations internationales de défense des droits de l'homme.

Un an après avoir ordonné la constitution d'une commission internationale d'enquête sur deux cas de disparition, le président équatorien, élu en mai 1988 à la tête du Parti de la gauche démocratique, a entériné le rapport de cette dernière, très sévère pour la police, dont l'ancien chef, le général Gilberto Molina, a été mis aux arrêts. Le jour même du dépôt de ce rapport, le 2 septembre dernier, le président Borja a chargé cette même commission d'enquêter sur les autres cas de disparition qui lui ont été ou pourraient lui être soumis. Surtout, le chef de l'État a décidé, par décret, de dissoudre le service policier chargé des enquêtes criminelles, le fameux SIC (Servicio de Investigación Criminal) régulièrement accusé — avec certaines unités militaires — de

maltraiter et de torturer les suspects de droit commun ou les détenus, jugé « incapable de garantir la sécurité des personnes », selon les termes du décret, le SIC sera remplacé par un service de police judiciaire, pour la formation duquel l'Équateur a notamment demandé à la France d'envoyer des experts.

Au vu de ces événements, la Fédération internationale des droits de l'homme, qui vient d'effectuer une mission dans ce pays, a « salué » la volonté politique affichée par le gouvernement équatorien de faire la lumière sur les cas de disparition et d'épurer la police, sans pour autant oublier le cas des Indiens de ce pays, dont les droits économiques et sociaux ne sont toujours pas respectés.

« L'affaire Restrepo »

Tout ce remue-ménage, bien accueilli par une population lassée de la corruption et des mauvais traitements de la police, n'aurait peut-être pas eu lieu si les parents (équatoriens d'origine colombienne) de deux jeunes disparus n'avaient fait preuve d'une grande ténacité dans la recherche de la vérité. Le 8 janvier 1988, dans la matinée, leur deux fils, Carlos et Pedro Restrepo âgés respectivement de dix-sept ans et quatorze ans, vont en voiture et sans permis de conduire — chercher un ami à l'aéroport de Quito. Arrêtés par la police sur leur trajet, les deux adolescents ne reparaitront jamais vivants.

Un mois après leur disparition, leur voiture — mais pas leur corps

— est retrouvée par deux ouvriers dans une lagune, sans son moteur. La thèse de l'accident, que le SIC veut faire accréder, ne convainc absolument pas les parents, qui décident de manifester tous les mercredis devant la présidence de la République, à Quito, pour avoir des nouvelles de leurs enfants, ou, à défaut, pour connaître le détail de ce qui leur est arrivé. La presse équatorienne puis colombienne s'empare alors de ce dossier. « L'affaire Restrepo » fait bientôt la « une » des journaux, et, à Bogota, le président César Gaviria l'évoque publiquement.

La commission créée le 13 juillet 1990 par le président Borja pour faire la lumière sur cette affaire a innové à plus d'un titre. Présidée par le procureur général de l'Équateur, elle s'est réellement réalisée, de l'avis unanime de tous les observateurs, un travail indépendant. Elle comprend un expert désigné par les Nations unies, un ex-gouverneur colombien (foodateur du comité de défense des droits de l'homme de son pays) et un représentant de la famille Restrepo. Elle a par ailleurs disposé de tous les moyens nécessaires à son enquête, moyens qui lui seront de nouveau accordés pour la poursuite de ses travaux sur les autres cas de disparition, une quinzaine au total.

Reste à savoir si les policiers inculpés, qu'ils se situent au bas ou au sommet de l'échelle hiérarchique, seront effectivement jugés, devant des autorités civiles et non pas militaires.

MARTINE JACOT

HAÏTI

Echec des premiers entretiens de la mission de l'OEA avec les militaires

Le président haïtien renversé, le Père Jean-Bertrand Aristide, a appelé, vendredi 4 octobre, sur les ondes de Radio-Haïti International, qui a pu réémettre pendant quelques heures, les soldats à « désobéir » au général Raoul Cédras, auteur du coup d'État. De son côté, la conférence des religieux, qui compte plusieurs centaines de membres haïtiens et étrangers, a invité le peuple à « continuer de résister avec toute sa sagesse jusqu'au retour du président Aristide ». A l'issue d'un premier entretien avec les militaires à Port-au-Prince, la mission envoyée par l'Organisation des États américains (OEA) n'a pas pu faire état de résultats encourageants.

Si la mission échoue, les sanctions économiques et diplomatiques décidées par l'OEA seront mises en œuvre et d'autres mesures pourraient être envisagées, selon l'un des délégués. Le général Cédras a répété au cours des derniers jours que l'armée n'accepterait pas le retour du président Aristide, qu'il accuse d'avoir violé la Constitution.

Pillages en série

Selon un membre de l'état-major haïtien, les militaires ont présenté à l'OEA un dossier pour étayer leurs accusations. Dans un message en créole diffusé par la télévision nationale, les militaires se présentent comme les « défenseurs de la souveraineté nationale » face au Père Aristide, accusé d'organiser une intervention étrangère. La délégation interaméricaine doit également rencontrer des personnalités politiques haïtiennes, notamment des parlementaires qui poursuivent leurs efforts de médiation au sein d'un « comité de crise ». Plusieurs ambassades occidentales s'efforcent vendredi de mettre en place un dispositif de sécurité pour permettre au premier ministre du président Aristide, M. René Prévail, actuellement dans la clandestinité,

de rencontrer la mission. Après cinq jours de brutale répression, dont le bilan s'élève à plusieurs centaines de morts, le divorce apparaît consommé entre la population et l'armée. « Même sous Avril ou Namphy (deux ex-généralistes auteurs de coups d'État après la fuite du dictateur Jean-Claude Duvalier), on n'avait pas vu de tels massacres », affirme un jeune vendeur de cigarettes qui s'aventure prudemment dans les rues, après quatre jours de chômage forcé. Dès la nuit tombée, ce l'absence de témoins, l'armée mitraillait les quartiers pauvres, dont la population a l'audace de demander le retour du président qu'elle a élu il y a neuf mois.

Dans la journée, la vie reprend doucement. « Il faut bien se ravoir », explique une femme qui achète des légumes à l'une des rares marchandes accroupies sur le trottoir. Mais les bureaux, les commerces, les écoles et les administrations restent fermés, comme si la population suivait spontanément le mot d'ordre de grève générale lancé par plusieurs organisations de quartiers.

Le pays est toujours frustré d'informations. Plusieurs stations de radio ont été saccagées par les militaires. Les autres préfèrent se taire devant les menaces et les mesures d'intimidation. Les pillages se multiplient, dans les résidences des partisans du président Aristide, les administrations et les dépôts d'armes. Selon plusieurs témoins, des hommes en uniforme ont ainsi volé des équipements de valeur dans différents ministères.

JEAN-MICHEL CARROT

Regain de tension entre le Pérou et l'Équateur à propos d'un conflit frontalier

LIMA

de notre correspondant

Les tensions s'accroissent entre Péruviens et Équatoriens, dix ans après le dernier incident frontalier entre les deux pays et cinquante ans après un conflit militaire. Jusqu'à présent, la bataille se livre sur le champ diplomatique, mais la présence d'une centaine de soldats équatoriens sur le territoire péruvien dans la cordillère amazonienne du Condor risque de dégénérer en nouvelle fois en bataille rangée. Les Péruviens exigent une action éner-

gique contre les « envahisseurs » qui, depuis trente ans, réclament la propriété de cette frange de la forêt amazonienne. Le Congrès a demandé à l'Union « l'expulsion des intrus ».

Comme en 1981, les Équatoriens se seraient, selon Lima, infiltrés subrepticement sur le territoire péruvien, détruisant une des bornes-frontières (78 kilomètres de frontières sont en litige). Début août, deux patrouilles se sont trouvées face à face. Pour éviter des frictions, les ministres des affaires étrangères des deux pays ont signé un pacte créant une zone de sécurité. Au début du mois d'octobre, les ministres des affaires étrangères de l'Équateur et du Pérou se sont présentés à la tribune des Nations unies. Le premier a demandé l'intervention de Jean-Paul II. Le second a rappelé qu'en cas de litige, les garants du protocole de Rio-de-Janeiro signé en 1982 à l'issue du conflit (États-Unis, Brésil, Argentine et Équateur) devaient intervenir. En attendant, le général péruvien Oscar Trujillo a organisé ces derniers jours un simulacre de défense nocturne de la population frontalière contre une possible attaque aérienne.

NICOLE BONNET

EMPLOI

Le mardi, c'est tout un Monde

8 RUBRIQUES D'OFFRES D'EMPLOI

Le Monde du Premier Emploi

Le Monde des Cadres

Le Monde de l'Informatique

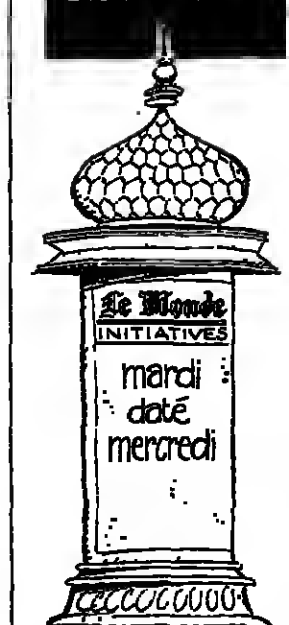
Le Monde des Secteurs de Pointe

Le Monde de la Gestion et des Finances

Le Monde des Ressources Humaines

Le Monde des Juristes

Le Monde de la Fonction Commerciale



Le Monde
PUBLICITÉ LITTÉRAIRE
Renseignements : 46-62-74-43

ASIE

JAPON : après la décision de M. Kaifu de ne pas se représenter

La lutte pour le poste de premier ministre oppose les clans de MM. Takeshita et Miyazawa

Au cours d'une conférence de presse, samedi 5 octobre, le premier ministre Toshiki Kaifu a officiellement annoncé qu'il ne briguerait pas un second mandat. Il a justifié cette décision par son échec à faire approuver par le Parlement d'importants projets de loi, en particulier sur la participation du Japon à une force de maintien de la paix des Nations unies et la réforme du système électoral. Les prétendants à sa succession ont, le même jour, fait acte de candidature : il s'agit de MM. Hiroshi Mitsuoka, Kiichi Miyazawa et Michio Watanabe. Le plus important clan du Parti libéral-démocrate (PLD), celui de l'ex-premier ministre Takeshita, doit faire connaître dans les jours prochains le nom de son candidat.

TOKYO

de notre correspondant

L'éviction — car plus que d'un retrait volontaire c'est bien de cela qu'il s'agit — de M. Kaifu de la lutte pour la présidence du PLD, qui fera *ipso facto* de l'Élu, désigné le 27 octobre, le nouveau premier ministre, étant donné la majorité détenue par les conservateurs au Parlement, a ouvert la boîte de Pandore des luttes intestines entre caciques du parti. Un jeu de pouvoir dans lequel les arbitres de coulisse prennent largement le pas sur les options politiques, au demeurant pratiquement semblables.

Faible depuis l'origine, et choisi précisément pour cela, M. Kaifu est tombé comme un fruit mûr lorsque le puissant clan Takeshita, irrité par son insistance à menacer de dissoudre la Chambre basse pour forcer la réforme électorale, dont il avait fait son cheval de bataille, lui a brutalement retiré son soutien.

Pour les amis de M. Takeshita, il n'était pas question de prendre le risque d'élections pour satisfaire l'orgueil blessé de M. Kaifu. Plus jeune et plus ouvert que ses prédécesseurs, bénéficiant d'une bonne image dans l'opinion publique,

M. Kaifu était néanmoins l'otage du clan Takeshita. Lorsque, en 1989, les scandales ébranlèrent les premiers ministres les uns après les autres — M. Takeshita, mêlé à l'affaire politico-boursière Recruit, et, deux mois plus tard, son successeur, M. Uno, coupable de désordres d'alcool, — le clan Takeshita chercha à mettre en place un cabinet facile à contrôler. Ces deux dernières années ont démontré qu'il avait pleinement réussi : dans l'ombre de M. Kaifu, il était en fait le gérant, M. Shin Kanemaru, « faiseur de rois » du PLD et homme fort du clan Takeshita, qui gouvernait.

Monnayier leur soutien

Lorsque M. Kaifu a voulu jouer sa dernière carte contre la volonté de ses mentors, il a été « renversé » dans les heures qui suivirent. Même l'homme auquel il appartenait, celui de M. Komoto, le plus faible du PLD, a dû capituler et annoncer qu'il ne soutiendrait plus sa candidature : quitter le pouvoir sur un coup de force, qui en l'occurrence, étant donné la faiblesse de M. Kaifu, tenait de l'estroffe, n'est pas la meilleure manière, pour un premier ministre nippon, de conserver son influence au sein du parti. Les membres du clan de M. Kaifu l'ont parfaitement compris.

Le résultat de la course au pouvoir dépendra de la stratégie du clan Takeshita, le plus puissant avec 106 membres, soit un tiers des parlementaires libéraux-démocrates dans les deux chambres. Elle se résume à une alternative :

présenter un homme nouveau — comme M. Ichiro Ozawa, ancien secrétaire du PLD, dont il est l'un des « jeunes Talons » — ou bien faire revenir M. Takeshita lui-même.

Deux facteurs jouent en défaveur de M. Ozawa : il vient d'être hospitalisé pour une maladie cardiaque, et surtout il n'a pas derrière lui la carrière qui permet normalement de briguer le poste de premier ministre. Un retour de M. Takeshita risquerait, d'autre part, de mécontenter l'opinion. Même si ce n'est pas la considération majeure de la lutte pour le pouvoir en cours, c'est néanmoins une composante à ne pas totalement négliger.

Le choix du clan Takeshita déterminera l'attitude des autres candidats. Un seul d'entre eux constitue une alternative crédible : M. Miyazawa, chef du troisième clan du PLD par la taille, politicien chevronné qui a collectionné les portefeuilles et a une grande expérience internationale. C'est en outre sans doute la dernière chance de M. Miyazawa, étant donné son âge (71 ans).

Les deux autres candidats, MM. Watanabe, chef de l'ex-clan Nakasone, et Mitsuoka, chef de l'ex-clan Abe (décédé en mars dernier), le second par l'importance du PLD, n'ont aucune chance de l'emporter. Ils font acte de candidature pour amonayer leur désistement. Tous deux sont en effet dans une position charnière, et le soutien qu'ils apporteront à M. Takeshita ou à M. Miyazawa sera déterminant.

PHILIPPE PONS

LES CONTES POPULAIRES DE
L'EGYPTE ANCIENNE
TRADUITS ET COMMENTÉS PAR
G. MASPERO
Un volume 12x17, 306 pages, 120 F.
Maisonneuve & Larose

Les Etats-Unis gèlent les avoirs haïtiens

Le président George Bush a ordonné, vendredi 4 octobre, le gel des avoirs du gouvernement haïtien aux Etats-Unis et de tout transfert de fonds vers ce pays, affirmant que le coup d'État militaire à Port-au-Prince constituait une « menace existentielle » contre la sécurité nationale des Etats-Unis. « J'ai pris ces mesures en réponse à la saisie illégale du pouvoir » par les militaires, a déclaré M. Bush dans une lettre aux présidents du Sénat et de la Chambre des représentants publiée peu après qu'il eût reçu à la Maison Blanche le président déchu le Père Jean-Bertrand Aristide.

A l'issue de cet entretien, M. Bush a de nouveau exprimé son soutien à M. Aristide, mais a affirmé ne pas vouloir utiliser la force militaire pour rétablir la démocratie en Haïti, « sauf si les vies de citoyens américains sont en danger ». Le président américain a espéré que la mission de l'Organisation des Etats américains (OEA) envoyée en Haïti réussirait à convaincre les militaires de céder. Un demi-millier de Marines ont été dépêchés sur la base américaine de Guantanamo, à Cuba, au cas où il serait nécessaire d'évacuer les quelque 8 000 Américains vivant en Haïti.

De son côté, le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, a estimé vendredi à Paris que « si la communauté internationale continue de manifester la même détermination et prend des mesures en conséquence, de tous ordres, on peut voir l'espoir » de voir le pouvoir démocratique du président Aristide rétabli. — (AFP, Reuters, UPI)

□ CUBA : création d'un syndicat indépendant. — Trois anciens travailleurs du port de La Havane, récemment licenciés pour « prosélytisme politique », et deux autres travailleurs ont créé un syndicat indépendant, l'Union générale des travailleurs de Cuba (UGTC), a annoncé, vendredi 4 octobre, l'un des fondateurs, M. Rafael Gutiérrez Santos. Il a précisé que l'UGTC, qui entend « travailler publiquement », avait déposé une demande de reconnaissance auprès du ministère de la justice. — (AFP)

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde
CHAMPS ÉCONOMIQUES

Les enquêtes sur les activités du président de la chambre de commerce et d'industrie de Perpignan

«L'opération du château de Corbère fait apparaître une confusion entre les intérêts privés et les intérêts publics»

indique le rapport de la trésorerie générale des Pyrénées-Orientales

Le président de la chambre de commerce et d'industrie des Pyrénées-Orientales, M. Jacques Farran, député UDF-PR, accusé d'ingérence et d'abus de confiance, sera entendu, vendredi 18 octobre, par le doyen des juges d'instruction de Perpignan, M. Claude Gauze. La procédure ouverte par le parquet avant l'ouverture de la session parlementaire l'ayant personnellement dénommé, M. Farran, qui rejette vivement ces accusations, n'est plus couvert par l'immunité et devrait donc être automatiquement inculpé.

PERPIGNAN

de notre envoyé spécial

Le président de la chambre de commerce et d'industrie (CCI) des Pyrénées-Orientales, M. Jacques Farran, député UDF-PR, avait promis, en apprenant, lundi dernier, qu'une information judiciaire venait d'être ouverte contre lui par le procureur de la République, M. Louis Bartolomei, que «la vérité» serait «établie», vendredi après-midi 4 octobre, lorsqu'il aurait rendu publics les deux rapports qu'il présentait - celui de l'inspection générale du commerce et de l'industrie et celui de la trésorerie générale du département - et ses réponses aux interrogations soulevées par ces deux documents.

Il a exposé sa version, vendredi, au cours d'une longue conférence de presse, mais il n'a pas divulgué ces deux rapports en expliquant que les autorités de tutelle avaient simplement autorisé à la chambre de commerce et d'industrie de communiquer aux membres de la chambre consultative, il s'est borné à diffuser ses dix-sept réponses aux dix-sept questions qui lui ont été posées dans le procès-verbal de la vérification effectuée sur sa gestion de la CCI du 1^{er} au 31 décembre 1989. Sans préciser quelles étaient ces questions.

M. Farran, qui avait à ses côtés son avocat, M. Jean-Marc Varaut, et un professeur d'économie de la faculté de droit de Bordeaux, M. Robert Ducos-Adès, a déclaré qu'il était victime d'une «cabale» destinée à l'évincer du paysage politique local avant les prochaines élections législatives. Il n'a pas contesté que la CCI de Perpignan ait utilisé les fonds du 1^{er} patronat réservés au logement social pour des opérations n'ayant qu'un rapport lointain avec cette destination mais il a protesté de sa bonne foi en niant qu'il y ait eu de «graves irrégularités». Il a contesté, en particulier, avoir été le moindre avantage privé de la réalisation du château de Corbère, les Cabanes, situés près d'Ille-sur-Têt et s'est posé, au contraire, en mécène.

M. Farran n'accorde qu'une importance dérisoire au fait que le ministère de l'équipement, par arrêté du 30 septembre, ait interdit à la CCI de Perpignan de recueillir désormais les cotisations du 1^{er} patronat. «Comme disait M. Cresson, j'en ai rien à cirer. Cela ne représente pour nous que 4,4 millions de francs et nous avons toujours utilisé ces fonds pour aider les salariés et soutenir l'activité économique. Actuellement, la quasi-totalité (95 %) de la collecte est utilisée pour consentir des prêts aux salariés. Aucune demande de financement au titre du 1^{er} n'a jamais été refusée. De toute façon, la loi rend possible d'utiliser ces fonds pour des opé-

raisons d'aménagement. C'est ce que nous avons fait, comme le font beaucoup d'autres chambres de commerce.»

Enfin, M. Farran affirme que l'opération du château de Corbère, qui lui vaut précisément la double accusation d'ingérence et d'abus de confiance, est «une affaire vraiment nette». «Tout est parfaitement clair, il n'y a rien de caché. Si j'ai fallu recommencer, je recommencerais. L'opération n'était peut-être pas idéale dans sa structure mais elle était parfaite dans le fond. Ce projet a été réalisé au grand jour. En raison de déstabilisations de dernière minute, et pour faire face à la rapidité des décisions qui ont dû être prises, la chambre de commerce a dû faire une avance par le 1^{er} patronat et l'emploi du 1^{er} était justifié par la transformation du village en logements sociaux pour couples. Cette acquisition a été décidée par les différentes instances délibératives de la chambre de commerce et d'industrie. Toutes les personnes et tous les organismes impliqués, ainsi que le ministère de tutelle, le préfet et le conseil régional, ont été constamment tenus informés des différentes phases du déroulement de cette opération et personne n'a contesté le montage financier aujourd'hui mis en cause.»

M. Farran a surtout contesté que l'Association Corbère-Dal, porteur de 1 % du capital dans la Société civile immobilière (SCI) du château de Corbère, contrôlée à 76 % par la CCI et exclusivement réservée, par ses statuts, aux membres de la famille de son vice-président, M. Roger Pedrix, ait retiré le moindre profit. «Si j'avais voulu acheter le château de Corbère, j'aurais pu l'acheter. Nous avons pris personnellement deux parts pour montrer que nous avions foi dans ce projet.»

M. Farran a précisé que s'il lui était arrivé d'utiliser les fonds de la CCI pour des opérations personnelles, il n'avait fait que des frais personnels et il a fait observer que la gestion du château de Corbère incombait à une autre association, l'Association gestionnaire du château de Corbère, déclarée à la préfecture le 30 septembre 1989 et présidée par le maire de Corbère.

«Un pouvoir sans partage»

Comme on leur faisait remarquer que MM. Farran et Pedrix figuraient également dans la composition du bureau de cette dernière association en tant que vice-présidents et que M. Farran y apparaissait comme partie prenante en tant que «PDG de la SACIM» (SA Comptoir immobilier de Perpignan), donc représentant ses intérêts professionnels privés alors qu'il représentait les intérêts publics de la CCI ou sein de la SCI majoritaire, le professeur Ducos-Adès a estimé que l'ingérence impliquait qu'il y ait une mise du pouvoir dans la poche et M. Varaut a souligné que tel n'était pas le cas pour M. Farran «puisque si ses propres sociétés ont été appelées à payer le tour de table ce fut sans intérêt personnel, l'entreprise n'étant pas susceptible de bénéfices ou de profits, ce qui caractérise le mécénat.»

Le contenu des deux rapports que le président de la chambre de commerce de Perpignan n'a pas jugé utile de divulguer personnellement a conduit les enquêteurs à se contredire sur ses appréciations. Si le rapport de l'inspection générale du commerce et de l'industrie considère que M. Farran «a sûrement pas eu conscience de commettre un délit» en engageant ses capitaux personnels «pour dénouer l'opération» il n'en est pas moins sévère sur sa façon de gérer la CCI. «Les irrégularités sont nombreuses, patentes et répétées, relevant du sujet de l'affectation des fonds du 1^{er} patronat. L'emploi des fonds est de plus en plus éloigné des fins sociales auxquelles ils sont destinés.»

Il indique également que M. Farran exerce, à la présidence de l'institut consultatif, «un pouvoir quasiment sans partage. La lecture des procès-verbaux des instances collégiales ne fait apparaître aucune discussion contradictoire, ou le rapporteur s'y est vu obligé à un moment donné certaines oppositions, celles-ci se terminent, semble-t-il, par des démissions rapides. Si les élus sont peu curieux ou dociles, à fortiori les

permanents de la chambre ne peuvent opposer aucune résistance à un patron tout-puissant. Mais qui sait aussi être «reconnaissant». En témoignent l'avance sur salaire d'un montant de 55 000 F consentie le 31 juillet 1988 à son secrétaire général pour l'aider à régler un retardement fiscal consécutif à la réévaluation du logement de fonction dont bénéficie l'intéressé.»

Mais l'accusation d'ingérence et d'abus de confiance, se fonde surtout, en ce qui concerne l'opération du château de Corbère, sur les conclusions du rapport établi le 19 juillet par les enquêteurs de la trésorerie générale du département. «La chambre de commerce et d'industrie a utilisé abusivement une partie des fonds collectés au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction, indiquent-elles notamment. La SCI consultative a mis en place une gestion déficiente des fonds collectés. L'opération particulière du château de Corbère fait apparaître une confusion entre les intérêts privés et les intérêts publics.»

Les enquêteurs formulent, sur ce point, une double remarque sur laquelle les policiers et le procureur foudrent leur conviction, contrairement à ses dires et à ceux de ses défenseurs. M. Farran a bien tiré des profits privés de la gestion des fonds publics et qu'il a donc bénéficié, en la circonstance, d'un enrichissement personnel sous la forme de prêts gratuits, exemptés anormalement de frais de notariat et de taxes sur les plus-values. «D'une part, les parts de la SCI du château de Corbère ont été vendues aux intervenants privés à leur prix d'achat non compris les frais de notaire supportés par la SCI consultative. Il aurait été pourtant normal que ces frais

(29 318,41 F) fussent en augmentation du prix de chaque part de la SCI du château de Corbère des lors qu'ils n'ont pas à être supportés par des fonds provenant de la participation des employeurs. D'autre part, trois des intervenants privés, l'Association Corbère-Dal, la SCI Comptoir immobilier ménager et la SCI Méditerranée (NDLR: dont M. Farran est le gérant) ont bénéficié (et bénéficieront encore) de prêts gratuits sur des fonds provenant de la participation des employeurs pour leur permettre d'acquiescer des parts de la SCI du château de Corbère. L'Association Corbère-Dal a bénéficié d'un prêt gratuit de 40 000 F sur une durée d'un an; la SCI Comptoir immobilier ménager bénéficie d'un prêt gratuit de 240 000 F sur une durée de quatre ans; la SCI Méditerranée bénéficie d'un prêt gratuit de 400 000 F sur une durée de deux ans.»

M. Farran a confirmé, en conclusion de sa conférence de presse, sa candidature aux élections consulaires du 18 novembre prochain «sur la liste présentée et soutenue par l'Union Interprofessionnelle» du département mais il a fait savoir qu'il n'avait pas l'intention de «solliciter personnellement la présidence» de la chambre de commerce et d'industrie, ce qu'il a franchi sur les litiges pendants.

Au palais de justice de Perpignan, on soulignait, vendredi soir, que le député devrait sans doute prendre son mal en patience car l'affaire apparaît tellement «grogne» que son traitement pourrait «durer encore deux ou trois ans».

ALAIN ROLLAT

LIVRES POLITIQUES

ANDRÉ LAURENS

La fin des âges

Si loin que l'on se tienne à l'écart de la politique, elle ne vous lâche pas. Elle est présente à tous les âges de la vie, du berceau au cercueil. L'âge, qui semble n'être qu'une donnée biologique, est aussi objet et acteur de la politique. Celle-ci l'intègre d'abord comme facteur de régulation de la société, automatiquement découpée en tranches d'âge.

Il faut l'admettre. L'enfance est une invention politique, tout comme l'adolescence, la majorité civile, la vieillesse, qui se décline désormais en troisième et quatrième âge. L'enfance, de ce que l'on entend par ce concept, est le produit d'une construction à laquelle ont participé plusieurs actions politiques touchant à la santé, à l'éducation, au statut des femmes, à la réglementation du travail.

L'Eglise catholique avait pris les devants d'une «police des âges» avec le recensement des naissances et des décès, ébauche de la vie, écrit Annie Percheron, le baptême et la communion. La fonction militaire a introduit une autre échelle sociale, celle du recrutement sans les drapeaux, qui, en s'institutionnalisant sous la forme de la conscription, devint le principal rite de passage de l'âge tendre à l'âge adulte. Enfin, la scolarisation obligatoire jusqu'à treize ans (1880), puis quatorze ans (1936) et seize ans (1959), venant après l'interdiction du travail pour les moins de huit ans (1844), a établi le statut de l'enfance et prolongé cette période intermédiaire qu'est l'adolescence.

La participation à la politique se fonde aussi sur l'âge, celui de la majorité civile, celui de l'éligibilité, suivent les mandats. On n'en sera pas quinze pour autant. Cette éligibilité est le nombre des années vous rattrape avec la retraite, l'évolution politique n'a pas été moins remarquable. Fille de l'institution militaire, elle s'est imposée comme le droit à un repos mérité avant de devenir ce qu'elle est aujourd'hui, un moyen de régulation dans la distribution de l'emploi. La politique a ainsi pris en compte les évolu-

tions de la démographie, de l'économie et de la culture qui ont grossi le nombre des retraités (en raison de la réduction de la mortalité et de l'abaissement de l'âge de la retraite), et de plus, les ont transformés qualitativement en consommateurs autonomes.

Nul ne s'offusque d'entendre parler d'une politique du troisième âge, expression apparue au milieu des années 50 et qui a pris une réalité sociale dans les années 60; on se penche maintenant sur les problèmes sociaux que posent les plus de quatre-vingt-cinq ans, c'est-à-dire le quatrième âge. «L'évocation cavalière de l'histoire sociale des XIX^e et XX^e siècles montre comment l'Etat, en s'imposant dans des choix qui étaient autrefois du ressort des individus et de la famille, s'est trouvé progressivement mais très profondément impliqué dans l'organisation des cycles de la vie», écrit Annie Percheron, dans l'une de ses contributions à un ouvrage collectif dont elle a dirigé avec René Rémond les travaux préparatoires et la publication. Les notations résumées ci-dessus sont tirées de cette étude, Age et politique, et n'en donnent qu'une vision partielle.

Annick Percheron observe que si la politique a trouvé dans la différenciation par les âges un instrument de gestion, c'est au prix de certaines approximations et contradictions - car les seuils officiels ne collent pas toujours à la réalité sociale - et, aussi, de certaines insuffisances. «L'âge, estime-t-elle, n'a pas été l'outil de gestion démocratique qu'il devait être. Les inégalités devant la maladie et la mort, les inégalités en matière d'éducation, les inégalités de ressources au sein du groupe des retraités restent entières. Un des problèmes les plus graves auxquels se trouve confronté l'Etat, aujourd'hui encore, est celui des transferts de

ressources entre classes d'âge.» Un autre volet de ce travail collectif concerne la relation entre l'âge et le comportement politique. C'est l'occasion de redresser certaines idées reçues sur, par exemple, le vote des classes d'âge, la mesure du civisme ou le fameux fossé des générations qui paraît se creuser de plus en plus. Il y a, selon nos enquêteurs, une plus grande homogénéité des systèmes de valeurs et des modèles culturels entre parents et enfants. L'âge intervient comme un marqueur social parmi bien d'autres et ses effets ne sont pas faciles à isoler : des facteurs d'insertion sociale tels que l'emploi, mais aussi l'ouverture d'un compte bancaire, l'obtention du permis de conduire, influencent aussi le rapport à la politique. Chez les jeunes, en particulier, ce qui semble le plus caractéristique, c'est la difficulté de traduire en acte l'intentionnalité politique : chez les plus âgés, la désaffection ne se décèle vraiment qu'après soixante-quinze ans, et en un vote moins ou-déjà de quatre-vingts ans, ce n'est évidemment pas parce que l'an préère aller à la pêche...

En conclusion de ce travail, René Rémond relève plusieurs signes qui paraissent remettre en cause la police des âges au profit d'une meilleure prise en compte de la diversité des individus. «C'est l'évolution, qui répond à une aspiration, est facilitée par l'évolution des systèmes de gestion administrative : le système bureaucratique qui a fait un temps la supériorité des sociétés occidentales repose sur l'écriture, la tenue des registres, la constitution de fichiers; la substitution de l'informatique rend possible une adaptation à la multiplicité des cas individuels», note-t-il. L'ordinateur favoriserait ainsi «une deuxième révolution individualiste». La modeste portable sur lequel cette chronique vient d'être saisie en est lui-même une surprise et de fierté.

Age et politique, sous la direction d'Annick Percheron et de René Rémond, Economica, 270 pages, 175 F.

A l'Assemblée nationale

Les députés augmentent l'effectif des conseils régionaux

Le projet de loi modifiant l'effectif des conseils régionaux a été adopté en première lecture, vendredi 4 octobre, à l'Assemblée nationale, par 321 voix (PS et UDC) contre 137 (RPR) et 26 abstentions (PC). Le groupe UDF n'a pas pris part au vote.

Le projet de loi présenté par M. Philippe Maréchal, ministre de l'intérieur, visant à adapter la composition des conseils régionaux à l'évolution démographique constatée par le recensement de 1990, est quasiment passé comme une lettre à la poste. Afin de ne pas réduire la représentation des départements dont la population diminue, le ministre de l'intérieur a préféré opter pour une solution «sage», qui consistera à créer cinquante sièges supplémentaires de conseillers régionaux dans les départements où la croissance démographique est la plus forte.

«Si j'avais maintenu mon projet initial de redéploiement des sièges à l'intérieur de chacune des régions, il y aurait eu deux cents députés en séance. On aurait assisté au grand glissement des petits départements», a estimé M. Maréchal. L'augmentation du nombre des sièges lui a cependant valu quelques reproches de la part de l'opposition : «Est-ce bien le moment ? s'est interrogé M. Francis Delattre (UDF, Val-d'Oise). Cela sera considéré par l'opinion publique comme la création de postes supplémentaires pour la «monétarisation», à un moment où l'on s'achemine vers les trois millions de chômeurs.»

Plus précis dans la dénonciation de l'inflation des postes d'élus, M. Robert Pandrou (RPR, Seine-Saint-Denis) a calculé que, depuis 1981, la gauche a créé 17 sièges supplémentaires pour les députés, 66 pour les députés, 42 pour les conseillers régionaux, 379 pour les conseillers généraux et 52 pour les conseillers de Paris.

Dans leur volonté d'épargner les finances publiques, les députés ont cependant été unanimes à adopter un amendement du gouvernement, selon lequel les élections cantonales et régionales de mars prochain voteront à la fois pour les cantons et les régions, les députés ont décidé que, dans les localités où l'on voterait à la fois pour les cantons et les régions, on ressortirait les vieilles urnes en bois.

J.-L. S.

(1) Trois régions doivent ainsi gagner deux sièges supplémentaires : Aquitaine, Bourgogne, Bretagne, Centre, Champagne-Ardenne, Languedoc-Roussillon, Limousin, Haute-Normandie, Haute-Normandie, Picardie, Poitou-Charentes; une doit gagner quatre sièges : Midi-Pyrénées; deux doivent gagner un siège : Provence-Alpes-Côte d'Azur et Rhône-Alpes; et l'Île-de-France doit gagner douze sièges.

o PRÉCISION : Philippe Serre et la Jeune République. A propos du décès de Philippe Serre (Le Monde daté 29-30 septembre), M. Claude-Roland Souchet, de Paris, nous rappelle que Philippe Serre avait été l'un des quatre-vingts parlementaires qui, à Vichy, le 10 juillet 1940, refusèrent de voter les pleins pouvoirs au maréchal Pétain. M. Souchet nous indique d'autre part que Philippe Serre n'était pas député socialiste mais appartenait à la Jeune République. En 1932, Philippe Serre avait vainement fait campagne sous l'étiquette de républicain socialiste contre François de Wendel, à Briey (Meurthe-et-Moselle), pour le siège de député. Il y avait été élu l'année suivante à la faveur d'une élection partielle. François de Wendel, ayant alors été élu sénateur, et avait siégé au sein des indépendants de gauche. Réélu en 1936, sous l'étiquette Jeune République, Philippe Serre siégea alors dans une formation composée, le groupe de la Gauche indépendante, du Parti Camille Pelletan, du Parti frontiste, du Parti de l'unité, proclamateurs de la Jeune République, qui comptait vingt-cinq membres.

ISTH INSTITUT DES SCIENCES POLITIQUES DE PARIS

• Sessions annuelles et semestrielles
• Sessions du soir

SUCCÈS CONFIRMÉS

45 85 59 35 - 42 24 10 72 -

PLUS QU'UN INSTITUT, UNE INSTITUTION

PAUL FABRA

SOCIÉTÉ

MÉDECINE

Visant entreprises, restaurants, transports, lycées et collèges

Un texte interdisant de fumer dans tous les lieux «à usage collectif» est soumis à l'arbitrage du premier ministre

Un projet de décret sur l'interdiction de fumer dans tous les lieux publics (entreprises, restaurants, lycées et collèges) et les transports collectifs va, dans les prochains jours, être soumis à l'arbitrage de M^{me} Edith Cresson, premier ministre. Ce texte fixe les conditions d'application de l'article 16 (relatif au fait de fumer dans les lieux publics) de la loi Evin de lutte contre le tabagisme. Il suscite de vives réactions dans les milieux gouvernementaux et syndicaux ainsi que dans l'industrie du tabac.

Sera-t-il encore possible demain de fumer dans les lieux publics, ces endroits que le jargon administratif désigne comme des lieux «affectés à un usage collectif», soit «tous les lieux fermés et couverts autres que ceux à usage exclusif d'habitation personnelle, accueillant du public ou du personnel, y compris les locaux dont la ventilation est assurée de façon mécanique ou

naturelle, par conduits ou par ouvrants extérieurs ainsi que les lieux non couverts compris dans l'enceinte des établissements d'enseignement publics et privés».

Dans son ultime version, soumise à l'arbitrage de M^{me} Cresson, le projet de décret d'application de la loi Evin se veut non pas un texte de «prohibition», mais un texte protégeant en toute circonstance le non-fumeur. Il ne manquera pas d'être perçu par ceux qui — volontairement ou non — souhaitent ignorer les méfaits du tabagisme passif, comme un document difficilement acceptable en ce qu'il réduit la «liberté» du fumeur (1).

En pratique, ce texte définit les emplacements qui, aux termes de la loi, seront expressément réservés aux fumeurs. L'avant-projet de décret est composé de seize articles organisés en trois titres. Il prévoit tout d'abord que l'interdiction de fumer sera totale dans les salles de spectacle et d'exposition, celles où sont pratiquées des activités physiques et sportives ainsi que dans les locaux «où des denrées alimentaires seront entreposées, manipulées, préparées pour la consommation ou proposées à la

vente». Pour ce qui est des établissements d'enseignement publics et privés, des salles spécifiques distinctes de la salle des enseignants peuvent être mises à la disposition des enseignants et du personnel fumeur.

L'article 7 précise : «Dans les lieux de travail où s'applique le code du travail, lorsqu'il existe des instances représentatives du personnel, celles-ci seront consultées, dans un délai maximum d'un an après la date de parution du présent décret, sur la mise à disposition du personnel fumeur, des lieux où il sera autorisé à fumer. En aucun cas, les lieux de repos ne pourront être choisis en tant que lieux où il sera autorisé à fumer. Le même cadre et les mêmes délais sont prévus pour les administrations de l'Etat, des collectivités locales, ainsi que les établissements publics administratifs.

Une série d'amendes

En ce qui concerne les transports collectifs, l'interdiction générale de fumer ne pourra subir de dérogation, notamment dans les ascenseurs, les taxis, les vols inté-

Le gouvernement divisé sur le prix du tabac

Rideau de fumée

La lutte contre le tabagisme oppose le ministre des finances à ceux des affaires sociales et de la santé. Le premier a en effet annoncé unilatéralement une augmentation étalée de 15 % du prix du tabac. «Une préférence» avait été décidée que des augmentations du prix du tabac de 15 % interviendraient chaque année en 1991, 1992 et 1993. Cette décision avait été rendue publique au cours d'un débat parlementaire consacré à la loi du 10 janvier 1991 relative à la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme, écrivait, le 18 septembre dernier, M^{me} Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales, et Bruno Durieux, ministre délégué à la santé, à M^{me} Edith Cresson.

«Les hypothèses économiques et financières associées à la loi de finances pour 1991 prennent en compte une première hausse à intervenir

en septembre 1991. Le gouvernement est très attendu sur ce point. Nous ne méconnaissons nullement les contraintes de la lutte contre l'inflation. Il en va de la crédibilité de notre politique de lutte contre le tabagisme.»

La 20 septembre, on apprenait auprès du ministère des finances que le relèvement de 15 % du prix du tabac serait en définitive étalé entre septembre 1991 et septembre 1992. Une première hausse de 5 % a ainsi été appliquée le 30 septembre dernier, une deuxième aura lieu en février prochain et la dernière, toujours de 5 %, interviendra en septembre 1992.

«Le calendrier des hausses du prix du tabac, tel qu'il a été annoncé par le ministère de l'économie, des finances et du budget, ne permet pas de respecter entièrement votre arbitrage, écrivait à nouveau à

M^{me} Cresson M^{me} Bianco et Durieux le 25 septembre dernier. Vous avez en effet souhaité que l'élément de la première hausse de 15 % ne puisse pas être interprété comme un renoncement aux deux hausses suivantes (15 % en 1992 et 15 % en 1993). Or, si la troisième hausse de 5 % intervenait en septembre 1992, il ne serait plus possible de respecter cet engagement. A l'inverse, si elle avait lieu avant l'été, il serait possible de la tenir, quitte à étaler aussi cette hausse. C'est pourquoi nous vous demandons de fixer la troisième hausse à une date plus précise.»

Pour sa part, M. Bianco ne devait nullement échouer à M^{me} Cresson le caractère selon lui «inacceptable» de la méthode adoptée par son collègue de l'économie.

J.-Y. N.

Prochainement examiné en conseil des ministres

Un avant-projet de loi fixe le cadre de la réforme du conseil de l'ordre des médecins

Actuellement au Conseil d'Etat, l'avant-projet de loi de réforme du conseil de l'ordre des médecins devrait être très prochainement examiné en conseil des ministres (1). Ce texte fixe le cadre de cette réforme contestée par certains conseillers ordinaires mais approuvée par une majorité de praticiens (le Monde du 22 juin et du 26 septembre).

Pour les nostalgiques de l'époque où la gauche réclamait haut et fort la suppression d'une institution accusée de tous les péchés, le texte de l'avant-projet de loi apparaît comme une réforme de maigre envergure. Les grosses difficultés rencontrées par les responsables ordinaires favorables à l'évolution de cette instance indiquent qu'il était sans doute impossible, compte tenu des pesanteurs internes, d'aller plus loin dans l'amélioration, au sein de l'ordre, de la représentation des différentes forces d'exercice de la médecine.

Dans sa forme actuelle, l'avant-projet de loi prévoit la création de quatre collèges correspondant à chaque secteur d'exercice (généralistes libéraux, spécialistes libé-

raux, médecins hospitaliers et médecins salariés non hospitaliers). Ces collèges permettront les élections aux diverses instances (départementales, régionales, nationales), les sièges étant attribués en fonction des effectifs correspondants.

Les règles d'éligibilité sont aménagées : la condition d'âge minimal — trente ans actuellement — est supprimée. Seule demeure une condition de durée d'exercice professionnelle (trois ans au moins). Les règles d'incompatibilité entre un mandat au sein de l'ordre et dans une organisation syndicale de médecins sont renforcées, de même qu'entre les fonctions de conseiller départemental et de conseiller régional. Le renouvellement régulier et la mobilité au sein de l'ordre sont favorisés. La durée des mandats dans les diverses instances ordinaires est fixée à six ans et renouvelable une seule fois. On devient rééligible après une interruption de trois ans.

Le texte précise, c'est un point important, que les instances disciplinaires seront présidées par un magistrat de l'ordre administratif. Il prévoit d'autre part l'amélioration de la transparence ainsi que le renforcement des droits des plaignants et des personnes mises

en cause dans ces instances. En revanche, l'avant-projet de loi est notablement en recul par ce qui est des modes de scrutin. Alors que le rapport Terquem (le Monde du 11 janvier) et que la note d'orientation du ministère des affaires sociales recommandaient le principe d'un scrutin de liste proportionnel (de manière à représenter la diversité des opinions), le texte ne retient que le scrutin majoritaire uninominal, avançant que la solution non retenue «risquait d'entraîner une syndicalisation des élections, chaque syndicat étant tenté de constituer sa propre liste pour se compter».

La question désormais est de savoir si ces quelques aménagements servent de nature à satisfaire ceux qui, parmi les conseils ordinaires, craignent avec cette réforme de perdre tout au profit du pouvoir qui est aujourd'hui le leur.

J.-Y. N.

(1) Cet avant-projet de loi «relatif aux professions de santé» comporte également des mesures visant sur le même modèle à réformer l'ordre des sage-femmes et celui des chirurgiens-dentistes. Il prévoit enfin la création d'instances disciplinaires et de règles professionnelles pour certains auxiliaires médicaux (masso-kinésithérapeutes, pédicures-podologues, orthophonistes et orthoptistes).

POLICE

Dans son rapport sur la réorganisation des corps et carrières

M. Jean Clauzel propose que tous les policiers portent l'uniforme

Le préfet Jean Clauzel a remis au ministre de l'Intérieur M. Philippe Marchand son rapport préliminaire sur la réforme des corps et carrières de la police nationale. Ce texte de vingt-trois pages, qui préconise la suppression de la distinction entre police en civil et police en tenue, doit servir de base à une négociation entre les syndicats et le ministère de l'Intérieur.

Nommé au plus fort du mécontentement syndical, début juin, quand la FASP demandait au ministre de l'Intérieur de désigner un médiateur pour le reforme des corps et carrières, le préfet Jean Clauzel avait reçu mission de réaliser un rapport sur cet épineux dossier. La démarche qu'il préconise est tout en prudence : les «réalités psychologiques» impliquent de conduire la réforme «sur plusieurs années et en plusieurs temps»; quant aux impératifs budgétaires, poursuit M. Clauzel, ils imposent de situer les premières phases de la réforme dans le cadre du protocole d'accord Durafour sur la fonction publique.

Comme grands objectifs assignés à la réforme, M. Clauzel retient la nécessité de «développer la présence des policiers sur le terrain», de renforcer «l'unité de la police nationale», et de dynamiser l'activité de chaque policier en donnant «au plus grand nombre espoir d'avancement, volonté de se réaliser et de progresser». En vue de simplifier les structures et les statuts, il propose de substituer «un corps unique» aux cinq corps de policiers existant actuellement (gardiens et gradés; coéquipiers; commandants et officiers; inspecteurs; commissaires).

Baccalauréat obligatoire

Cette transformation devra accompagner la suppression de la séparation des fonctionnaires de police entre corps en tenue (gardiens et gradés) et corps en civil (inspecteurs et enquêteurs). Dans les commissariats parisiens en particulier, cette distinction qui schématiquement se traduit par la pose en chapeau de la sécurité publique par les policiers en tenue et de la police judiciaire par les policiers en civil, est une source de retard et d'inefficacité dans le règlement des affaires.

Toute la police nationale deviendrait ainsi une «police en uniforme». Symboliquement, et même si le port de ce dernier sera factuel des missions exercées, chaque policier se verra doté d'un uniforme «marqué des signes distinctifs de sa place dans la hiérarchie policière». Trois niveaux de recrutement sont maintenus afin de rassembler les policiers «par nature et degré de responsabilité». Primo, le niveau de «contact et d'application» regroupe — sous l'appellation d'«agents de police» — les actuels gradés, gardiens et enquêteurs. Secundo, le niveau d'«encadrement et de commandement» réunit — sous le vocable commun d'«officiers de police» — les officiers de paix, officiers de paix principaux et commandants, ainsi que les inspecteurs jusqu'au grade de divisionnaire. Tertio, le niveau de «conception, de direction et d'animation» se compose des commissaires. Les effectifs de ces derniers seront octroyés pour répondre, notamment, aux besoins

M. Bruno Kern directeur du cabinet de M. Kofi Yamgnane

M. Bruno Kern a été nommé, par arrêté du 1^{er} octobre, directeur du cabinet du secrétaire d'Etat aux affaires sociales et à l'intégration, M. Kofi Yamgnane. Il remplace M. Thierry Couderc.

Né le 31 août 1956 à Belfort (Territoire de Belfort), M. Kern est titulaire d'un diplôme d'études approfondies (DEA) d'économie et d'un DEA d'études politiques. Chargé de mission au cabinet de M. Laurent Fabius, premier ministre en 1985 et 1986, il est chargé de mission auprès du médiateur de la République, M. Paul Legat, et collaborateur de M. Michel Dreyfus-Schmidt, vice-président du Sénat. Depuis janvier 1990, M. Kern était conseiller technique au cabinet de M. Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget. Il est maire adjoint de Saint-Basile-du-Rouveyr (Seine-Maritime).

des nouvelles directions départementales de la police et à la nécessité d'une présence policière plus constante de jour et de nuit dans les grandes agglomérations.

Afin d'unifier la police, le rapport recommande de favoriser les mutations des policiers entre différents «métiers» : «sécurité publique, investigation, renseignement, protection du territoire, ordre public». Il s'agit de supprimer ou de réduire tout «ce qui s'apparente à du corporatisme sans pour autant affaiblir l'attachement aux différentes maisons de la police» (CRS, DST, etc.).

Du côté de la formation, les déroulements de carrière seront favorisés par un système d'unités de valeur améliorant la promotion interne, sans pour autant «faire de nombreux fonctionnaires d'échelon éducatifs». A court terme, le rapport ne recommande pas de rendre obligatoire le baccalauréat pour devenir gardien de la paix. Il est par ailleurs suggéré de mettre fin à la perception des «rémunérations accessoires» (vacances funéraires, assistance à huissiers, services d'ordre rétribués, etc.) et d'instaurer un système d'heures supplémentaires pour limiter les effets des «déplacements».

Sans craindre le paradoxe, le rapport conclut en reconnaissant que le «problème des corps et carrières [ne] lui paraît pas être le problème premier de la police nationale». Aux yeux du préfet Clauzel, «le problème premier est celui d'une présence plus diffuse, plus voyante, plus permanente, de jour comme de nuit, de la police dans la cité». Aussi préconise-t-il d'accroître sensiblement les effectifs des personnels administratifs et techniques — «Un gardien de la paix coûte au budget de l'Etat une fois et demie ce que coûte un agent administratif» —, de sorte que des policiers jusqu'à présent affectés à des tâches administratives puissent revenir à un travail «proprement policier».

Se bornerait à esquisser les grandes lignes d'une réforme, le pré-rapport Clauzel s'efforce de trouver une synthèse — pour ne pas dire un plus petit commun dénominateur — entre des projets syndicaux assez divergents. Toute la question est de savoir s'il peut constituer une première base de négociations entre les partenaires sociaux et le ministère de l'Intérieur, alors que les principaux syndicats policiers se refusent, depuis plusieurs mois, à siéger autour de la même table.

ERICH INCIVAN

ENVIRONNEMENT

Le protocole interdépartemental pour cinquante ans toute exploitation minière de l'Antarctique est signé à Madrid. Les trente-neuf pays adhérents au traité sur l'Antarctique ont approuvé, le 3 octobre à l'Escorial (Espagne), le protocole interdépartemental pour cinquante ans toute exploitation minière sur l'Antarctique. Le texte devait être signé le 4 octobre à Madrid. Il avait été mis au point et accepté au juillet dernier après d'âpres et longues négociations. (AFP.)

L'Institut français de l'environnement à Orléans. — Le comité interministériel pour l'aménagement du territoire a décidé, jeudi 3 octobre, d'implanter l'Institut français de l'environnement (IFEN) à Orléans. Après l'annonce de sa création, en juin 1990, l'IFEN devait d'abord s'installer à Cergy-Pontoise (Val-d'Oise). Il finira au moins trois ans pour que cet «observatoire de l'environnement» devienne opérationnel. L'IFEN doit servir de relais français à l'Agence européenne de l'environnement, dont l'implantation n'a toujours pas été décidée par les Douze.

RELIGIONS

Le nouveau patriarche de Constantinople sera élu à la mi-octobre. — Les obèses du patriarche Dimitrios Ier, décédé jeudi 3 (le Monde du 4 octobre), auront lieu mardi 8 octobre au Phanar d'Istanbul. Mgr Jérôme, président du Comité interépiscopal de France, a rendu hommage à Dimitrios Ier et ordonné une «Jeûne, dimanche 6 octobre, dans toutes les églises orthodoxes de France. A la fin de la semaine prochaine, le saint-synode, composé des quinze métropoles de Turquie, se réunira pour élire un nouveau patriarche.

Décentralisa

Sarlat s'éclat

Le Monde

HEURES LOCALES

Décentralisation exemplaire à Toulouse

Pour s'installer dans la Cité rose, la Météorologie nationale avait tout prévu pour ses agents : des primes aux appartements réservés en passant par les visites organisées offertes aux familles

TOULOUSE

de notre envoyé spécial

PAR les immenses baies vitrées de son PC tout neuf, le « chef prévu », entendez le chef du service prévision de la Météorologie nationale, aperçoit, d'un côté, la merle montante des immeubles toulousains, de l'autre, les baies de l'avenue de la République. Ce double paysage où s'intercalent le parc paysager et les bâtiments de verre et de métal de la Météo illustre la poussée d'emboulement que connaît la capitale de Midi-Pyrénées, suralimentée par les décentralisations. La dernière en date est précisément celle des spécialistes de la pluie et du beau temps. Le 10 septembre dernier, M. Paul Quilès, ministre de l'équipement, a poussé le bouton qui, en un instant, a fait basculer de Paris à Toulouse la puissante machinerie électronique élaborant vingt-quatre heures sur vingt-quatre, pour la France et des vastes espaces alentour, les prévisions météo.

On attendait ce geste depuis si longtemps — près de vingt ans — qu'il en devient historique. C'est en 1972 qu'un comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT) a pris la décision de regrouper dans la Ville rose les divers services de la Météorologie nationale, alors dispersés dans la région parisienne. Choix logique puisque l'époque toulousaine — la spécialité toulousaine — était la plus grosse cliente des prévisionnistes. La ville s'empressa d'offrir les 50 hectares du domaine de La Mouède, woc gentilhomme de brique plantée à une dizaine de kilomètres du centre.

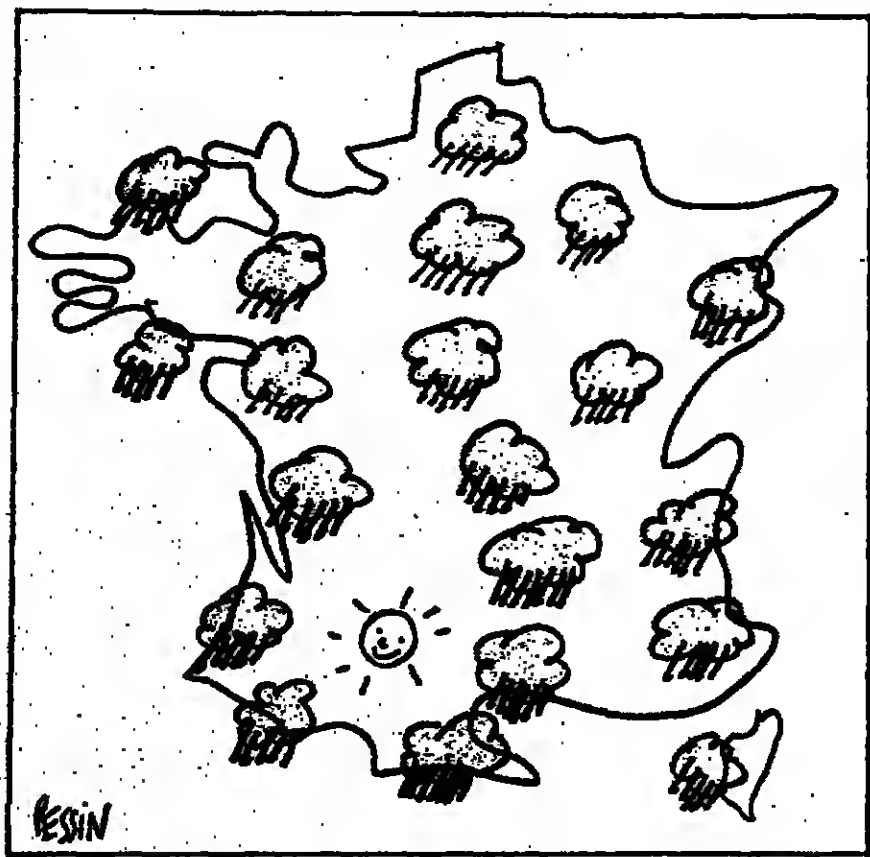
L'exil parut si sévère aux fonctionnaires parisiens que l'« oukase » du gouvernement resta lettre morte. Dix ans plus tard, seuls une poignée de chercheurs et les étudiants de l'école de la météo, trop cootant d'échapper aux casernes d'un vieux fort qui les abritait à Bois-d'Arcy (Yvelines), s'installèrent à La Mouède : 600 personnes environ alors que la centrale d'énergie, les hébergements et le restaurant d'entreprise avaient été dimensionnés pour en recevoir le double.

Une affaire

minutieuse et programmée

Que dans le même temps la direction parisienne, décidément à l'écart dans ses locaux de l'avenue Rapp (7^e arrondissement), soit obligée de déménager à Boulogne dans des bureaux loués à prix d'or et que les autres services se morfondent dans des locaux vétustes semble ne choquer personne. Inconfort, gaspillage des deniers publics, mépris des décisions gouvernementales, tout était prévisible à la « déportation » en province ! Au point qu'en 1984 un nouveau CIAT dut transiger et admettre que la deuxième vague de décentralisation ne toucherait que le Service central d'exploitation météo (SCEM), autrement dit celui des prévisions.

Ce déblocage, tout relatif, était dû au nouveau directeur de la météo, M. André Lebeau, qui connaissait Toulouse pour y avoir transporté dix ans auparavant le Centre national d'études spatiales (CNES). M. Lebeau se félicite aujourd'hui d'avoir ins-



talité à La Mouède les 350 prévisionnistes. « Mais, dit-il, je n'avais pas mesuré l'ampleur de la tâche et si c'était à refaire je ne sais pas si j'en aurais encore le courage. »

L'affaire en effet a été aussi compliquée et aussi minutieusement programmée qu'un lancement de fusée spatiale. Techniquement, elle n'était pas simple. Le matériel et les 350 ingénieurs et techniciens qui le servent devaient être démantelés sans interrompre un seul instant la fourniture des prévisions.

Mais c'est la transformation des mentalités qui a demandé le plus de temps et d'énergie. Bien que les météorologues soient des fonctionnaires et qu'à ce titre ils reçoivent des affectations, le principe posé dès le départ a été : « On va à Toulouse que les volontaires. D'où la nécessité de persuader les agents, leurs épouses et même leurs enfants. »

M. André Lebeau avait affiché la date du démarrage des prévisions à Toulouse (octobre 1991) dès 1987, soit quatre ans à l'avance. Puis il créa une « mission Toulouse » confiée à un habitué de la Ville rose, nouveau dans la maison, fiable et efficace : M. Jean-Michel Wernedinger. Ce dernier, avec l'aide de la Dérégulation, le quotidien régional, lança un mensuel spécial intitulé Toulouse 91 exclusivement consacré à l'information des personnels du SCEM et de leurs familles. M. Dominique Baudis en tête, tous les élus et hauts fonction-

naires de l'agglomération toulousaine y ont vanté, tour à tour, les charmes et les avantages pratiques de Midi-Pyrénées. On y a méthodiquement débroussaillé tous les problèmes : choix du nouveau logement, primes diverses, possibilités d'emploi pour les conjoints, inscriptions scolaires, entreprises de démantèlement, loyers futurs, etc. On y a poussé le souci du détail jusqu'à publier une étude comparée du prix des fournitures scolaires et les résultats au bac des établissements toulousains.

Dérouler le tapis rouge

Dans chacun des services météo de la région parisienne, un point d'information, tenu par un permanent, a été ouvert. Puis des voyages de reconnaissance payés par la ville et l'Etat ont été systématiquement offerts à toutes les familles qui pouvaient être concernées par la délocalisation. Avec visites organisées, mais aussi hébergement et voiture de location gratuits. Toulouse, qui, en trente ans, a reçu une quinzaine de grandes entreprises privées et publiques, sait que, pour faire bouger un cadre, il faut dénouer le tapis rouge ; appartements HLM réservés en priorité et en dérogation des règles de revenus, inscriptions exceptionnelles dans les écoles, embauche des épouses fonctionnaires dans

les services publics locaux, recherche d'emplois dans les firmes privées pour les autres. À la date du déménagement à Toulouse, la moitié des familles avaient demandé et obtenu un logement social et 50 % des conjoints avaient déjà un nouveau travail. En outre, en additionnant les multiples primes de « déménagement », chaque foyer avait touché en moyenne 40 000 francs. C'est au point que les « anciens », déplacés en 1982, sont jaloux du fastueux accueil réservé à leurs 350 jeunes collègues de 1991.

En tout cas, les démantelés jugent leur installation à Toulouse « globalement positive ». « Pour le boulot, c'est fantastique, après le bricolage que nous connaissions à Paris », dit l'un. « Rentrer de son travail le soir plus tôt qu'à Paris et avoir le temps de faire son jardin, quel bonheur », dit l'autre. Mais tous, devant les difficultés de la circulation à Toulouse, regrettent leur bon vieux métro. Ou leur en promet un pour 1993. Les responsables locaux affleurent leur satisfaction. M. Dominique Baudis, le maire, et M. Pierre Izard, le président du conseil général, font chorus : « Que les prévisions météo soient faites désormais ici, voilà qui est flatteur pour notre image. » Les commentateurs, eux, calculent que le pouvoir d'achat cumulé des 350 familles déplacées représente 90 millions de francs par an.

Quant à la direction de la Météo nationale, elle envisage l'avenir avec optimisme. Non seulement la formation, la recherche et la prévision enfin réunis vont pouvoir entrer en synergie, mais le site de La Mouède attire des organismes cousins. Un Centre européen de recherche et de formation appliquée en calculs scientifiques (CERFACS) accueille déjà une phalange de super-mathématiciens : le service météo de la marine nationale va à son tour s'installer à proximité. M. Lebeau rêve de constituer autour de sa « task force » toulousaine et sur ses cinquante précieux hectares, une « météopole » de niveau international. Il a profité du déménagement de la prévision pour faire édifier sur le site une superbe salle de congrès qui affiche déjà complet jusqu'à la fin de l'année. Va-t-on vers un déplacement de la direction et de quelques services centraux demeurés à Paris ?

Un indice : les ingénieurs du Centre national d'études spatiales rechignent à accepter leur promotion à la direction de Paris tant ils redoutent d'affronter une capitale qui vous fait la vie dure. La dynamique de la décentralisation devrait amener à reprendre le projet d'il y a vingt ans : le transfert total de la météo à Toulouse.

MARC AMBROISE-RENDU

Turbo-migrants

Le slogan des années 70. « Vivre et travailler au pays », a subi quelques adaptations pour cause de crise économique. Des provinciaux affirment toujours leur volonté de vivre au pays, mais ils acceptent de plus en plus, faute de possibilités sur place, de se déplacer pour aller gagner leur vie ailleurs. Pour eux, une heure passée dans le compartiment d'un wagon SNCF, encore confortable, ne semble pas une contrainte trop importante.

L'époque des « turbo-profs », nom donné à y a trente ans aux enseignants qui empruntaient le turbo-train pour rejoindre les nouvelles universités de la proche province, Caen, Reims, Amiens... est révolue. Les trains express et les TGV permettent aujourd'hui aux habitants des « villes » à une heure de Paris d'exercer leur métier dans la capitale. Les cadres peuvent réaliser leur plan de carrière sans habiter l'ombre du siège social de leur entreprise, puisqu'ils s'y rendent à grande vitesse.

Aujourd'hui, « 243 000 actifs résident en province viennent travailler en Ile-de-France » selon une récente étude de l'INSEE, réalisée à partir des informations fournies par le recensement de 1990. Chiffre important, rapporté aux 4 896 800 actifs franciliens. Chiffre en augmentation, puisqu'il était de 183 000 en 1982. Mais dont l'interprétation appelle deux remarques. La première est que la progression annuelle moyenne de ces migrations diminue depuis 1982. Comme le note l'INSEE, « l'explosion des quinze années précédentes » est terminée. La seconde concerne l'origine des « migrants ». Ils sont, en majorité, des jeunes et des croissants, domiciliés dans les huit départements limitrophes de la région Ile-de-France. L'habitus du train de 7 h 47 en gare de Rouen, l'ingénieur d'Orléans ou le possesseur tourangeau du célèbre « modiolopass » de la SNCF ont fait des émules.

Au moment où le premier ministre évoque la nécessaire « croissance maîtrisée » de l'Ile-de-France (le Monde du 5 octobre), cette augmentation du nombre des migrants risque de contrarier son projet ambitieux. A moins d'oublier les limites des frontières fixées par la loi de décentralisation, à moins de raisonner en terme de grande région européenne.

S. B. et C. V.

Sarlat s'éclaire au gaz

Deux cent-cinquante candélabres vont changer l'atmosphère des rues de la cité médiévale.

SARLAT

de notre envoyé spécial

LES rues du secteur sauvegardé de Sarlat, onze hectares où sont regroupés soixante-dix-sept monuments, do onzième au

dix-septième siècle, seront entièrement éclairées au gaz dans les prochaines années. La première tranche de trente-six candélabres a été inaugurée le 30 septembre.

C'est M. Jacques Rouveyrolis, l'éclairagiste du théâtre et des spectacles de variétés, qui a suggéré à la municipalité d'utiliser la flamme du

gaz naturel, beaucoup plus douce, pour mettre en valeur l'ambiance moyenâgeuse des rues de la ville. La décision a été prise il y a un an alors que débutait le remplacement du revêtement des ruelles par un pavage à l'ancienne. Le maire de Sarlat, M. Jean-Jacques de Peretti, espère ainsi donner un attrait nouveau à sa cité qui reçoit déjà environ 800 000 visiteurs par an : « Nous pourrions peut-être ainsi attirer tout au long de l'année les amateurs de séjours romantiques. »

Sarlat n'est pas la première ville à utiliser le gaz pour l'éclairage. Florence et Berlin y font largement appel.

Les régies de distribution de Strasbourg et de Grenoble ont équipé par ce procédé certains quartiers. Mais c'est la première fois qu'une ville signe un accord de partenariat avec Gaz de France. GDF prend en charge le matériel de financement des deux premières tranches (l'ensemble du dispositif comportera deux cent cinquante candélabres). Une occasion pour le service public de développer un nouveau produit qui intéresse déjà de nombreuses autres villes.

Cette opération coûtera 2,5 millions de francs à cette ville de 10 000 habitants. La région co-finance 30 %, le reste étant pris en charge par le conseil général et par diverses subventions du ministère de la culture.

CHRISTOPHE DE CHENAY

Chartres, un parc pour l'an 2000

La municipalité a lancé un concours pour l'implantation, dans la périphérie de la ville, d'un « jardin d'entreprises »

LES jardins sont à la mode. Les entreprises ont le vent en poupe. La décentralisation est installée. La conjonction de ces trois éléments a conduit la municipalité de Chartres à lancer un concours pour l'aménagement d'un « jardin d'entreprises » à l'extérieur de la ville. Le lauréat, Bernard Tschumi — l'auteur du parc de La Villette — l'a emporté devant Adrien Fainsilber, Norman Foster, Massimiliano Fuksas et Pannier.

Une opération qui relève d'un gadget médiatique ? Non, affirme le député et maire socialiste, M. Georges Lemoine. Chartres et sa cathédrale posée au milieu d'un océan de céréales, sont aujourd'hui à quarante minutes d'Orly, reliées à Paris par une autoroute et demain par un terminus du RER. Elle fait partie de l'association des villes situées à moins d'une heure de la capitale. Comment profiter du desserrement de la première couronne parisienne pour attirer des entreprises sur le territoire de sa commune sans adopter le profil d'une quelconque ville nouvelle ? Comment recuser le terme de technopole, usé à force d'être employé à tort et à travers, et jouer l'image de la province sans avoir l'air totalement désert ?

Chartres, dont l'agglomération rassemble 86 000 habitants, a déjà développé une zone industrielle, celle de Beaulieu, où sont implantées des sociétés comme Guerlain, Lego et le groupe Aur. Que faut-il proposer

pour faire plus et mieux que les autres ? De la verdure et de la modernité, répond le maire. Concilier l'inconciliable : le désir des entreprises (un terrain disponible immédiatement, des bâtiments bon marché) et celui des habitants de la ville (refus du ghetto industriel comme de ces hangars cartons à chaussures qui pol-

luent trop d'entrées de ville), le travail et les loisirs. Bref, la qualité de la vie.

Le terrain dont dispose la municipalité couvre 200 hectares, terres agricoles mais aussi dépôt de munitions appartenant à l'armée.

EMMANUEL DE ROUX
Lire la suite page 12

"Après avoir recueilli le consentement du Conseil Municipal, Monsieur le Maire avait dit oui à la construction d'une nouvelle mairie..."

FINANCEMENT DES COLLECTIVITÉS LOCALES

...Tout naturellement, il a rencontré le Crédit Foncier"

CRÉDIT FONCIER
En premier, le Crédit Foncier.

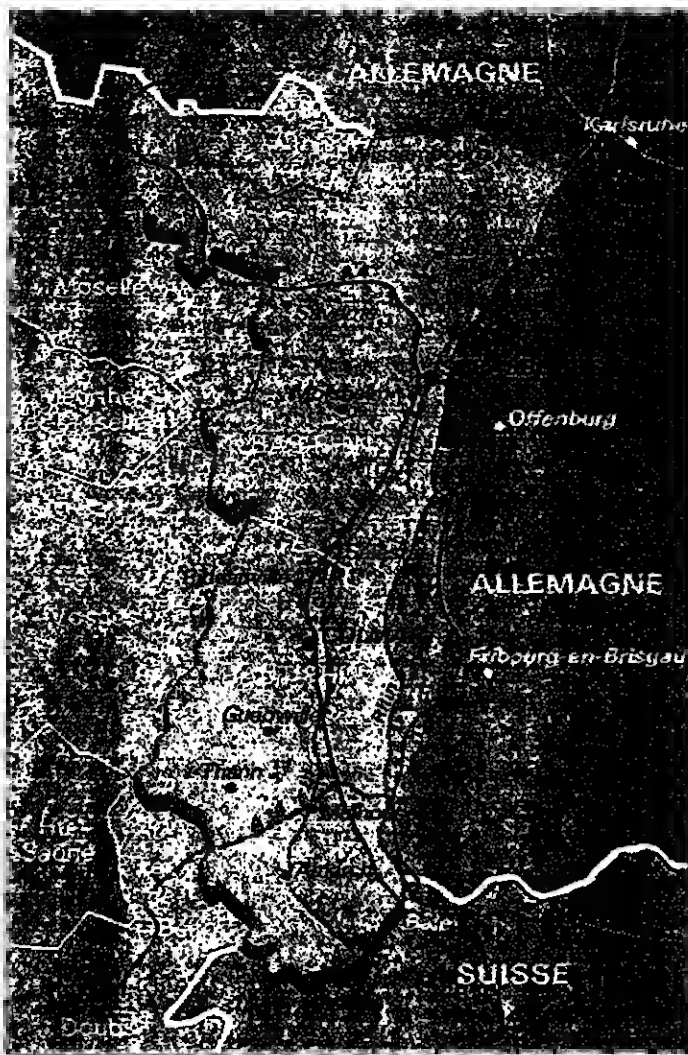
FINANCEMENT DES COLLECTIVITÉS LOCALES



LE TOUR DE FRANCE DES REGIONS

ALSACE : la marche

rhénane



Préfecture :
Strasbourg
Départements :
Bas-Rhin
(préfecture Strasbourg)
Haut-Rhin
(préfecture Colmar)
Superficie :
8 309 km²
Population :
1 624 553 habitants
Principales villes :
Strasbourg
(255 937 habitants)
Mulhouse
(109 905 habitants)
Colmar
(64 889 habitants)
Haguenau
(30 384 habitants)
Schiltigheim
(29 330 habitants).

« De chaque côté
du fleuve, nous pêchons
le même poisson »,
dit le dessinateur
alsacien Tomi Ungerer
en parlant du Rhin.
A condition
qu'il y ait encore
du poisson dans ces eaux
qui sont devenues
un grand égout
à ciel ouvert,
cela signifie que l'Alsace
devrait retrouver
aujourd'hui
toutes ses solidarités
avec ce monde rhénan
auquel, naturellement,
elle appartient.
Mais elle devra surmonter
les inhibitions
que lui a léguées
une histoire tourmentée.

C'EST l'automne, et c'est la meilleure saison pour visiter l'Alsace. Au pied des forêts vosgiennes, voici la longue dévalade des vignes blanches autour de leurs villages de poutres, la plaine ensuie zébrée par l'autoroute, la voie ferrée, et, au-delà, déjà la Forêt noire derrière le Rhin, que l'on devine à peine. Ce Rhin qui aujourd'hui cesse d'être le rempart sans faille qu'avaient dressé nos guerres nationales pour redevenir ce qu'il a toujours été : le large fleuve qui délimite une large frontière, une marche, c'est-à-dire un marché, lieu d'échanges pour les richesses et les cultures de deux civilisations.

L'Alsace retrouve donc tout naturellement la place que lui assignent la géographie et l'histoire : au cœur de l'Europe rhénane, au seuil de cette grande Europe dont les frontières viennent tout à coup d'être repoussées plus loin, beaucoup plus loin à l'est. Elle dispose de tous les atouts pour profiter à plein de cette rente de situation. Mais - c'est le paradoxe et la singularité alsacienne - cette région, une des plus avancées de France, spontanément européenne et internationale, reste aussi l'une des plus traditionnelles, l'une des plus « provinciales ».

Le palmarès est brillant, et les responsables du conseil régional n'ont aucune difficulté à décrire ce qu'ils appellent les « chiffres du talent ». A l'arrière-plan, une densité de population deux fois supérieure à la moyenne nationale, une agriculture prospère et diversifiée, un tissu industriel ancien mais profondément renouvelé par une pléiade de PME inventives, un réseau très dense de services finan-

ciers. Dans le détail, quelques performances. L'Alsace est la première région française pour la progression du produit intérieur brut, pour le montant des exportations par habitant ; la deuxième pour le chiffre d'affaires par habitant.

C'est aussi la deuxième place bancaire du pays, avec six établissements dont le siège social est installé sur place. Les défaillances d'entreprises sont ici nettement moins nombreuses qu'ailleurs, et le taux de chômage un des plus faibles de France : 5,1 % de la population de France, à comparer avec les 9,4 % de la moyenne nationale. Autres chiffres : 50 000 étudiants travaillent dans les quatre universités et les dix grandes écoles alsaciennes et 5 200 ingénieurs et techniciens dans deux cent cinquante laboratoires.

Personne ne peut oublier, enfin, la richesse de la tradition culturelle de la région : gastronomique, bien sûr, mais aussi muséographique, théâtrale et musicale, avec des institutions aussi originales que l'Opéra du Rhin, géré par et pour les trois grandes villes - Strasbourg, Mulhouse et Colmar - ou le Festival de musique contemporaine Musica, inventé à Strasbourg.

L'Allemagne au quotidien

La particularité de l'Alsace, au-delà de ce chapitre de statistiques, est qu'elle a, de longue date, appris à travailler avec ses voisins, dont elle parle et comprend plus facilement la langue, avec lesquels elle partage une certaine conception du travail et de la vie en société. La solidarité avec l'Allemagne ou la Suisse est ici un réflexe spontané ; solidarisé même dans le cas des travailleurs frontaliers, ou volontaire, comme on le voit dans les projets des responsables universitaires et régionaux. Dans l'arrondissement de Wissembourg, près d'un salarié sur trois travaille en Allemagne, et, depuis deux ans, une liaison informatique permanente a été établie entre l'ANPE de la ville et l'agence de l'emploi correspondant de Karlsruhe, la capitale de la Rhur, distante d'une trentaine de kilomètres. A la fin de l'année dernière, plus de 56 000 Alsaciens franchissaient chaque jour la frontière pour se rendre, pour 33 000 d'entre eux dans les entreprises suisses, pour 23 000 dans les entreprises allemandes. Ils n'étaient par « 70 000 il y a deux ans ».

A l'origine de cette « ruse vers l'est » un calcul tout simple. Un ouvrier alsacien travaillant en Suisse ou en Allemagne touchera - au prix, il est vrai, d'horaires plus contraignants - des salaires nettement plus élevés qu'en France, où il continuera de résider et dont d'acquiescer des impôts moins lourds qu'en face. Résultat : des différences de rémunération de l'ordre de 30 % à 50 % en moyenne. Ces migrations transfrontalières ont un

Tentations extrémistes en terre social-chrétienne

Progressisme et conservatisme n'ont pas la même signification ici que dans le reste de l'Hexagone.
L'Histoire explique les sensibilités régionalistes, voire autonomistes

PENDANT que la Prusse bâtissait l'empire allemand, l'Alsace était française. Ainsi, elle n'a pas participé à la montée du sentiment unitaire allemand. Après 1870, pendant que la France devenait une république laïque et centralisatrice, l'Alsace était terre du Reich. Les Alsaciens n'ont pas donc eu à se déterminer par rapport au débat politique français, notamment sur le clivage gauche-droite qui s'affirmait au-delà des Vosges.

Leurs priorités étaient autres. Après le traité de Francfort et l'exil de 160 000 Alsaciens (dont beaucoup d'intellectuels, de cadres, d'entrepreneurs et d'enseignants), il fallait tout de même vivre et donc composer avec Berlin. Le clergé catholique (qui, par exemple, avait pris la relève des instituteurs) et les protestants (l'Alsace a été une terre de Réforme), attachés à leurs idées libérales et de gestion locale se retrouvent au premier rang pour relayer les aspirations de leurs concitoyens. Curés et pasteurs ont milité en faveur d'une autonomie que l'empire fédéral, plus libéral qu'on ne l'imagine généralement, accorda à la région en 1911.

Les beaux jours du gaullisme

Après la première guerre mondiale, l'Alsace, dont 80 % des habitants ne parlaient pas français en 1918, se retrouvait face à une France jacobine qui voulait lui appliquer ses standards. L'arrivée du Bloc des gauches et la volonté d'Edouard Herriot de mettre la région à l'unisson du reste de la République (il était question de supprimer le Concordat, par exemple) soulevaient de vives réactions dans la classe politique. A telle enseigne que les communistes (c'était le temps où il fallait détruire l'Etat français, capitaliste et colonisateur), une partie des catholiques et des protestants s'unissaient au Parti autonomiste.

Cette coalition hétéroclite gagnait tout de même, en 1929, la ville de Strasbourg en mettant à la tête de la municipalité un membre du PC (Charles Hueber) qui succédait à un SFIO (Jacques Pétrou), maire depuis 1919. La montée du nazisme incita les chrétiens à renoncer à leur alliance et à se rapprocher de Paris. Le comité central du PC dénonçait de son côté, en 1935, les compromissions avec « les bourgeois et les cléricaux ». Les communistes alsaciens créèrent alors un parti autonomiste qui obtint les deux sièges de député de Strasbourg-ville (celui de

Strasbourg-campagne était enlevé par un communiste orthodoxe) aux législatives de 1936.

A la Libération, la collaboration des deux députés communistes et d'autres encore avec le régime hitlérien disqualifiait à la fois le marxisme et l'autonomisme en Alsace. L'un comme l'autre ne s'en sont jamais réellement relevés. D'autant que le général de Gaulle ne renouvait pas l'erreur qui avait été commise en 1924 et évitait ainsi de réactiver le « malaise alsacien ».

Jusqu'à la fondation de la V^e République, le MRP a naturellement pris les choses en main en

maire de Strasbourg, et du conseil général des deux départements alsaciens : M. Daniel Hoffel dans le Bas-Rhin et M. Jean-Jacques Weber dans le Haut-Rhin. Héritiers d'un christianisme social ancien (les assurances sociales existaient déjà dans l'empire de Guillaume II), les députés chrétiens alsaciens ont su tirer parti de leur expérience pour pousser à droite les chiraquismes et contenir la poussée socialiste en France.

L'alliance PS-PC jusqu'au gouvernement de Laurent Fabius avait marginalisé les socialistes. Emile Muller, maire de Mulhouse - « cité qui a eu à sa tête plusieurs premiers magistrats socialistes depuis 1919 - n'avait-il pas dû quitter sa formation d'origine pour constituer son propre parti (Parti démocrate social) ? La rupture avec les communistes a permis aux

appartient à une grande famille catholique (son oncle a été évêque de la cathédrale de Strasbourg).

A côté des formations traditionnelles existaient deux autres grands courants en Alsace. L'inévitable Front national et les écologistes. Le parti du Mulhousien Antoine Waschter procède de la même vague de fond qui a commencé à prendre forme en Allemagne après 1968. La construction de la centrale nucléaire de Fessenheim a cristallisé le mouvement et c'est ainsi que Radio verte fut la première radio libre « illégale » en France. Les Verts ont très vite perçu sur le terrain électoral. Dès les élections de 1977, ils ont obtenu des sièges de conseiller municipal.

Le succès des Verts ne relève pas seulement de leur lutte pour la protection de la nature. Héritiers eux aussi de l'histoire alsacienne - gestion locale et vie associative extrêmement développées - les écologistes alsaciens sont tout autant soucieux d'une exploitation optimale du patrimoine culturel de la région. Vers sous cet angle, ils ont des préoccupations régionalistes. Ils ne développent pas pour autant une idéologie autonomiste même si certains de leurs électeurs y sont sensibles.

Brice Lalonde a tenté d'utiliser ce malentendu en accusant Antoine Waschter de « dérive droite » puis, depuis la dernière guerre, autonomie signifie extrême droite. Conséquents que les Verts ne cherchent pas une coopération avec la majorité présidentielle, le ministre de l'Environnement présente une liste d'écologie dans les départements alsaciens aux élections régionales.

Discours national réflexe autonomiste

Paradoxalement, c'est le mouvement de M. Le Pen qui draine le plus les sensibilités autonomistes, alors que son discours est national et unitaire. Mais en exploitant le « malaise culturel » des campagnes alsaciennes - son affiche électorale, pour les présidentielles de 1988 (près de 22 % des voix en Alsace) représentait la cathédrale de Strasbourg avec un minaret et la traditionnelle coiffe transformée en bâillon apposé sur la bouche d'une Alsacienne - le FN fait jouer à merveille le réflexe de défense contre « l'agression » extérieure.

D'ailleurs, Alsace d'abord, créé par des dissidents du Front national, a très bien compris le parti qui pouvait être tiré de cet état d'esprit. Ses dis-

gants tiennent désormais un discours carrément autonomiste. L'audace de l'extrême droite dans les villes alsaciennes relève d'un phénomène comparable à celui constaté dans les autres villes françaises. Il est significatif surtout dans les quartiers difficiles, notamment à Mulhouse (20 % d'immigrés) où Jean-Marie Le Pen a réalisé, en 1988, un score proche de 30 % dans certains grands ensembles.

Les récentes déclarations de Valéry Giscard d'Estaing les incitent à craindre le ciseau du danger de « l'invasion » dans une région jalouse de son identité et de ses particularismes. A un moment où les observateurs « bien informés » prétendent que l'ancien chef de l'Etat a l'intention de se présenter aux municipales de 1993... à Strasbourg.

MARCEL SCOTTO

Le conseil régional

Président : Marcel Rudloff (UDF-CDS)
11 PS ; 1 div. g. ; 2 Verts ; 12 UDF-CDS ; 1 UDF-FR ; 1 UDF ;
3 Alsace d'abord (ex-FN) ; 4 FN.

Résultats des élections de 1988 par département

BAS-RHIN (27 sièges) :

Ins. : 607 410 ; abst. : 23,29 % ; suff. ex. : 433 423.

UDF : 31,63 % ; 10 élus ;

RPR : 16,36 % ; 5 élus ; PS :

14,58 % ; 4 élus ; FN :

12,05 % ; 4 élus ; RPR diss. :

5,96 % ; 2 élus ; Vars :

5,70 % ; 1 élu ; div. g. : 5,68 % ;

1 élu ; div. g. (ex-PS) : 3,29 % ;

PC : 1,86 % ; LO : 1,50 % ; div. :

d. : 1,05 %.

HAUT-RHIN (20 sièges) :

Ins. : 429 943 ; abst. :

22,88 % ; suff. ex. : 310 581.

PS : 25,98 % ; 8 élus ; UDF :

23,54 % ; 5 élus ; RPR :

21,71 % ; 5 élus ; FN : 14,36 % ;

3 élus ; Vars : 5,54 % ; 1 élu ;

div. d. : 2,75 % ; PC : 2,26 % ;

div. d. : 1,58 % ; div. d. :

1,24 %.

Composition du conseil

(1988) : 10 PS ; 1 div. g. ;

14 UDF ; 10 RPR ; 2 RPR diss. ;

7 FN.

Alsace avec, à sa gauche, une forte présence socialiste (un tiers en moyenne de l'électorat alsacien jusqu'au programme commun PS-PC). Il faut signaler à ce propos le rôle joué par le Frère Médard, fondateur du Foyer des étudiants catholiques, le FEC, véritable laboratoire d'idées pour la social-démocratie alsacienne.

Le retour au pouvoir du général de Gaulle et la présence constante d'Alsaciens dans les premiers gouvernements gaullistes firent de l'UNR le premier parti dans la région. La séparation, en 1963, de Pierre Pflimlin d'avec le chef de l'Etat sur la question européenne a amorcé ensuite le lent déclin de l'UNR puis du RPR.

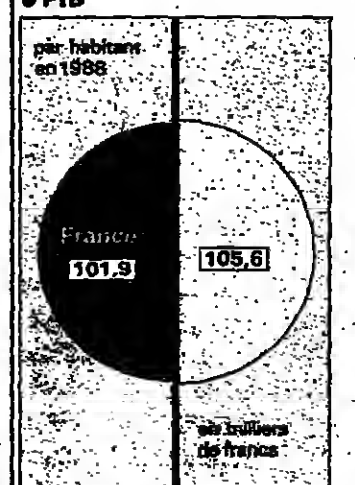
Dix ans plus tard, les sociaux-chrétiens battaient les gaullistes aux législatives de 1973. Aujourd'hui, le CDS tient les rênes du conseil régional avec M. Marcel Rudloff, ancien « poulain » de Pierre Pflimlin, ancien

socialistes de refaire surface. Il est significatif que, malgré la victoire de 1981 du président de la République, un seul socialiste, Jean Oehler - « le serviteur de Mitterrand » qui figurait sur les affiches de la campagne électorale - ait été élu aux législatives de la même année.

Le passage à la social-démocratie et la réélection de M. Mitterrand - mais aussi son souci de mieux tenir compte des aspirations des régions (loi sur la décentralisation) - ont accéléré le retour du PS, au-devant de la scène. Depuis mars 1989, les deux grandes villes de la région sont dirigées par des socialistes. Mais, M^{me} Catherine Trautmann (rocardienne) à Strasbourg et M. Jean-Marie Bockel (chevènementiste jusqu'à la guerre du Golfe) à Mulhouse sont perçus comme des représentants de la communauté chrétienne : la première revendique sa qualité de protestante et chacun sait que le second

TENDANCES

PIB



L'Alsace est une des trois régions françaises dont le produit intérieur brut (PIB) par habitant est supérieur à la moyenne nationale.

(Source : comptes régionaux, INSEE.)

Budgets régionaux



(Source : ministère de l'Intérieur.)

LE TOUR DE FRANCE DES REGIONS

la marche rhénane

avantage : elles expliquent le faible taux de chômage de la région. Elles sont un inconvénient : elles assèchent les réserves de main-d'œuvre - surtout de main-d'œuvre qualifiée - qui commencent à faire cruellement défaut aux entreprises régionales. Les patrons alsaciens s'en sont depuis plusieurs années inquiétés, mais rien n'indique que cette fuite des bras et des cerveaux soit sur le point de se ralentir. L'Allemagne connaît sans doute encore un taux d'expansion supérieure à celui de la France, et l'Alsace a, de ce point de vue, le malheur d'être bordée par deux régions particulièrement dynamiques : le Bade-Wurtemberg et le canton de Bâle.

La question des travailleurs frontaliers ne l'empêche pas de se préoccuper des responsables alsaciens. Elle n'est pourtant qu'un des aspects de la vaste opération « frontalières ouvertes » qu'ils ont commencé à lancer. Il y a presque dix ans que le directeur général de la chambre de commerce et d'industrie du Bas-Rhin, René Ulrich, a commencé à prêcher par ses livres et ses conférences pour ce qu'il a appelé le bassin d'innovation du Rhin supérieur. C'est dans la grande région rhénane, explique-t-il, constituée par l'Alsace, le Bade-Wurtemberg, la Rhénanie-Palatinat et le nord de la Suisse, qu'est née la plus forte densité d'universitaires, de chercheurs et de ressources industrielles et technologiques en Europe. Il faut donc organiser cet espace, et pour cela multiplier et renforcer les échanges entre les différents pôles de développement, à l'image, par exemple, de ce qui a été entrepris dans le cadre de la Région Basiliennaise.

Des étudiants transfrontaliers

On a fêté, il y a deux ans, le vingt-cinquième anniversaire de cette association, créée au départ sur l'initiative du canton de Bâle, soucieux de se désengager du détachement de Mulhouse. La coopération entre les deux villes n'a cessé depuis de se confirmer et de s'étendre : création en 1962 de l'aéroport bilingue de Bâle-Mulhouse, mise en place en 1975 de la commission intergouvernementale franco-germano-suisse, définition à partir de 1985, avec l'aide de la CEE, d'un véritable programme d'actions universitaires ou économiques concertées qui intéressent une partie de la Suisse, le département du Haut-Rhin et le sud du pays de Bâle.

C'est le même souci de renforcer la cohésion du bassin rhénan qui a inspiré le recteur de l'académie de Strasbourg, Pierre Deyon, lorsqu'il a invité, en 1984, les responsables des universités de Karlsruhe, de Fribourg-en-Brisgau, de Bâle, de Mulhouse et de Strasbourg à créer

une conférence des recteurs et présidents des universités du Rhin supérieur. Depuis, ces universités, qui réunissent quelque 100 000 étudiants et 10 000 enseignants et chercheurs, se sont rassemblées au sein d'une confédération définissant des projets communs dans l'enseignement supérieur ou la recherche. Deux exemples. En 1992, sortira de l'Ecole supérieure de biotechnologie de Strasbourg la première promotion d'ingénieurs européens nantis d'un diplôme reconnu en France, en Allemagne et en Suisse. Depuis 1987, une carte d'étudiant transfrontalière permet aux étudiants des sept universités du Rhin supérieur de suivre des cours indifféremment dans l'un ou l'autre de ces établissements.

Le Nord face au Sud

La coopération transfrontalière est aujourd'hui une telle évidence et une telle nécessité qu'elle est devenue un élément clé de la politique du conseil régional. « A présent, disent ses responsables, tout programme d'action de la région comprend un volet national et un volet international... »

L'Alsace a, de tradition, accueilli d'importants capitaux étrangers dans ses entreprises et de nombreuses entreprises étrangères sur son territoire, en particulier, mais pas seulement, des capitaux et des entreprises allemands. Elle fournit, on l'a vu, une main-d'œuvre indispensable au progrès de ses voisins. Mais tout se passe aujourd'hui comme si elle souhaitait prendre en compte tous ces mouvements spontanés et les organiser pour devenir le bastion avancé de l'Hexagone dans l'Europe rhénane, et au-delà dans l'Europe tout court. Mais cette ambition, si fréquemment et si hautement affirmée, reste dans la réalité contrariée par de nombreuses pesanteurs géographiques et surtout historiques.

L'Alsace, encadrée entre montagne et fleuve, reste une petite région comparée aux régions françaises et a fortiori aux régions allemandes. Quels que soient ses ressources et ses talents, elle pèse forcément d'un poids relativement faible dans l'ensemble rhénan où elle souhaite s'intégrer. Et la coopération hexagonale à l'intérieur des régions françaises du « Grand Est », qui devrait être le corollaire sinon le préalable de la coopération transfrontalière, continue d'être freinée par la résistance des traditions administratives françaises. Ni Metz, ni Nancy, ni sans doute Belfort ou Besançon ne sont complètement prêtes à jouer bourse et projets communs avec Strasbourg et Mulhouse. En outre est-on jamais très assuré que Strasbourg et Mulhouse sont disposées à travailler main dans la main ?

L'initimité traditionnelle entre le Bas-Rhin et le Haut-Rhin ne cesse de s'estomper, mais chacun des départements continue, au-delà des déclarations officielles, de conserver ses particularités, ses susceptibilités et, par la force des choses, ses projets, qu'il s'agit toujours de sacrifier à la cause régionale commune. Il existe en Alsace deux quotidiens très bien faits, très complets, les *Dernières Nouvelles d'Alsace* et l'*Alsace*, mais dont les domaines respectifs restent, quoi qu'ils en aient, limités, le premier au département du Nord, le second à celui du Sud. La région dispose de deux technopoles, l'une près de Strasbourg à Illkirch, l'autre à Mulhouse, qui ont tendance, quoi qu'affirment leurs responsables, à baliser parfois les mêmes terrains.

Cette attitude de deux départements s'opposant sur un territoire aussi réduit a pour l'observateur extérieur quelque chose d'absurde. Peut-on l'expliquer par la tradition œcuménique d'une région qui n'a jamais voulu renier ses différences ? Catholiques, protestants, juifs vivent sur cette terre en communautés solidement organisées, se respectent mutuellement et se défient spontanément de toute autorité qui voudrait les réunir en ignorant leurs singularités. L'Alsace pour cela n'a jamais été un fier réuni autour d'un seigneur reconquis par tous. Ce trait restait vrai et, hormis quelques courtes exceptions, permet d'imaginer pourquoi la région a toujours eu du mal à se retrouver derrière un leader politique unique qui de ce fait acquiescerait ce que l'on appelle une stature nationale.

La tentation du repli sur soi

De tels recours à l'histoire, à la mémoire des hommes et à l'esprit des lieux s'imposent lorsqu'on veut essayer de comprendre les réactions de cette province si provinciale, toujours tentée de se replier sur soi, parce que trop longtemps et trop profondément écartelée entre deux nations, deux cultures. L'Alsacien n'a pas encore cessé de s'interroger sur son identité et pour cela continue de se reporter encore malaisés avec la France, l'Allemagne et l'Europe.

La France ? Le dramaturge Michel Deutsch le dit très bien : « La France a refusé à l'Alsacien un statut d'étranger tout en le traitant en étranger (la prime coloniale du fonctionnaire « de l'intérieur » dans l'entre-deux-guerres... ». L'Alsace a presque toujours donné ses voix à une France mythique qui n'existe pas (le dernier exemple en date étant naturellement le gaullisme). Climat d'incompréhension qui est à l'origine de bien des frictions récentes. Les Alsaciens spontanément légalistes attendent encore beaucoup - trop ? - de Paris. Que Paris leur donne le synchronisme qu'il leur avait promis, le TGV qu'il vient de leur promettre. Mal armés pour le « lobbying », la moindre réserve sur ces projets les alarme et les déçoit. Mais en même temps le pouvoir central ignorant ces susceptibilités répugne à paraître favoriser une région relativement bien pourvue. Qui dira le malheur d'être riche ou jugé tel !

Les relations de l'Alsace avec l'Allemagne ? Comment en parler clairement ? Lorsque le voyageur venant de l'« intérieur » franchit le col de Saverio et voit, il sent, il comprend aussitôt qu'il a traversé une vraie frontière, celle qui le fait entrer dans un monde particulier où se sont mêlés les mœurs, les attitudes des peuples vivant de chaque côté du Rhin. Les Allemands, les Alsaciens les connaissent bien, ils ont assez payé pour cela ; ils ont hérité d'eux leur « droit local » ; ils estiment leur puissance mais le craignent moins que d'autres ; ils sont prêts à travailler avec eux mais redoutent toujours ou risquent d'amalgamer qui traitait à mal leur quant-à-soi.

Toujours cette inquiétude identitaire qui reflète bien l'attitude de l'Alsace vis-à-vis de son dialecte et de l'Europe. Le dialecte - il ne cesse de reculer - aurait pu devenir une étape naturelle pour l'apprentissage de l'allemand. Il ne l'a pas été, et, malgré tous les efforts déployés par les responsables de l'université, l'allemand reste encore insuffisamment enseigné, relativement peu pratiqué.

L'Europe telle que des pionniers, comme Pierre Pfimlin, l'ont imaginée, devait être un grand mouve-

ment de réconciliation effaçant définitivement les sanglants antagonismes de la seconde guerre mondiale. Et c'est pour cela qu'il était si important que sa capitale fut fixée à Strasbourg, capitale de cette province qui avait tant souffert des déchirements passés. Quoi d'étonnant alors que la « bataille » du siège du Parlement européen, la concurrence de Bruxelles, soient ici vécues avec tant de passion. Strasbourg capitale de l'Europe, c'est la marque tangible de la réconciliation des Alsaciens avec leurs voisins et avec eux-mêmes.

Sans doute ne faut-il pas exagérer l'influence des vieux réflexes provinciaux. Les échanges se multiplient, les économies progressent, les villes gagnent du terrain, les mentalités évoluent en Alsace peut-être plus vite qu'ailleurs, mais il subsiste toujours ici cette tentation du repliement sur soi, cette crispation sur ses singularités, qui risquent de freiner sinon d'enrayer le progrès et l'ouverture de la région. La question est simple : les Alsaciens peuvent-ils plus carrément participer à l'édification d'un grand marché rhénan dans lequel ils moisseraient leur dynamisme sans renier leurs valeurs.

JACQUES-FRANÇOIS SIMON

► En dehors des très nombreux ouvrages sur l'Alsace, deux publications récentes méritent d'être recommandées. Il s'agit des numéros spéciaux réalisés : 1) par la Cote des Dossiers : « Le Rhin, une région dans l'Europe » 142, rue Notre-Dame-des-Victoires, 75001 Paris, 2 septembre 1991, 40 F ; 2) par la revue trimestrielle *Salons d'Alsace*, « Où va l'Alsace, éléments de réflexion pour un grand débat régional » (La Nœlle-Bleue, 3, rue Saint-Pierre-le-Jeune, 67000 Strasbourg, River 90-91, 75 F).

La semaine prochaine : L'AQUITAINE

COUP DE CŒUR

Un village pour la mémoire

L'ALLURE quelque peu dégingandée et le visage brûlé par la vie au grand air, Marc Grodwohl est le directeur de l'écomusée d'Ungersheim, situé à 20 kilomètres au nord-ouest de Mulhouse, en lieu et place d'une ancienne mine de bassin potassique. Cet homme de trente-neuf ans a choisi de vivre ici son alsacienité.

Il a appris d'une part le maçonnerie et d'autre part les sciences sociales à l'Ecole des hautes études de Paris pour savoir construire et comprendre le patrimoine. Dès dix-huit ans, il commençait son combat en mobilisant ses forces et ses amis pour sauver les maisons paysannes du Sundgau (sud de l'Alsace), menacées de destruction. Tant d'énergie dépensée ne pouvait que déboucher sur un projet : créer un musée à l'air libre.

Près de dix ans à restaurer, démonter, stocker, remonter et à chercher un site pour construire un village à la recherche du temps et des métiers disparus. Le rêve se réalise en 1980 en obtenant de la commune un terrain de 10 hectares, abandonné et ravagé par l'activité minière. Peu importe, Grodwohl a son domaine. En 1984, son village alsacien est ouvert au public.

Depuis, les phases de développement se sont succédées à un rythme soutenu : construction d'ateliers pour montrer le savoir technique, illustration de la vie quotidienne des paysans et des artisans pêcheurs de l'III^e et du Rhin. Le succès de son entreprise (75 000 visiteurs annuels) voilà sept ans et 370 000 aujourd'hui) invite le directeur de l'écomusée à ne pas s'arrêter si bon chemin.

Amoureux des fêtes foraines, il va installer un parc où trônent, au milieu des autres manèges, un carrousel Demeyer du début du siècle. L'Alsace industrielle ne doit pas non plus oublier son passé. Il sera construit une rue de ville retraçant l'évolution des modes de vie des ouvriers et des patrons. L'arsène aboutira à l'usine. C'est le grand projet de Grodwohl. Les bâtiments de l'ancienne mine de potasse abriteront un musée de l'industrialisation de la région : filature, impression textile, chimie, construction mécanique.

Des années de « galère »

Les temps grisonnantes signifient-elles que le développement constant de son projet lui occasionne de gros soucis ? « Vous savez, j'ai vraiment galéré jusqu'en 1980. » Depuis, ajoute-t-il, j'en ai gardé l'habitude. Car Grodwohl gère une société commerciale qui emploie une centaine de salariés (« tous les corps de métier sont représentés »), et, peut-être plus important dans son esprit, il ne doit pas décevoir les nombreux « bénévoles » qui lui assurent un concours régulier.

Le directeur de l'écomusée n'a pas fini de « galérer ». Les surfaces qui lui ont été confiées par les collectivités locales atteignent maintenant 100 hectares, dont 20 seulement sont aménagés. D'ici là il aura probablement - lui qui n'a pas encore eu le temps d'effectuer des recherches sur le sujet - pour quoi les maisons paysannes du nord de l'Alsace sont plus détreffées que celles du sud.

M. S.

PAUL HARTMANN : QUELLE SANTE !

Une entreprise alsacienne pas comme les autres ?

Née en 1818 à Heldenheim en Allemagne, la société HARTMANN n'a cessé depuis de croître et affiche aujourd'hui une santé de fer avec un chiffre d'affaires de plus de trois milliards de francs. Pour la France, il dépasse les 600 millions.

Le groupe doit d'abord à M. Paul Hartmann d'avoir su, au siècle dernier, figurer parmi les premiers au monde à blanchir industriellement le coton pour le rendre hydrophile. C'est le début de l'aventure.

En France en 1883, HARTMANN ouvre son premier bureau de vente à Paris. 1972 marque le rachat à Châtenois en Alsace d'un tissage de 9 200 m² pour les commandes. En 1978 le challenge s'annonce : HARTMANN achète une seconde usine, puis une autre en 1980. En 1990, avec le rachat des laboratoires LAROCHE, partenaires des pharmaciens d'officine depuis 1854, HARTMANN se développe en pharmacie. L'essor continue. On en connaît le résultat : les 30 millions de chiffre d'affaires de 1978 passent à plus de 620 millions en 1991, soit une multiplication par 20 !

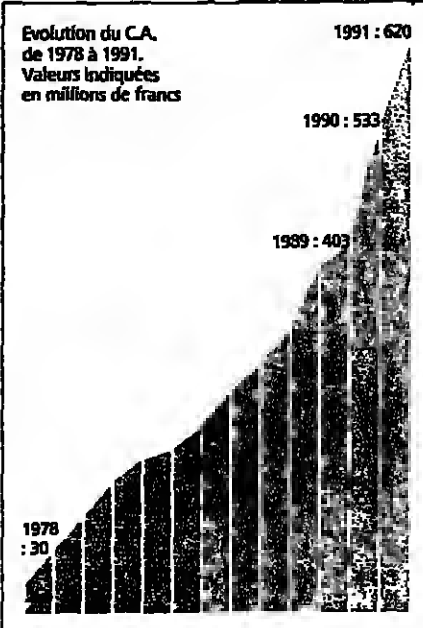
Les dérivés du coton et de la cellulose n'ont aucun secret pour HARTMANN : la société fournit hôpitaux, cliniques et pharmacies avec une très large gamme de produits, des pansements stériles, notamment la marque Stérilux aux protections pour incontinents adultes avec, entre autres, les merques Mollere et Confiance, et, pour le coton, les grandes surfaces avec la marque Bel. Partenaire solide du monde médical, HARTMANN peut se targuer aujourd'hui d'être un des leaders français en matière de soins et d'hygiène !

Les raisons du succès :

HARTMANN privilégie l'écoute du client et la qualité, et s'en donne tous les moyens. C'est en effet la seule entreprise de ce type à compter parmi ses équipes des médecins, des pharmaciens et des infirmières. En 1989, HARTMANN remporta le prix « Initiative Qualité » de la Direction Régionale de l'Industrie et de la Recherche d'Alsace.

Au sein même de la société, HARTMANN développe une solide culture d'entreprise et reste

fidèle à des valeurs fortes, fruits d'une double tradition française et alsacienne. Elles sont sans doute aussi la clé du bon climat social. Febrüer en France, avec des équipes et un encadrement français. Pour Jean-Paul BRUNSTEIN, Président du Directoire, satisfaire un client est nécessairement dépendant de la qualité des hommes de l'entreprise. C'est son cheval de bataille. Ajouter cette notion de qualité à celle de l'écoute est fondamental dans la culture d'HARTMANN. « Ces succès sont incontestablement dus aux hommes de qualité qui développent leur compétence en faisant progresser nos trois usines implantées en Alsace ». C'est pourquoi, l'entreprise accorde une grande importance aux hommes et favorise sans cesse leur promotion et leur formation.



Dans le contexte économique actuel, HARTMANN proclame son style :

Avec des capitaux étrangers, comme bon nombre d'entreprises alsaciennes, HARTMANN peut se féliciter d'assurer son développement grâce à des fonds propres qui représentent plus de 60 % du total du bilan. Une proportion élevée qui tient de l'exemplarité au moment où de nombreuses entreprises françaises sont endettées de façon préoccupante. Dans un contexte économique morose, HARTMANN exporte pour plus d'un tiers de son chiffre d'affaires et, alors que le taux de chômage est grandissant, HARTMANN, elle, crée

plus de 600 emplois en 10 ans. Enfin, fidèle à son image de précurseur, HARTMANN construit à Liepvre un centre logistique d'évent-garde. Pourquoi ? Pour permettre de livrer à « lettre lue », une très large gamme de produits à sa clientèle grâce à un important stock géré automatiquement de 14 000 palettes alors que le plupart des entreprises tendent vers le stock zéro.

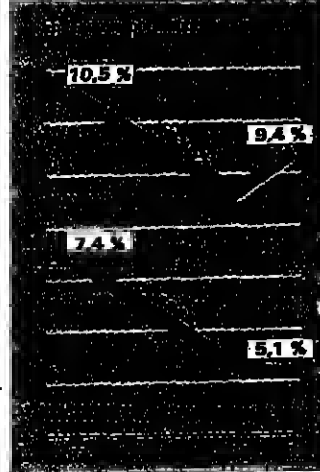
HARTMANN : une entreprise en bonne santé et au service de la Santé !



PAUL HARTMANN S.A.
Laboratoires HARTMANN LAROCHE S.A.S.
67730 Châtenois

P.A. Communications Strategy

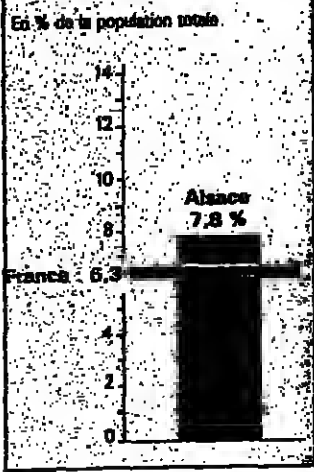
Chômage



Le niveau peu élevé du chômage en Alsace, par rapport au reste de la France, s'explique par l'activité des travailleurs frontaliers attirés par les entreprises de Suisse et d'Allemagne. Avec un taux de 5,1 % en 1991 l'Alsace tend vers une situation de plein emploi.

(Source INSEE.)

Population étrangère



Le poids de l'industrie automobile dans le sud de la région explique le pourcentage relativement élevé d'étrangers en Alsace.

(Source INSEE, recensement de la population de 1990.)

مركز ابن النجاشي

B L O C - N O T E S

La folie des cèpes

Chaque automne, la traque aux champignons
donne le tournis aux habitants d'un petit village de Corrèze

SAINT-MERD-LES-OUSSINES
de notre envoyé spécial

« Les cépages ont les yeux sur la santé insouppçonnés : ils donnent la grippe mais ils guérissent les rhumatismes. » Depuis dix ans, M. Jean-Claude Reynoud tient le café de Saint-Merd-les-Oussines en Corrèze et achète des cépages pour le compte d'un des courtiers du plateau de Millevaches. Il sait qu'à partir du mois de septembre, lorsque les premiers champignons sortent de terre, une étrange épidémie oblige beaucoup d'employés de la région à se mettre en congé-maladie. Il voit aussi les vieux du village oublier subitement leurs ennemis de santé pour courir les bois.

espèces. Avec les gélées de novembre commence le défilé des installateurs d'appareils électromoteurs. « Les revenus de l'élevage baissent chaque année, confie une dame qui souhaite garder l'anonymat. Alors les cépes continuent à faire tourner le commerce local. Et, même si pendant deux mois tout le monde se brouille un peu, chacun y trouve son compte. »

Les jalousies villageoises s'effacent de toute manière devant la vraie menace, celle de «l'étrangers». Ça, depuis plusieurs années, la rumeur de l'eldorado végétal a largement circulé dans la région. Et dans les villes voisines, on connaît aussi l'usage des congés-maladie. *«Il faut voir le bord des routes en automne, explique M. Serge Dallot, un instituteur à la retraite. On trouve parfois une trentaine de voitures arrêtées, en moins de 5 kilomètres, le long des bois.»* Les habitants de Saint-Merd-des-Quissies scrutent les plaques minéralogiques et dressent la liste d'infamie.

Mauvaises manières

Les 89 de Girondo, en nombre, et les 35 de Lignères. Et même des 31 de Toulouse. Et puis il y a les mauvaises 19, ceux de Brive. « Ils passent leur temps à dire du mal de nous, affirment-ou au village, mais dire que la saison commence ils sont les premiers à nous inviter. Certains habitent dans des caravanes, d'autres à redescendre le soir dans les villes pour vendre la récolte plus cher. Des brutes courent aussi sur ces bandes organisées « de chômeurs et de voleurs » qui violentent. Certains nous ont pillés les bœufs avec des méthodes barbares : ramassage au râteau ou de nuit, à la lumière des lampes électriques.

Les habitants du village ne croient pas forcément à toutes ces rumeurs. Mais ils sont unanimes à regretter que la richesse de la région ne lui profite pas en priorité. Surtout, ils se plaignent des mauvaises manières de ces visiteurs « qui ne pensent qu'à l'argent » et qui n'hésitent pas à « sortir » les propriétaires récalcitrants de leurs propres bois.

Du coup, la tension monte au rythme des pousses de champagne. La carrosserie rayée, les pneus crevés faisaient partie du folklore. Mais l'an dernier trois affaires de coups de feu ont défrayé la chronique locale. Un octogénaire, décédé depuis, a tiré sur un forestier d'origine turque. Au lieu-dit de Celle, le

... r l'an 2000

ment parfaitement sur le papier. On peut regretter parfois la sécheresse de leur développement sur le terrain.

Les travaux doivent démarquer année. La commercialisation d'une première tranche de 15 hectares se fera dans le même temps. Les premiers équipements « ludiques » et les services communs attendront 1994. Une deuxième tranche sera mise en attente pour l'été 1995/1996. « C'est une démarche qui s'étalera sur un demi-siècle », constate M. Georges Lemoine. Il estime que cette tentative exemplaire « correspond à l'activité humaine du prochain millénaire. Le monde, qui à saint Augustin, était un lieu de passage, devient un lieu de destination. C'est la cathédrale à la Cité de Dieu » — la cathédrale. La patience est sans doute son point de référence. Un jardin, c'est aussi un travail de longue haleine : il faut que les végétaux poussent. Et attendre, ici, l'installation des

Pour ne pas attendre Godesot trop longtemps (l'opération a duré les 100 millions de francs), la municipalité a créé une société mixte où se retrouvent la commune, le conseil général d'Eure-et-Loir et des parlementaires régionaux. Parmi ceux-ci, il y a le député Louis Guillery, qui est la filiale du groupe Quillery, lequel doit prendre en charge la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre, et la société Bourdais, spécialisée en immobilier d'entreprise.

La répartition des rôles est la suivante : le rôle de la commune, de maître de flux à la fois, est le concept de la nouvelle espèce est inédit : dépend fin de compte du droit de regard qu'exercera ou non la municipalité sur la construction des futurs sites. Le rôle du conseil général, Louis Guillery, est le corrépond. Leur qualité architecturale est la même : l'urbanisme dans l'espace conditionne la naissance de ce « jardin du troisième millénaire ».

EMMANUEL DE ROUX

□ **Commerce et développement**

□ Commerce et développement des quartiers sensibles. — **Bérénice, pour le ville et le commerce**, un bureau d'études spécialisé dans l'urbanisme commercial, organise le vendredi 11 octobre, au CNIT de la Défense, une journée d'études sur le thème : **Le commerce comme élément d'animation des quartiers défavorisés**. Les expériences de Fontberlettes à Valence dans la Drôme, et du quartier des Buis à Valentigney dans le Doubs seront présentées, ainsi que le rôle des commerçants indépendants et la stratégie d'un distributeur national. **Admission libre**. — 14, rue du Meunier-Saint-Hippolyte 75001 Paris. Tél : 42-86-92-57.

NOMINATIONS

NOMINATIONS

□ Une mission pour l'étude du littoral. — M. Michel Delebarre, ministre d'Etat chargé de la ville et de l'aménagement du territoire, et M. André Laignel, secrétaire d'Etat auprès de lui, viennent de confier à M. Charles Gachelin, professeur à l'université de Lille, une mission sur le développement du littoral français. M. Gachelin devra proposer aux ministres, d'ici au mois de novembre, différentes stratégies pour favoriser les

localisations d'activités sur les zones du littoral.

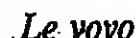
CONTACTS

□ **Lutte contre le bruit.** — Le conseil national du bruit, instance consultative auprès du ministère de l'environnement composée de représentants des administrations et d'élus locaux, organise le concours du Défilé d'or destiné à récompenser une collectivité locale ayant contribué à améliorer l'environnement sonore. Les

► Conseil national du bruit, 4, rue Beffroy, 92200 Neuilly-sur-Seine, Tél. : 47-22-38-91.

« LE MONDE »/EMPLOI/UNEDIC

FRANCHE-COMTÉ



AVEC la Corse, l'exercice de l'UNEDIC atteint ses limites. S'agissant d'une toute petite région, peu peuplée en salariés, la moindre évolution se traduit nécessairement par des mouvements chaotiques d'une ampleur démesurée. Le courbe joue au yoyo. Compte tenu de son poids économique, et de la structure de ses emplois, à peine marquée par l'industrialisation, les résultats ne peuvent pas être considérés comme significatifs. Un seul constat s'impose, cependant : la Corse est plus dynamique qu'on ne le suppose.

JUSTICE

Six policiers devant la cour d'assises de Paris Des malfaiteurs presque ordinaires

Comment des inspecteurs de police ont-ils été amenés à commettre des vols à main armée? Comment le compartiment de ces policiers, dont certains appartenaient à des brigades d'élite, a-t-il pu échapper à la surveillance de leur hiérarchie? Au procès de six policiers, qui commençaient depuis la 2^e octobre devant la cour d'assises de Paris, ces questions ne sont pas posées. L'audience ressemble à ces procès de «braqueurs ordinaires» où seuls les faits sont examinés, mécaniquement.

Pourtant, au détour d'une déposition, certains comportements révèlent qu'il ne s'agit pas de simples malfaiteurs issus du milieu. Ainsi, l'agression qui a permis leur arrestation s'appuyait sur... une enquête de police. Patrick El Hami Namouchi, alors indicateur de police, recruté par Pascal Jumeau, enquêteur à la brigade de répression du banditisme (BRB) raconte, très à l'aise : «Pascal avait indiqué la boutique car le bijoutier était sur écoute. C'était un rocambolesque. Nous, on avait fait prendre ses bijoux volés...»

Namouchi, Alain Rossi, inspecteur à la brigade des stupéfiants et du proxénétisme (BSP), et Jean-Louis Naud, gardien de la paix à Marseille, ont été allés au domicile du bijoutier, boulevard Masséna, le 25 juillet 1986 pour y faire une «perquisition». Après avoir brandi des cartes de police, les agresseurs ont quand même tenu à dire qu'il s'agissait d'un vol à main armée. «Les policiers ne comprennent pas très bien», se souvient Naud. Mais, comme le bijoutier ne gardait aucun objet chez lui, il fut décidé que Rossi et Namouchi iraient avec lui à sa banque boulevard Raspail. Naud surveillait l'épousé et les deux belles-sœurs du commerçant, qui se trouvaient parvenues à le mettre en fuite. Les fonctionnaires de la police judiciaire, aussitôt prévenus, arrêtaient Namouchi devant la boutique alors que Rossi prenait la fuite. Et Namouchi révélait toute l'affaire en expliquant que des vols et des extorsions à main armée commises avec des policiers

se multipliaient depuis 1983. Il y a d'abord eu cambriolage d'une bijouterie commise avec l'aide de M. Christian Huet, un serrurier qui était habituellement rasé pour ouvrir les portes dans un cadre plus légal. Il y a cet autre cambriolage de la centrale d'achat du Perreux-sur-Marne du 9 janvier 1984 portant sur 822 000 F de magnétoscopes au prix de gros qui ont été revendus. A qui? La question fut à peine effleurée.

Dans une autre affaire, Michel Villeneuve, inspecteur à la BRB, a rendu pour 8 000 F un mandat de lynx d'une valeur de 31 000 F volé à une prostituée. Pour lui, il s'agissait seulement d'un cadeau laissé au bureau de la BRB «par un fournisseur». Villeneuve n'a pas été étonné : «ça arrive parfois». Mais il ne se souvient plus avec qui il a partagé les 8 000 F. Pressé de questions, il murmure : «Je crois que c'est avec Jumeau». L'enquêteur ne se souvient pas. Soigne ordinaire de cour d'assises. On oublie un instant qu'il s'agit de policiers.

Enfin, il y a ce vol d'une Golf par des Yougoslaves qui préparaient une agression. Jumeau, qui les surveillait (professionnellement), raconte : «Namouchi n'avait plus de voiture et comme les Yougoslaves ne se décidaient pas, je lui ai proposé de la récupérer». Avec Naud, ils ont procédé à ce qu'ils appellent «une interpellation». La présidente Maurice Colomb rectifie : «Une agression». Les deux Yougoslaves seront «relâchés» aussitôt après, et la voiture servira à tout le monde. Jumeau dénonce Michel Mandonnet, inspecteur à la BRB, qui rétorque : «Je n'y suis pas». Arrêtés, les Yougoslaves ont cru reconnaître Dominique Lohéac, inspecteur à la brigade de recherche et d'intervention. Jumeau et Naud soutiennent qu'il n'a pas participé à ce vol. C'est sur ce point que pèsent les charges les plus fragiles. Aux témoins qui l'accusent, il répond : «Ces personnes se sont trompées, ou bien on les a influencés...»

MAURICE PEYROT

En Haute-Savoie

Six mois de prison ferme pour un employeur de travailleurs clandestins

ANNECY
de notre correspondant

M. Jean-Pierre Pothain, ancien PDG d'une entreprise de bâtiment de la région annécienne «Construction 74», devenue filiale du groupe Nord-France, a été condamné, vendredi 4 octobre, par le tribunal de grande instance d'Annecy, à dix-huit mois d'emprisonnement, dont douze avec sursis, et à 100 000 francs d'amende pour recours au travail clandestin. M. Pothain, par ailleurs maire (RPR) de Nonglard, petite commune proche d'Annecy, a déjà accompli un mois de détention provisoire en 1990.

Soixante-dix ouvriers non déclarés ont ainsi travaillé sur ses chantiers entre juillet 1989 et mars 1990. Les deux autres principaux inculpés dans cette affaire, un conducteur de travaux de l'entre-

prise, M. Michel Marti, et un intervenant extérieur, M. Mohamed Azzat, chargé de recruter la main-d'œuvre clandestine, ont été respectivement condamnés à douze mois d'emprisonnement, dont trois fermes et 100 000 francs d'amende, et à dix-huit mois d'emprisonnement, dont un an ferme, et 100 000 francs d'amende. Leurs trois complices ont été condamnés à six mois avec sursis et 100 000 francs d'amende.

MM. Pothain, Marti et Azzat ont en outre été condamnés à verser 10 000 francs de dommages et intérêts à chacune des parties civiles : CFDT, CGT et CFDT du bois, 5 000 francs à chacune des salariés lésés et 10 000 francs de provision aux ASSÉDIC et à l'URSSAF dans l'attente de l'expertise ordonnée par le tribunal pour déterminer le préjudice exact.

G. R.

EN BREF

□ Inculpation d'un notable marseillais pour complicité de travail clandestin. Dans le cadre d'une vaste affaire de travail clandestin à Marseille, M. Louis Millard, président du syndicat d'initiative et président de la Société anonyme de la foire de Marseille (SAFIM), a été inculpé, vendredi 4 octobre, de «complicité de travail clandestin, de recours à des travailleurs clandestins et de prêt de main-d'œuvre». M. Millard avait fait réaliser des travaux de bâtiment au Palais des sports de Marseille par l'intermédiaire d'un «employeur» tunisien, arrêté en avril dernier, qui fournissait jusqu'à quarante travailleurs clandestins par jour à des chantiers de la région marseillaise. M. Millard a été libéré sous contrôle judiciaire.

□ Dix-huit résidents du foyer Sonacotra de la Verrière ont été inculpés. Sept résidents du foyer Sonacotra de la Verrière (Yvelines) ont été inculpés, jeudi 3 octobre, après avoir été inculpés de «voies de fait, dégradations et violence à agents de la force publique». Onze autres résidents du foyer ont été inculpés et

placés sous contrôle judiciaire. Ces dix-huit personnes, d'origine africaine, avaient été placées en garde à vue, mardi 1^{er} octobre, au SRPJ de Versailles, à l'issue de l'enquête en flagrant délit sur les violences commises samedi dernier dans ce foyer (le Monde du 3 octobre). Dix-huit autres personnes, interpellées mardi, ont été, depuis lors, remises en liberté.

□ Le chauffeur de Rouen inculpé et écroué. - L'automobiliste qui était d'ivresse qui a tué deux motards de la police urbaine de Rouen, jeudi 3 octobre en début de soirée (le Monde du 5 octobre), a été inculpé, vendredi, d'homicides et blessures involontaires avec circonstance aggravante de conduite sous l'empire d'un état alcoolique ainsi que de défaut de maîtrise. M. Christian Vignon, industriel de l'Eure, qui présentait un taux d'alcoolémie de 2,4 grammes, a été écroué. Un troisième motard, fauché également au cours de l'accident, se trouvait toujours, samedi matin, dans un état jugé «critique».



L'équipe de France de rugby a dominé celle de Roumanie (30-3), vendredi 4 octobre à Béziers, à l'occasion de son premier match de la Coupe du monde. La sélection française, très imprévisible depuis quelques mois, est apparue extrêmement féroce en première mi-temps, avant de se reprendre en fin de match pour inscrire quatre essais. La prochaine rencontre l'opposera aux Fidjiens, mardi 8 octobre, à Grenoble.

BÉZIERS

de notre envoyé spécial

Fallait-il se montrer sévère ou indulgent? Un moment partagé entre quolibets et vifs, le public biterrois n'hésita guère, une fois la fin du match sifflée. Debout sur les travées de ce stade offert aux capricieux tourbillons de la tramontane dans les famboues de la ville, il salua impuissant la sortie du quinze de France et réserva aux joueurs une ovation de héros. La méritait-elle? Sans doute pas. Les spectateurs le savaient bien, eux qui couraient jadis le «grand Béziers» et son rugby de vaillance. Non, vendredi, ce défilé d'étoiles d'avant pas lieu d'être, du moins pour cette équipe de France qui fit, une heure durant, l'humiliation et l'incapacité. Pourtant, malgré tout, les dernières vingt minutes valaient bien quelques félicitations.

Franco-Roumanie, ou l'histoire de deux matches en un. Jusqu'à la soixantième minute, en effet, Serge Blanco et ses coéquipiers ont péché par excès de fébrilité. Ils se sont révélés incapables d'aligner trois passes successives, de conquérir des ballons en touche de faire reculer les adversaires en mêlée. Et le public, lui, n'a guère applaudi, comme pétrifié par l'alignement spec-

LA COUPE DU MONDE DE RUGBY

POULE 4 : France bat Roumanie par 30 à 3

Les Français dans la fièvre

tacle. Certains spectateurs ont même conspu Didier Camberabéra, Biterrois d'adoption et buteur de vocation, dont les coups de pied ont pourtant permis de mener à la mi-temps (6-0). L'orchestre local, grosse caisse et trombones, n'a pas, lui non plus, refusé d'entretenir l'illusion d'une fête en cette soirée de tromperie.

Il fallut donc que le quinze de France, champion du monde de l'imprévisible, se réveille enfin pour éviter les hudes. Quelques courses de Franck Mesnel, un tour de passe-passe de Serge Blanco, l'entrée en jeu de Jean-Etienne Lafond à la place de Patrice Lagisquet, et voilà le moribond redevenu gaillard, soudain capable d'inscrire un essai par Saint-André (63^e minute, immédiatement obtenu pour obstruction commise, un autre par Olivier Roumat (69^e) et un dernier grâce à Lafond (76^e). Après ce soubresaut salvateur, les joueurs purent quitter la scène de ce match «mi-cabrette, mi-bou» ni complètement satisfait ni vraiment inquiet, sans doute eux-mêmes incapables de justifier ces mouvements de balancier entre le superbe et le médiocre. Serge Blanco, diplomate, pouvait évanouir une «mise en route» à propos d'une si décevante prestation.

Scepticisme inquiet

A l'heure des bilans, celui de la première prestation française est océaniquement négatif. A Béziers, le quinze de France n'a pas trouvé ce qui était venu chercher : des certitudes concernant ses possibilités dans une compétition dont il fut finaliste en 1987 contre la Nouvelle-Zélande. Au contraire, le match de vendredi n'a fait qu'accroître l'incertitude. Sans doute faut-il rappeler, en guise d'explication, que ces derniers mois ont été trop signés dans le rugby national, tant en coulisses que sur les terrains, pour que l'équipe aborde la Coupe du monde l'esprit serein et le cœur vaillant.

Sur le plan du jeu, l'optimisme engendré par le dernier Tournoi des

cinq nations (trois victoires, une défaite) a progressivement fait place à un scepticisme inquiet. Dans l'euphorie de l'après-Fouroux (l'ancien homme de terrain du quinze de France), alors que les trois-quarts retrouvaient enfin la possibilité de pratiquer un jeu de mouvement, on avait presque fini par oublier que ce sport était aussi une affaire de gros bras et d'engagement physique. Le talent des arrières avait tendance à masquer les lacunes des avant.

Les dernières rencontres amicales, tant en Roumanie qu'aux États-Unis, lors d'une tournée sans grand succès, ont, plus récemment, au pays de Galles, ont confirmé les limites de ce pack, en particulier dans les phases de conquête. Il n'a donc cessé d'être remanié. Aux piliers biterrois Vincent Moscatto et Serge Simin, qui ont remporté à toute sélection en raison d'une «incompatibilité d'humeur» avec certains coéquipiers, ont ainsi succédé le Montferrandais Philippe Marocco et l'Agenais Grégoire Lascabé. Le troisième-ligne toulonnais Eric Clamp s'est vu confier, à vingt-neuf ans, un rôle de «leader des avant», alors qu'il n'avait pourtant pas participé au Tournoi.

Ces changements ne se sont pas révélés convaincants. Le public du stade de la Méditerranée a dû patienter jusqu'à la quatrième touche pour que son Français s'empare du ballon. Il a dû attendre la fin de la partie pour que la première ligne prenne le meilleur sur son homologue roumain. La plupart des joueurs sont apparus amorphes et désorganisés, du moins lors de la première heure de jeu.

Payaient-ils là les querelles d'hommes intervenues ces derniers temps, comme l'éjection du capitaine Pierre Berbizier à la suite d'un «conflit personnel» avec l'entraîneur des avant, Daniel Dubroca? Cette mise à l'écart d'un joueur, qui est désormais persona non grata dans son club d'Agde comme au sein du quinze de France, a divisé le groupe «pro» et «anti» Berbizier. Elle a aussi contribué à fragiliser la position de Jean Trillo, l'entraîneur des arrières, timide partisan du

«banni». A cette affaire sont venus s'ajouter d'autres accrochages, tels que ceux opposant Jean Trillo à des dirigeants fédéraux ou ceux concernant les indemnités versées aux joueurs. Selon certaines sources, ceux-ci auraient subitôt reçu 400 000 francs chacun. D'autres font état de 150 000 francs. Le président de la Fédération, Albert Ferrasse, est resté intraitable : l'«enveloppe» sera de 50 000 francs. Le radingman Franck Mesnel s'en est plaint, allant jusqu'à parler de l'«hypocrisie» des Anglais, qui auraient obtenu beaucoup plus et qui pratiquent, selon lui, un «professionnalisme à part entière».

Ces polémiques ont peut-être eu des répercussions indirectes sur le jeu. Le jeune Fabien Galthié, Benjamin de l'équipe (vingt-trois ans), a éprouvé bien des difficultés à assumer l'héritage Berbizier au poste de demi de mêlée. L'équipe dans son ensemble a manqué de cohésion, comme si les multiples stages de cet été, perturbés par les «affaires», ne lui avaient pas permis de constituer un ensemble cohérent. Les Français rivalisent sans doute d'une plus glorieuse entrée en matière. Mais ils pouvaient toujours se consoler en songeant qu'en 1987 ils avaient débuté la compétition par un match nul très critique contre l'Ecosse (20-20). Ce qui ne les avait pas empêchés d'atteindre la finale.

PHILIPPE BROUSSARD

CADRAGE

Botte secrète

Aux yeux des joueurs de rugby, le football, ce jeu de pieds et de ballon rond, n'a pas que des défauts. La preuve : ils lui ont emprunté une technique particulière, dite du «coup de pied footballleur». Lors d'une transformation ou d'une pénalité, la balle ne frappe plus avec le point de la chaussure, comme jadis Pierre Albanello (l'extrême du soleil était alors renforcé), mais avec le cou-de-pied, un «enveloppement» à la manière de Michel Platini tirant un coup franc. La frappe est plus puissante et plus précise.

Introduit au niveau international par le Français Pierre Vapardjian dans les années 60, cette technique a, par la suite, séduit de grands joueurs tels les Gallois Phil Bennett ou Barry John. Au fil des ans, elle a supplanté la traditionnelle «pointe» qui n'est plus guère pratiquée. Didier Camberabéra, qui a déjà inscrit 300 points en faveur du XV de France, l'a adoptée à partir de 1985 : «Ainsi, la surface d'impact est plus étendue, la balle est donc moins grande de manquer la frappe».

La raste est affaire de technique personnelle, en particulier en ce qui concerne la manière de poser la balle. Analyse de Didier Camberabéra : «Personnellement, je la place toujours à la verticale, de façon à bien la toucher dans le tiers inférieur, mais le Néo-Zélandais Grant Fox le fait pencher légèrement vers l'avant. Chacun son truc! Depuis le début de saison, nous avons le droit d'utiliser une sorte de petit coque pour poser le ballon. C'est plus pratique et plus fiable qu'un tas de sable ou un trou dans le gazon».

La course d'élan est, bien sûr, une phase essentielle de la transformation. Du temps des «pointes», la balle recule de plusieurs pas, mais demeure dans l'alignement du ballon. Désormais, à l'instar d'un joueur de football, le buteur d'une équipe de rugby, recule puis se décale : «Quels que soient la distance et l'angle de tir, je prends le même élan : six pas en arrière, quatre sur le côté gauche. Les pas sont toujours de longueur égale. Ma vitesse ne varie pas. Je travaille d'ailleurs en ce sens à l'entraînement. Mon regard reste fixé sur le point d'impact. Au bruit que fait le cuir, je sais tout de suite si j'ai réussi ou non mon tir. La technique est primordiale, mais la transformation est avant tout une question de sensations, comme le golf ou le tennis, notamment lorsqu'il s'agit de tenir compte du vent».

Ph. Br.

POULE 3 : Australie bat Argentine 32 à 19

Le retour des Pumas

Les Australiens ont peine pour battre les Pumas argentins 32 à 19, vendredi 4 octobre à Llanelli (pays de Galles), dans le premier match comptant pour la poule 3 de la Coupe du monde de rugby. Sept essais ont été marqués - dont cinq par les Wallabies - au cours de cette partie, beaucoup plus équilibrée qu'auparavant, et intéressante de bout en bout.

LLANELLI

de notre envoyé spécial

Les petits chasseurs d'autographes de Llanelli ont dû attendre la fin du match. D'habitude, ils ont le privilège - peut-être unique au monde - d'entrer sur le terrain pendant la mi-temps, pour commencer la collecte. Mais une rencontre de Coupe du monde demande plus de retenue qu'un match de championnat. Les gamins blonds ont donc piéfilé sur le bord du terrain jusqu'au coup de sifflet final. Puis ils sont partis, en essaims compacts, à l'assaut des vedettes australiennes : Nick Farn-Jones, le capitaine, l'immense troisième ligne John Eales, qu'ils tiraient par le short; et la vedette incontestée, en ces contrées où l'on aime le jeu flamboyant : l'ailier David Campese. Pendant ce temps, les Argentins restaient tranquillement aux vestiaires. Pas un regard ne leur était adressé.

Les quinze Pumas étaient pourtant les vraies vedettes du jour. Par leur faute, les Wallabies, grands favoris de cette Coupe du monde, ont dû eux aussi attendre la fin du match. Pour s'assurer d'une victoire qui aurait pu leur échapper. L'équipe australienne a failli être victime de la malédiction qui frappe les équipes de l'hémisphère sud dans ce vieux Stradey Park, depuis 1879 terminus de rugby de Llanelli (prononcer Llanelli, la langue bien collée au palais).

La, entre la colline et une plage aux sables noirs, les Wallabies ont déjà été défaits à trois reprises, comme les Maoris de Nouvelle-Zélande. Mais, surtout, l'équipe locale des «Ecarlates», les plus rouges de tous les Gallois (1), y a battu les All Blacks 9 à 3, le 31 octobre 1972. On en parle encore dans la vieille cité minière durement exposée à la crise économique, et les photos de

l'exploit hantent le pub sous les tribunes du stade.

Vendredi, les quinze mille spectateurs n'ont pas assisté à une partie aussi historique. Mais ils ont vu un bon match de rugby qui, sans être d'un niveau technique exceptionnel, rassemblait tous les ingrédients du genre : de beaux essais, quelques exploits, un peu de suspense. Le mérite en revient surtout à ces Pumas que l'on disait coriaces, condamnés d'avance à la dernière place de la poule. Menés 16 à 3, puis 20 à 10, les Argentins ont su revenir, en milieu de deuxième mi-temps, à 4 points des Australiens, grâce à deux drops de l'ouvreur Lisandro Arbizu et deux essais de l'ailier Martin Teran. Et si les Wallabies n'ont pas tremblé davantage, ils le doivent aux coups de génies de David Campese, auteur notamment d'une percée décisive en fin de match.

Intégrisme argentin

Les Pumas aiment décidément les surprises. En 1987, ils arrivaient à la Coupe du monde forts d'une excellente réputation - on les situait alors dans les six meilleures équipes du monde - et du prestige mondial de leur capitaine, l'ouvreur mythique Hugo Porta, aujourd'hui à la retraite. Ils furent la seule série à ne pas succéder aux quarts de finale, après une défaite contre des Fidjiens alors méconnus et une déroute contre les All Blacks. Cette année, en revanche, personne ne comptait sur eux. Plusieurs bans

INTERNATIONAUX ont émigré vers l'Italie, exaspérés par une fédération qui pratique l'intégrisme du sport amateur et pour qui tout aménagement des règles constituerait un péché mortel. Pour combler les trous, le nouvel entraîneur, Luis Gradin, a fait appel à de très jeunes joueurs, pour la plupart originaires des provinces, principalement celle de Tucumán, dans le nord du pays.

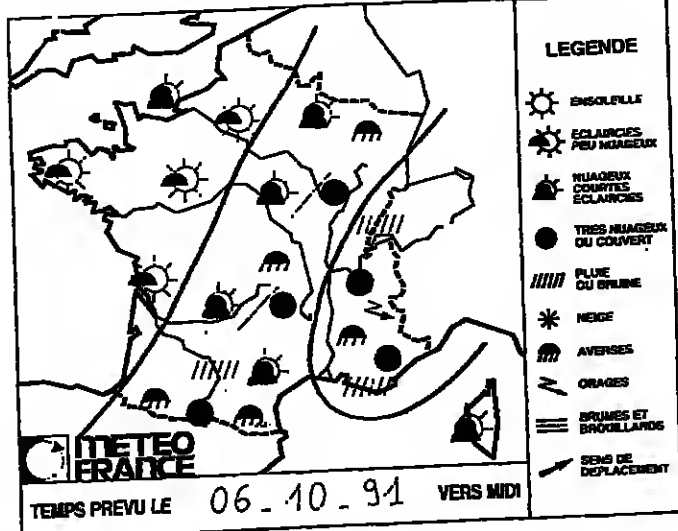
Dès lors, on pouvait douter de la cohésion de l'équipe. Choc des générations entre les petits nouveaux et les rescapés de la grande époque. Entre un vieux briscard comme Diego Cash, pilier de trente ans, le crâne déformé comme une colline galloise, et son alter ego Federico Mendez, tout juste dix-neuf ans, le contact pouvait se révéler difficile. Les Pumas forment, en tout cas, la plus jeune équipe de la Coupe, avec une moyenne d'âge de vingt-quatre ans. Choc sociologique et géographique surtout. Car le rugby en Argentine a toujours été décliné par des lignes de front, la principale passant entre Buenos-Aires, la bourgeoisie, héritière des traditions de la classe supérieure anglaise, et les provinces, où le jeu est plus populaire. Longtemps, la sélection nationale avait été une chasse gardée des joueurs bien mis de la capitale. Et la tendance est en train de s'inverser, non sans grincements de dents.

A Llanelli, contre toute attente, le courant a bien passé au sein de l'équipe. Les Pumas semblaient contents de jouer ensemble. Les avant, moins statiques que d'habitude, ont soutenu les attaques des trois-quarts, ce qui n'arrivait plus depuis longtemps. Et surtout, les Argentins n'ont pas hésité à jouer leur chance à la main. Certes, les Sud-Américains ont «pêché» par excès de naïveté en commettant trop de fautes», reconnaissait le capitaine Pablo Garréon. Mais deux essais ont récompensé plusieurs beaux enchaînements, mettant en valeur le talent de l'ouvreur Arbizu, vingt ans, et de l'ailier Teran, vingt-deux ans. A eux deux, ils ont à peine plus que l'âge d'Hugo Porta quand il a pris sa retraite. Les nouveaux Pumas ont de belles années devant eux.

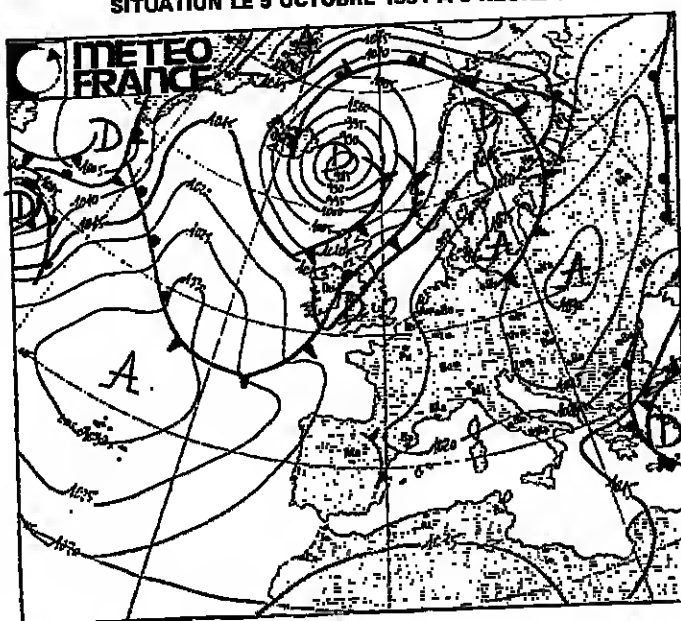
JÉRÔME FÉNOGLIO

(1) Les Scarlets ont vu défilé dans leurs rangs un nombre impressionnant de joueurs sélectionnés dans l'équipe nationale, dont Phil Bennett, Barry John, Gareth Edwards ou Jonathan Davies.

MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le dimanche 6 octobre 1991
Nuages et pluies à l'est. Eclaircies à l'ouest

SITUATION LE 5 OCTOBRE 1991 A 0 HEURE TU



Lundi 7 octobre: pluvieux à l'est, assez beau ailleurs. - Le mauvais temps concernera encore l'est de la France lundi. Ailleurs, le temps s'améliorera progressivement. Mardi, les températures rejoindront à un niveau agréable pour la saison.

Le temps sera couvert et pluvieux au nord-ouest du Rhin et de la Saône. Il y aura des orages sur les Alpes. Plus à l'ouest, près des frontières allemandes, en Bourgogne et en Champagne, ainsi que de l'Auvergne aux Pyrénées et au Languedoc-Roussillon, il y aura aussi de nombreux nuages. Le temps restera pluvieux sur les Pyrénées. Seules les régions du

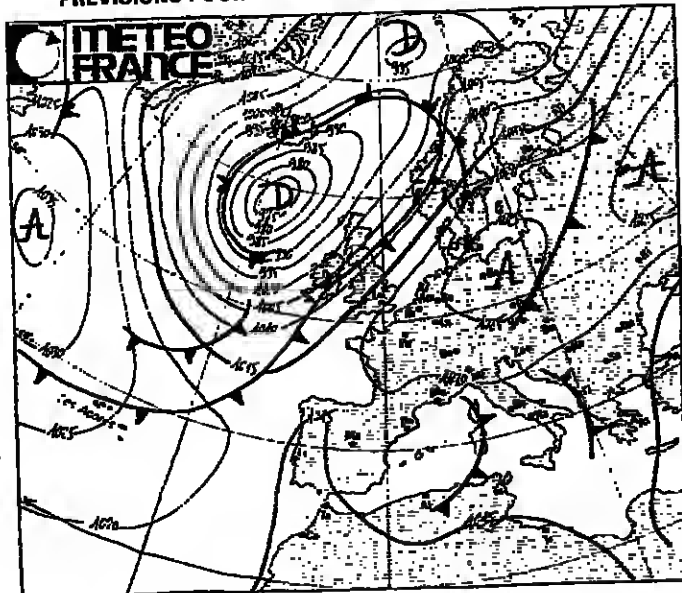
Sud-Est verront une petite amélioration l'après-midi.

Sur le reste du pays, il y aura quelques brouillards matinaux, puis la journée sera fraîche mais assez bien ensoleillée.

Le matin, les températures seront comprises entre 6 et 8 degrés sur une majeure partie de la France, entre 8 et 10 degrés du Nord-Est au Centre-Est et sur la pourtour de la Méditerranée.

L'après-midi, les températures atteindront 17 à 19 degrés sur une moitié nord, 20 degrés près de la Méditerranée, et de 21 à 23 degrés sur un grand Sud-Ouest et en Corse.

PRÉVISIONS POUR LE 7 OCTOBRE 1991 A 12 HEURES TU

TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé
le 4-10-1991 à 18 heures TU et le 5-10-1991 à 6 heures TU

FRANCE	TOULOUSE	PARIS	LYON	MARSEILLE	NANTES	STRASBOURG	BRUXELLES	AMSTERDAM	BERLIN	OSLO	STOCKHOLM	HELSINKI	VARSOVIE	VIENNE
25	21	18	15	12	10	8	12	15	18	20	22	24	26	28
14	10	7	4	1	-1	-3	10	13	16	18	20	22	24	26
25	21	18	15	12	10	8	12	15	18	20	22	24	26	28
14	10	7	4	1	-1	-3	10	13	16	18	20	22	24	26
25	21	18	15	12	10	8	12	15	18	20	22	24	26	28
14	10	7	4	1	-1	-3	10	13	16	18	20	22	24	26
25	21	18	15	12	10	8	12	15	18	20	22	24	26	28
14	10	7	4	1	-1	-3	10	13	16	18	20	22	24	26
25	21	18	15	12	10	8	12	15	18	20	22	24	26	28
14	10	7	4	1	-1	-3	10	13	16	18	20	22	24	26
25	21	18	15	12	10	8	12	15	18	20	22	24	26	28
14	10	7	4	1	-1	-3	10	13	16	18	20	22	24	26
25	21	18	15	12	10	8	12	15	18	20	22	24	26	28
14	10	7	4	1	-1	-3	10	13	16	18	20	22	24	26
25	21	18	15	12	10	8	12	15	18	20	22	24	26	28
14	10	7	4	1	-1	-3	10	13	16	18	20	22	24	26
25	21	18	15	12	10	8	12	15	18	20	22	24	26	28
14	10	7	4	1	-1	-3	10	13	16	18	20	22	24	26
25	21	18	15	12	10	8	12	15	18	20	22	24	26	28
14	10	7	4	1	-1	-3	10	13	16	18	20	22	24	26
25	21	18	15	12	10	8	12	15	18	20	22	24	26	28
14	10	7	4	1	-1	-3	10	13	16	18	20	22	24	26
25	21	18	15	12	10	8	12	15	18	20	22	24	26	28
14	10	7	4	1	-1	-3	10	13	16	18	20	22	24	26
25	21	18	15	12	10	8	12	15	18	20	22	24	26	28
14	10	7	4	1	-1	-3	10	13	16	18	20	22	24	26
25	21	18	15	12	10	8	12	15	18	20	22	24	26	28
14	10	7	4	1	-1	-3	10	13	16	18	20	22	24	26
25	21	18	15	12	10	8	12	15	18	20	22	24	26	28
14	10	7	4	1	-1	-3	10	13	16	18	20	22	24	26
25	21	18	15	12	10	8	12	15	18	20	22	24	26	28
14	10	7	4	1	-1	-3	10	13	16	18	20	22	24	26
25	21	18	15	12	10	8	12	15	18	20	22	24	26	28
14	10	7	4	1	-1	-3	10	13	16	18	20	22	24	26
25	21	18	15	12	10	8	12	15	18	20	22	24	26	28
14	10	7	4	1	-1	-3	10	13	16	18	20	22	24	26
25	21	18	15	12	10	8	12	15	18	20	22	24	26	28
14	10	7	4	1	-1	-3	10	13	16	18	20	22	24	26
25	21	18	15	12	10	8	12	15	18	20	22	24	26	28
14	10	7	4	1	-1	-3	10	13	16	18	20	22	24	26
25	21	18	15	12	10	8	12	15	18	20	22	24	26	28
14	10	7	4	1	-1	-3	10	13	16	18	20	22	24	26
25	21	18	15	12	10	8	12	15	18	20	22	24	26	28
14	10	7	4	1	-1	-3	10	13	16	18	20	22	24	26
25	21	18	15	12	10	8	12	15	18	20	22	24	26	28
14	10	7	4	1	-1	-3	10	13	16	18	20	22	24	26
25	21	18	15	12	10	8	12	15	18	20	22	24	26	28
14	10	7	4	1	-1	-3	10	13	16	18	20	22	24	26
25	21	18	15	12	10	8	12	15	18	20	22	24	26	28
14	10	7	4	1	-1	-3	10	13	16	18	20	22	24	26
25	21	18	15	12	10	8	12	15	18	20	22	24	26	28
14	10	7	4	1	-1	-3	10	13	16	18	20	22	24	26
25	21	18	15	12	10	8	12	15	18	20	22	24	26	28
14	10	7	4	1	-1	-3	10	13	16	18	20	22	24	26
25	21	18	15	12	10	8	12	15	18	20	22	24	26	28
14	10	7	4	1	-1	-3	10	13	16	18	20	22	24	26
25	21	18	15	12	10	8	12	15	18	20	22	24	26	28
14	10	7	4	1	-1	-3	10	13	16	18	20	22	24	26
25	21	18	15	12	10	8	12	15	18	20	22	24	26	28
14	10	7	4	1	-1	-3	10	13	16	18	20	22	24	26
25	21	18	15	12	10	8	12	15	18	20	22	24	26	28
14	10	7	4	1	-1	-3	10	13	16	18	20	22	24	26
25	21	18	15	12	10	8	12	15	18	20	22	24	26	28
14	10	7	4	1	-1	-3	10	13	16	18	20	22	24	26
25	21	18	15	12	10	8	12	15	18	20	22	24	26	28
14	10	7	4	1	-1	-3	10	13	16	18	20	22	24	26
25	21	18	15	12	10	8	12	15	18	20	22	24	26	28
14	10	7	4	1	-1	-3	10	13	16	18	20	22	24	26
25	21	18	15	12	10	8	12	15	18	20	22	24	26	28
14	10	7	4	1	-1	-3	10	13	16	18	20	22	24	26
25	21	18	15	12	10	8	12	15	18	20	22	24	26	28
14	10	7	4	1	-1	-3	10	13	16	18	20	22	24	26
25	21	18	15	12	10	8	12	15	18	20	22	24	26	28
14	10	7	4	1	-1	-3	10	13	16	18	20	22	24	26
25	21	18	15	12	10	8	12	15	18	20	22	24	26	28
14	10	7	4	1	-1	-3	10	13	16	18	20	22	24	26
25	21	18	15	12	10	8	12	15	18	20	22	24	26	28
14	10	7	4	1	-1	-3	10	13	16	18	20	22	24	26
25	21	18	15	12	10	8	12	15	18	20	22	24	26	28
14	10	7	4	1	-1	-3	10	13	16	18	20	22	24	26
25	21	18	15	12	10	8	12	15	18	20	22	24	26	28
14	10	7	4	1	-1	-3	10	13	16	18	20	22	24	26
25	21	18	15	12	10	8	12	15	18	20	22	24	26	28
14	10	7	4	1	-1	-3	10	13	16	18	20	22	24	26
25	21	18	15	12	10	8	12	15	18	20	22	24	26	28
14	10	7	4	1	-1	-3	10	13	16	18	20	22	24	26
25	21	18	15	12	10	8	12	15	18	20	22	24	26	28
14	10	7	4	1	-1	-3	10	13	16	18	20	22	24	26
25	21	18	15	12	10	8	12	15	18	20	22	24	26	28
14	10	7	4	1	-1	-3	10	13	16	18	20	22	24	26
25	21	18	15	12	10	8	12	15	18	20	22	24	26	28
14	10	7	4	1	-1	-3	10	13	16	18	20	22	24	26
25	21	18	15	12	10	8	12	15	18	20	22	24	26	28
14	10	7	4	1	-1	-3	10	13	16	18	20	22	24	26
25	21	18	15	12	10	8	12	15	18	20	22	24	26	28
14	10	7	4	1	-1	-3	10	13	16	18	20	22	24	26
25	21	18	15	12	10	8	12	15	18	20	22	24	26	28
14	10	7	4	1	-1	-3	10	13	16	18	20	22	24	26
25	21	18	15	12	10	8	12	15	18	20	22	24	26	28
14	10	7	4	1	-1	-3	10	13	16	18	20	22	24	26
25	21	18	15	12	10	8	12	15	18	20	22	24	26	28
14	10	7	4	1	-1	-3	10	13	16	18	20	22	24	26
25	21	18	15	12	10	8	12	15	18	20	22	24	26	28

CULTURE

MUSIQUES

Mecano, le succès pièce par pièce

Après l'Espagne, le trio madrilène s'impose en France

MADRID

de notre envoyé spécial

A Madrid on ne va pas écouter Mecano. On va, dans les artines, voir le groupe et l'on y entend les vingt mille spectateurs qui se sont levés pour applaudir deux heures et demie. En France, malgré les centaines de milliers de disques déjà vendus, Mecano devra sans doute se passer des chœurs pour sa première tournée.

Par leur succès commercial, par la dévotion qu'ils suscitent de Barcelone à Séville, les frères Cano et Ana Torroja - Mecano, avec un seul «e» - sont à l'Espagne ce que Patrick Bruel est, ces jours-ci, à la France. Sauf que le public du trio va de la méditerranée au nord-ouest, en passant par l'Espagne, et que dans cette belle histoire commerciale il est aussi question de musique.

Nacho Cano joue surtout des claviers, un peu de guitare. Vagabond androgyne, résolument mystique, il compose les titres à grand spectacle de groupe, des ballades signifiantes chargées de symbolisme. José María Cano joue surtout des guitares, un peu des claviers. Plus classiquement macho, il passe de la salsa au flamenco, écrit des chansons immédiatement accessibles, raconte des histoires de tous les jours. Ana Torroja

chante, elle est petite et frêle, les cheveux très courts. Sa voix est fragile, sa chorégraphie étonnante, pourtant c'est elle qui tient la scène, qui parle au public.

Une femme avec une femme a été le premier succès français du groupe. On y trouve tous les éléments de la formule Mecano : mélodie à mémoire instantanée, texte vaguement provocateur, clip en noir et blanc aux oormes MTV. C'est que Mecano, qui avec son million de disques vendu à chaque album plane au-dessus de la mêlée du show-business espagnol, travaille à son destin européen.

A armes égales avec les Anglo-Saxons

En France, le groupe fait traduire ses chansons, tout comme il chante en italien pour les Italiens. Depuis ses débuts, en 1981, il enregistre pour BMG, et la major allemande croit au destin européen du groupe.

Aldajal, le dernier album, sorti avant l'été en Espagne, a dû attendre l'automne et la traduction de sept titres pour arriver dans les bacs des disquaires français. Entre-temps, la version espagnole, discrètement commercialisée par BMG France pour éviter les importations, s'est vendue à près de 100 000 exemplaires sans publicité, sans passage à la radio. En Amérique latine, dans les communautés hispanophones d'Amérique du Nord, Ana Torroja et les frères Cano sont loin d'être des

inconnus. Aujourd'hui, Mecano travaille à armes égales avec les Anglo-Saxons. Il peut se permettre de rester un an en studio, de louer les services de Johnny Pacheco, l'un des meilleurs producteurs en activité, et ceux du groupe de David Byrne pour enregistrer *Bailando Solito*, par ailleurs dédié à Carmen Maura. Ou alors de faire appel à Tomatis, étoile du flamenco pour *Una Rosa es una rosa*, «basée sur une phrase de Gertrude Stein», précise le livret du CD.

Nacho Cano poursuit ses explorations mystiques (*Aldajal*, chanson intitulée, est dédiée au dala lama, JC à qui de droit, sur scène, 1987, un instrumental un peu pompier qui n'a rien à envier aux grandes heures d'Anglo-Saxons comme Orchestral Manoeuvres in the Dark, est accompagné d'images d'Octobre d'Eisenstein).

Parfois le groupe trouve la juste balance entre les références et la musique, entre ses grandes ambitions et ses moyens. Alors Mecano esquisse une version assez étonnante - latine et sophistiquée - de cette europop continentale qui, d'Alba en Gianni Nannini, menace périodiquement l'hégémonie anglo-saxonne.

THOMAS SOTINEL

Le 6 octobre, Paris le Zénith, 17 heures, Le 8, Lille, Espace 55, 20 h 30. Le 11 octobre, Toulouse, Palais des sports, 20 h 30. Le 12, Bordeaux, patinoire de Mériadeck, 20 h 30.

CINÉMA

Le chevalier de Central Park

FISHER KING (LE ROI PÊCHEUR)
de Terry Gilliam

Coiffé en cetogon avec une longue boucle en tire-bouchon tombant sur son front, Jeff Bridges est présentateur de radio. L'une de ces vedettes dont la voix détonne un pouvoir quasi magique, il parle, on obéit. Le soir où, sans trop y penser, il conseille de tuer tous les yuppiés, il est entendu et provoque un massacre. Fin de carrière.

La voilà, déchu mais reconnaissable à sa boucle en tire-bouchon, habitant chez sa maîtresse et vendant des vidéos. Le voilà, alcoolique traînant dans les bas-fonds de Manhattan, envisageant le suicide, se faisant agresser par des zonzards et sauver par un clochard puéril, un innocent au sourire en tire-bouchon, Robin Williams - dont la femme est morte au cours du massacre de yuppiés, Jeff Bridges l'apprendra plus tard.

Duo d'acteurs au jeu pas vraiment sobre. Ensemble, ils vont parer en quête du Graal dans quelques lieux de la ville qui se font ressembler à une bizarre cité médiévale, dans Central Park où ils sont poursuivis par un fantasmagorique chevalier rouge, chevauchant une bête d'époque-lypse. Alors, éclate enfin la fureur poétique de Terry Gilliam. La quête de Fisher King (le



Robin Williams et Jeff Bridges.

Roi pêcheur), ne ressemble pas au *Secré Greal* des Monty Python, elle est plus riche. Plus ambiguë aussi, avec les péripéties d'une amitié complice entre les deux hommes, chaotique mais indéfectible. Une amitié qui conduit Jeff Bridges sur les voies - tortueuses - des sacrifices, de la rédemption. Avec une histoire d'amour entre un Robin Williams de plus en plus puéril et Amanda Plummer, c'est un peu du sur-plus, mais il donne lieu à des numéros d'acteur très drôles. Question numéros, on peut se fier aux deux vedettes.

Malgré leur virtuosité, et celle des comédiens - tous parfaits, - le film boitille. Terry Gilliam donne l'impression de se sentir à l'étroit dans cette histoire éditée. Il aligne les moments picaresques, épiques, les scènes de comédie musicale, de vaudeville, de burlesque à la Monty Python. Et de fantastique, c'est dans le fantastique que son talent explose. Sans avoir besoin de références cinématographiques, il crée la beauté, la violence, la rire, il est lui-même : visionnaire, inimitable.

COLETTE GODARD

VENTES

La cote de la patine

La collection Alan, meubles et objets des années 50, est dispersée à Dronot-Montaigne

En 1978, Alan ouvrait un «espace» au marché Serpente (Paces de Saint-Ouen). En 1982 il inaugurait une «galerie» rue de Lille, dans le quartier des antiquaires, puis bientôt une autre, rue Mazurine, où il présentait des meubles et des objets signés de Jean Royère, Michel Buffet, Serge Mouille, Alexandre Noll ou Mathieu Matégot.

En 1991, ce spécialiste des années 50 a choisi de vendre sa collection, meubles et objets, dans une présentation dans les nouveaux locaux de Jean-Michel Wilmette. L'expertise a été confiée à Alain Weil (spécialiste dans l'art publicitaire), l'adjonction à l'étude Binoche-Godeau. La mise en scène médiatique de cette vente passe encore par un catalogue relié de 175 pages modestement intitulé *Regard d'Alan* avec, face à la photo du couple Alan, une sobre déclaration du propriétaire à sa femme : «Christine, ton regard est le mien, notre regard».

La vente comprend 212 numéros, des éditions rétrospectives de Charlotte Carbonnel à la grande applique mobile de Serge Mouille, une antenne métallique antédiluvienne, un socle en 1963 par ce créateur de luminaires. Entre les deux, quelques très belles pièces de mobilier «haute couture», telles cette commode aux poignées voluptueusement taillées dans la masse (Alexandre Noll), cette robuste table de salle à manger de forme libre en acajou massif, pièce unique de Charlotte Carbonnel, collaboratrice de Le Corbusier, ou encore cette chaise longue tapissée de poulain et cette table basse en marqueterie de paille signée Jean Royère. Autour de pièces luxueuses témoignent du dernier héritage des maîtres de l'art de vivre français, de Bouille à Jean-Michel Frank.

Restent les emblèmes graphiques et colorés des années 50, figures de l'optimisme pimpant et fonctionna-

liste de l'après-guerre (la bibliothèque de la Maison de la Tunisie par Charlotte Carbonnel et Jean Prouvé).

Mais très vite la confusion s'installe. D'abord parce que, au début, on a voulu vendre la collection sur un marché de l'art en mal de diversification, s'en mêlent d'autres, plus officiels : tout montrer, vendre au nom de l'histoire en tranches et de son retour cyclique sur le monde des modes, vendre tout y compris ces redoutables chaises de jardin à tissu marguerites (mais elles sont signées Royère et étagères «modèle de la résidence d'été du chah d'Iran» ce qui justifie sans doute l'estimation d'environ 80 000 F et 100 000 F).

Vendre aussi ces tables basses artisanales en chêne, venues de l'étranger, ces céramiques rivalisant avec tous les trophées du «petit chez moi» pavillonnaire et dont on garnit en général les faux buffets Henri II. Botcler de quelques œuvres d'art (les quatre panneaux à clous peints en rouge de Bernard Aubertin que se disputent sans doute quatre collectionneurs fiers, l'assassinat de Sharon Tate par Bernard Lorjou, le *Pied sofa* en vinyle rouge Coca-Cola de Nicolas), le catalogue comprend quelques pièces contemporaines, parmi elles, les sculptures mobiles de Pucci di Rossi (la bibliothèque-sarcophage) ou ce casque de Garonste et Bonetti (exposé à la Galerie Néota en 1990), moins impressionnant par sa présence décalée que par son prix, 200 000 F et 30 000 F. Faute de temps, l'époque remplace la patine par les cotes.

LAURENCE BENAÏM

► Vente le dimanche 6 octobre 14 h 30, à Dronot-Montaigne. Exposition le samedi 5 jusqu'à 23 heures. Renseignements : étude Binoche-Godeau. Tél. : 42-56-79-50.

L'art par gros temps

Suite de la première page

Autre raison de rester optimiste : quoi qu'il arrive, on ne retombera pas jusqu'à la situation des débuts de la force créée en 1974, alors qu'il n'y avait pas l'ombre d'un marché. Et puis les 140 000 visiteurs de l'an dernier, auxquels on peut ajouter ceux du Saga (la FIAC Adénor) : 40 000, et ceux du salon Découvertes (les jeunes artistes) : 50 000 (et c'est juste après la guerre du Golfe), prouvent qu'il y a une vraie demande du public, qui ne saurait se calmer du jour au lendemain.

Qu'il y ait des ombres au tableau de la FIAC, cette année, on le sait bien. Et on le murmure dans les allées à quelques heures du vernissage. Non seulement le marché a baissé, mais les proportions sont variables selon les marchands, certains allant jusqu'à avancer 70 % ou 80 %, sauf pour ce qui les concerne, mais il y a cette loi sur la TVA à 18,6 %, entrée théorique en vigueur le 1^{er} octobre (le *Monde* du 3 octobre), et dont les galeries qui n'avaient pas l'air de savoir si elle allait ou non être appliquée. Fort heureusement, la circulaire est tombée à temps dans les stands, précédant d'une heure la visite du ministre de la culture : la disposition (venue en droite ligne de la présidence de la République, après que François Mitterrand ait confié une délégation de galeries) d'une TVA à deux vitesses, de l'ordre de 5,5 % pour les œuvres d'artistes vivants, et au régime général pour les autres transactions, est valable dès maintenant. Du coup, les galeries qui envisageaient de recevoir Jack Lang avec quelques tomates, ou de quitter leur stand à son arrivée, et qui peinent un peu contre les artistes, qui ont bougé pas (il paraît) que, en Espagne, Saïza, Tapies, Chillida et quelques autres étant montés au créneau, en trois jours, il n'était plus question de faire grimper la TVA), laisseront tomber leur colère.

Le problème n'est pas réglé pour autant. La décision in extremis de rattraper la gaffe du ministre du budget, afin que la FIAC se déroule dans une relative sérénité, met l'Etat en position paradoxalement illégale. Et on peut trouver absurde, cette distinction entre artistes vivants et morts qui aboutit, par exemple, à ce que les œuvres de Jean-Michel Basquiat, disparu en pleine jeunesse, et celles de Robert Combas, qui se porte bien, ne soient pas soumises au même régime. La FIAC a beau s'être, dans l'ensemble, réjouie, elle ne présente pas que des artistes vivants. Et il est des vendeurs qui vont devoir repenser leurs prix.

A la baisse

Ceux-ci sont à la baisse, une baisse globale de l'ordre de 30 % minimum au niveau de la proposition. Bico que nombre de marchands discutent tout une position ferme, et n'ont aucune raison de casser les prix, puisqu'ils ne les avaient pas gonflés. Ce qui est juste parfois, mais pas toujours. Dans tous les cas, il est recommandé aux acheteurs potentiels de marchander. Il est des marchands dont les faire-valoir si mal qu'ils sont, paraît-il, tout prêts à discuter.

On en dira pas plus sur les dessous de cette FIAC, qui ne se présente pas si mal, visuellement parlant. Non sans une certaine dignité. Avec la crise, l'écueil des grands coups est passé. On ne s'arrache plus, entre confrères, les jeunes vedettes de la scène internationale, et on ne verra pas vraiment d'artistes propulés sur le devant de quatre, cinq, ou dix stands. Ni de formations très spectaculaires, les galeries sachant très bien qu'ils auraient du mal à les placer. Qui investiraient dans les grands formats de peintures dont les cotes sont révisées à la baisse ? Qui peut acheter des grands tableaux d'artistes considérés comme des valeurs sûres ? Malgré un retour aux prix pratiqués en 1986-1987, un

Bacon - il y en a quelques-uns de très beaux ici et là - reste un Bacon : même de petite taille, il n'est pas donné. Un De Kooning, non plus. On pourrait dire la même chose des vieux classiques de la modernité : de Léger on ne voit plus, présents dans la foire (la galerie Sapone a même conçu du second un bel accrochage de portraits chapeautés), avec des pièces de dimensions relativement modestes. Ce qui n'empêche pas la qualité.

Les galeries le savent bien : il leur faut réaffirmer leur image, qui s'est dégradée en ces années de spéculation éhontée, dont ils ne sont d'ailleurs pas tous responsables, mais dont ils ont tous largement profité. La FIAC est un bon endroit pour le faire. Aussi sont-ils beaucoup plus nombreux à se signaler, cette fois, par un choix d'œuvres tristes sur le volet, plutôt que ramassées dans les fonds de tiroir : à faire preuve d'une certaine imagination ; à présenter des artistes auxquels ils ont l'air de croire, puisqu'ils les défendent effectivement dans leur galerie, ce qui n'est pas forcément le cas ces dernières années.

Moins accrocheuse

Quelque peu privée de très gros gibier, la FIAC, cette année, est moins accrocheuse ; d'aucuns le regretteront. Il n'est pas non plus très facile de s'y repérer ; certains le déploieront. Elle est têtue à la mesure d'amateurs capotés de reconnaître certaine carte et de ne pas se fier aux signatures, plutôt que d'un vaste public formé à la seule école de la télévision et de ses flashs sur les ventes records. Ce n'est pas si mal. Chacun peut y aller et y voir de l'art contemporain sans trop d'embrouille, sans trop de figures imposées, sans trop de manipulation.

Qu'on s'y perde, tant mieux. Nous ne prendrions pas le risque de proposer un parcours fléché. D'un côté ou de l'autre de la grande allée, il y a du bon jusqu'au fin fond de la nef. Pour tous les goûts. Si on aime Ernst, la galerie Artcurial est là pour en montrer. Si on penche pour la ligne droite, on a toujours Denise René. Si on veut retrouver quelque chose de l'école allemande, Michael Werner assure. Si on rêve d'un beau stand classique et varié, la galerie Marlborough répond. Si on a envie de sauver Tinguely, c'est simple, il y en a un peu partout. Et si l'on est curieux de savoir ce que les jeunes galeries proposent, on ira à l'étage, où règne certaine insolence.

A signaler encore deux ou trois choses dans le genre classique : l'hommage à Gargallo chez Marwan Hoss et l'ensemble des dessins et peintures proposés par la galerie Gmurzinska sous le titre «vision de l'espace». Et dans le genre belge, qui n'existe pas, mais qu'il ne faudrait pas publier pour autant : les machines à survoler les rêves de Panamarenko, à la galerie Willy d'Huysser. Il en est même une qui plonge, suspendue entre la verrière et le labyrinthe blanc des stands.

GENEVÈVE BREERETTE

► FIAC 91, Grand Palais, jusqu'au 13 octobre.

An centre du Quartier latin

La FNAC inaugure une librairie internationale à Paris

Le bilan maussade du commerce du livre en France (voir l'enquête de Pierre Lepage dans notre supplément «Livres-Idées» du 27 septembre) n'a pas dissuadé la FNAC d'entamer une nouvelle étape de son développement. L'installation à Paris d'une librairie internationale est certes un pari, mais raisonnablement calculé sur l'ouverture prochaine des frontières européennes. La FNAC a même élargi ce pari en décidant l'établissement de magasins en Belgique, en Allemagne (à Berlin en décembre), puis en Espagne.

Les habitués du Quartier latin garderont peut-être une certaine nostalgie du vieux cinéma Cluny-Palace, qui s'était installé en 1949 au 71 boulevard Saint-Germain. Après son parent et voisin le Cluny-Écoles, il a fermé ses portes pour se consacrer à une autre activité. Derrière la belle façade renouée de cet ancien théâtre du dix-neuvième siècle, sur trois niveaux et 1 000 mètres carrés, la librairie internationale que dirige M^{me} Isabelle Surin présente des ouvrages dans toutes les langues européennes et certaines autres (arabe, asiatiques...).

Autre innovation importante : l'ouverture d'un kiosque de presse internationale, qui proposera une centaine de quotidiens et un millier de périodiques. Fidèle à sa tradition d'animation, la librairie organisera des débats et des rencontres littéraires. Enfin, une exposition de photographies de Gisèle Freund est actuellement présentée.

En même temps que les vendeurs, les responsables du service juridique de la FNAC vont être mis d'emblée à contribution : la librairie parisienne Attica, spécialisée depuis dix ans dans la vente de livres, de méthodes audiovisuelles et de logiciels d'apprentissage des langues étrangères, a déposé, lundi 30 septembre, auprès de la sous-direction économique et financière de la police judiciaire, une plainte contre X pour vol de son fichier informatique de treize mille noms de clients.

Dans sa plainte, Attica a noté que son ancien directeur adjoint a rejoint récemment la librairie internationale de la FNAC et que plusieurs publicités émanant de cette dernière ont été adressées à leurs clients avec des initiales d'adresse reproduisant ceux du fichier d'Attica et comprenant les mêmes erreurs de codes ou d'orthographe. Interrogée le vendredi 4 octobre, la directrice de la librairie internationale a déclaré ne pas avoir été avertie du dépôt de cette plainte.

P. K.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
CHAMPS ÉCONOMIQUES

DANSE

Frénésie et clins d'œil

Les gentilles provocations de deux chorégraphes anglo-saxons

MICHAEL CLARK
ET STEPHEN PETRONIO
au Centre Georges-Pompidou

Oh ! les amusants costumes... Des manchons de fourrure brune, rien que des manchons sur des corps totalement nus - mais les bras, pourquoi ? se tiennent obstinément, chaste, amovibles et balisés sur ce qui achèverait de distinguer le masculin du féminin. Des corsets noirs roses - pour les garçons, bien sûr, comme les jupes en noir rouge ou bleu. Des corsets de W.C. portés autour du cou comme des fraises, le couvercle ouvert formant une manière d'arête. Michael Clark et Stephen Petronio, qui forment équipe depuis 1989, arrivent précédés d'une légère vapeur sulfureuse : elle se dissipe

assez vite, leur provocation se limitant à celle, plutôt gentille, des costumes. Sculptés par Benvenuto Cellini, Michael est un danseur magnifique qui aime les regards, mais tous les autres, beaux ou moins beaux, ont une personnalité, une splendeur, une présence.

Nos deux larrons intiment leur soirée, en toute simplicité, *Modern Masterpieces*, mais c'est sûrement une plaisanterie, ils ne se prennent pas au sérieux. Michael Clark signe *Cosmo Over E*, sur des musiques de T. Rex, Sex Pistols, Stephen Sondheim (de ce dernier, un hommage à Elizabeth Taylor dont le visage géant apparaît un instant, projeté sur la toile de fond). Et Petronio, *Middle sex Gorge*, sur des rocks brutaux de Wire et de Gareth Jones. Malgré un

évident désir d'utiliser toutes les techniques (il y a même une fille sur pointes dans *Cosmo Over E*) et de pousser chaque muscle, chaque articulation, dans ses derniers retranchements, la chorégraphie de ces deux pièces ne marque pas une date dans l'histoire de la danse contemporaine.

Plus intéressante est celle du *Sacre du Printemps* de Stravinsky, auquel Clark et Petronio, sans le moindre complexe, se sont attaqués ensemble. Si quelques passages restent brouillons ou répétitifs, d'autres traduisent mieux la sensualité primitive, la violence tellurique de la partition. Deux garçons affublés de langues barbes blanches, accroupis pour baisser la terre, sont un clin d'œil au *Vieillard du Sacre* original.

Il y a aussi deux espèces de totems géants, à grossière et titubante silhouette humaine, qui évoquent irrésistiblement, lorsqu'ils amènent la jeune fille nue pour le sacrifice final, Fafner et Fasolt enlevant Freia dans l'Or du Rhin version Chéreau.

La qualité du spectacle tient surtout à la formidable énergie déployée par les danseurs, énergie qui culmine à la fin du *Sacre* dans le sidérant solo de l'Elue (Joanne Barrett), possédée d'une frénésie rituelle, livre de danse jusqu'à la mort.

SYLVIE DE NUSSAC

► Festival d'Automne, Centre Georges Pompidou, jusqu'au 5 octobre à 20 h 30, le 6 octobre à 18 heures. Tél. : 47-74-42-18.

BILLET

Dérépages syndicaux

On peut annoncer des centaines, voire des milliers, de suppressions d'emplois dans n'importe quel secteur d'activité, ou dans n'importe quel grand groupe, les réactions ne seront jamais à la hauteur de celles que provoque la moindre alerte dans la sidérurgie. Après des années de restructuration et de licenciements, le secteur de la sidérurgie, le plus meurtrier, est à l'évidence, pas près de s'effacer.

On peut le comprendre, mais cela justifie-t-il que, dans ce secteur plus qu'ailleurs, on s'attache à toutes les rumeurs, on développe tous les fantasmes et que certains en viennent à se laisser aveugler par un véritable climat de psychoses?

Ce qui se passe depuis le début de septembre est, de ce point de vue, tristement édifiant. Il aura suffi qu'un journal (*l'Usine nouvelle*) évoque la suppression de 4 000 à 5 000 emplois en 1992 - nouvelle qui n'a pas été confirmée par le groupe Usinor-Sacilor - pour que l'on assiste à un déferlement de prise de position et à une grave détérioration du climat social. Tout cela alors que dans la sidérurgie la double signature d'une convention sociale pour les dix ans à venir et d'un accord avant-gardiste sur la formation et la qualification, intitulé « Cap 2000 » aurait dû calmer les esprits.

La convention prévoit que le chiffre des prochaines diminutions d'effectifs ne sera connu qu'en décembre, et qu'en tout état de cause les dégraissages seront traités dans le cadre fixé. Mais les événements se sont accélérés, les syndicats ont quitté la table des négociations sur le temps de travail, chaque organisation multiplie les déclarations suspicieuses et la tentation de la surenchère s'empare des dirigeants nationaux.

C'est ainsi que, à Hagondange, M. Jean Kaspar, secrétaire général de la CFDT, a qualifié de « tout à fait lamentable » la manière dont le PDG d'Usinor-Sacilor aurait annoncé les nouvelles « charrettes », stigmatisant « un comportement de chef d'entreprise du dix-neuvième siècle ». De même, M. Jacques Chérèque, ancien ministre et longtemps responsable syndical, qui se prépare aux élections régionales et qui connaît particulièrement le dossier, a estimé que « la direction d'Usinor-Sacilor n'avait rien appris et tout oublié ».

Il est vrai que ces dérapages ont trouvé un aliment de choix dans l'annonce précipitée qui est intervenue en juin dernier chez Lorient, filiale du groupe. Un plan prévoit en effet la suppression de 330 emplois et la fermeture de deux hauts fourneaux, ce qui a entraîné, à la rentrée, une séquestration.

ALAIN LEBEAUBE

Fourrages : l'Allier reconquiert sa vocation. Le préfet de l'Allier, M. Eric Degremont, a annoncé, vendredi 4 octobre, la signature d'un arrêté reconnaissant le département au cours desquelles les éleveurs ont manifesté et dressé de nombreux barrages pour protester contre l'inculpation d'un des leurs, accusé d'avoir heurté et légèrement blessé avec sa voiture deux gardes-motobles. M. Degremont a assuré en outre avoir « obtenu l'assurance que des décisions gouvernementales importantes seront prises et annoncées au plan national avant la fin de la semaine prochaine, des décisions qui concernent tous les paysans, et particulièrement ceux de l'Allier ». A Mâtignon, on indiquait samedi matin que « la question demeure à l'étude ».

Après l'examen par une commission parlementaire

Le projet de contrat de plan entre l'Etat et France Telecom devra être revu

La commission parlementaire chargée d'examiner le premier contrat de plan qui liera l'Etat à France Telecom dans les trois ans à venir n'est pas vraiment satisfaite de la mouture qui lui a été remise. Ses rédacteurs - le gouvernement et l'entreprise publique - ont été poliment invités vendredi 4 octobre à revoir leur copie.

Le contrat de plan doit fixer les grandes orientations en matière de stratégie industrielle, d'investissements et de tarifs de l'entité France Telecom, entreprise publique distincte de La Poste et dotée de l'autonomie de gestion depuis la loi du 2 juillet 1990. Les parlementaires, qui ont épluché le

document, regretent en effet que « la lumière n'ait pas été faite sur des questions cruciales ». Celles-ci sont au nombre de deux. Quel rôle exact l'Etat entend-il faire jouer à France Telecom dans le cadre de sa politique industrielle? L'interrogation est d'actualité, les rumeurs concernant une éventuelle montée en puissance de France Telecom dans le capital de Bull revenant avec insistance. La seconde interrogation est plus traditionnelle. Elle concerne la position effectuée chaque année par l'Etat sur les bénéfices de France Telecom (15 milliards).

« A la lecture du projet, il est

impossible de savoir qui profitera des surplus dégagés par France Telecom », notent les membres de la commission parlementaire : les « usagers » par le biais d'une baisse des tarifs, le « personnel » dont on ne connaît pas l'évolution des rémunérations, « l'Etat avec son prélèvement ou les autres entreprises de la filière électronique ».

Les investissements de France Telecom devraient s'élever à 150 milliards de francs sur cinq ans. Les prix du téléphone seraient quasiment stables jusqu'en 1994. Par ailleurs, France Telecom devrait s'efforcer de réduire de 1 % par an ses 122 milliards de francs d'endettement.

Alors que la CGT appelle à la grève

M. Jack Lang défend le régime d'indemnisation des artistes

A son tour, M. Jack Lang, ministre de la culture et de la communication, prend publiquement position sur le sort particulier des salariés intermittents du spectacle, actuellement en discussion dans le cadre de la négociation sur le régime d'assurance-emploi (le Monde du 25 septembre).

Dans une lettre adressée à M. Jean-Louis Girat, président de la commission sociale du CNPF, M. Jack Lang, qui fait référence aux révélations publiées dans la presse (le Monde du 27 septembre), « trouve anormal que soient diffusés (...) des chiffres qui correspondent à des données fragmentaires ». « Je ne voudrais pas que les artistes soient les victimes ou les bons émissaires de cette négociation », poursuit le

ministre qui se déclare « personnellement choqué de constater que les noms de plusieurs artistes ont été jetés en pâture à l'opinion publique ».

Sur le fond du dossier lui-même, M. Lang entend « réaffirmer la nécessité de préserver, au sein du régime interprofessionnel de l'UNEDIC, la spécificité du régime d'indemnisation » de ces salariés, laquelle se justifie par « l'intermittence de l'emploi et la multiplicité des employeurs ».

De leur côté, les syndicats CGT de ces professions ont lancé un appel à la grève pour le 10 octobre, jour de la deuxième séance de négociations entre les partenaires sociaux.

Le travail a repris au Crédit agricole Pyrénées-Gascogne

TARBES

de notre correspondant

En grève depuis le 25 septembre 1991 (le Monde des 1^{er} et 3 octobre 1991), les 1 700 employés de la caisse régionale du Crédit agricole Pyrénées-Gascogne, née de la fusion des caisses des départements des Pyrénées-Atlantiques, des Hautes-Pyrénées et du Gers, ont cessé leur mouvement jeudi 3 octobre en soirée, après que leurs syndicats FO et CFDT eurent signé un accord avec la direction. Cet accord porte sur la mobilité du personnel, qui ne sera proposée que sous forme de volontariat, et sur les mesures de compression d'emploi, qui ne devraient pas intervenir avant 1993.

Toutes les agences du Crédit agricole ont rouvert vendredi 4 octobre dans les trois départements concernés par ce rapprochement.

J.-J. R

Baptême en fanfare pour le dernier-né d'Airbus

Airbus Industrie avait mis les petits plats dans les grands pour fêter ses vingt ans et présenter le prototype de son premier quadricoptère, l'A-340, fer de lance de sa lutte contre le monopole de Boeing dans les très longs courriers (le Monde du 5 octobre).

TOULOUSE

de notre correspondant

Bleu, le ciel était dégagé comme pour indiquer la voie au-dessus de Toulouse, point de mire de tout ce qui compte, pense et rêve en matière d'aéronautique. Pour cette première apparition de l'A-340, dernier-né de la famille Airbus, le plus grand de cette prestigieuse lignée, l'Aérospatiale, puissance invitée, avait vu grand. Le hall Clément-Ader, spécialement construit pour assembler ce type d'appareils et inauguré il y a un an à peine par le président de la République, offrait un cadre à la mesure de l'événement mais à la mesure des enjeux économiques.

Les organisateurs, qui avaient invité de cinq à six mille privilégiés du Gotha politique ou économique mondial, dont les ministres anglais, allemand, espagnol et français des transports, les télévisions de dix-huit

pays, près de cinq cents journalistes...

Le spectacle a ouvert, on ne peut plus classiquement avec l'Orchestre national du Capitole de Toulouse dirigé par Michel Pleaçon. Sur un écran de 800 m², la public a eu droit ensuite à un historique rapide des vingt ans du consortium européen et, pendant plus d'une heure, à une sorte de spectacle tour du monde avec ecale obligatoires commandées par un présentateur qui s'exprimait exclusivement en anglais et sans traduction : sambas du Brésil, danses tibétaines, tangos argentine empaquetés d'accords symphoniques, fanfara...

Un discours de M. Jean Piar, le patron d'Airbus, une intervention surprise du ministre français des transports, pour regretter en quelques mots l'attitude de certains membres de la Commission européenne dans l'affaire de l'avion de transport régional, et apparut l'Avion. Un érouillage, comme disent les aviateurs, en grande pompe. Carmina Burana pour la musique, trois cent dix porte-drapeaux, symboles des clients du consortium, pour le décorum. L'A-340 venait d'être présenté au monde. D'ici la fin du mois, il devrait accomplir son premier vol d'essai, toujours dans le ciel toulousain.

GÉRARD VALLÉS

Le chômage est en baisse aux Etats-Unis

Le président Bush veut stimuler l'économie américaine

« Les chiffres du chômage publiés aujourd'hui montrent que l'économie est dans la bonne direction », a déclaré vendredi 4 octobre le président américain, M. George Bush après la baisse de 0,1 point - à 6,7 % - du taux de chômage américain en septembre. Profitant de cette baisse jugée encourageante, le président des Etats-Unis est monté au créneau à propos de l'économie américaine, tentant de stimuler les entreprises et de ramener la confiance des consommateurs.

Citant en outre « la hausse des ventes automobiles et de logements », M. Bush a estimé que « l'économie se renforce », ajoutant à l'adresse des investisseurs et des consommateurs que « les taux d'intérêt sont tombés à un niveau que nous n'avions plus vu depuis 1977 ». Ces propos rassurants n'ont pas empêché la baisse des cours à Wall Street, les opérateurs anticipant une dégradation des entreprises au troisième trimestre, vu la faible ampleur de la reprise.

La plus grande manifestation depuis 1956 à Helsinki

Les syndicats finlandais s'opposent à une réduction de 10 % des salaires

La situation économique de la Finlande ne cesse de se dégrader. Le chômage augmente en flèche : près de 250 000 sans emploi aujourd'hui, quelque 100 000 de plus attendus à la fin de l'année. Le taux de chômage approche la barre des 10 %. De nombreuses entreprises déposent leur bilan.

HELSINKI

de notre envoyée spéciale

On s'était pas vu cela dans la capitale finlandaise depuis 1956, année de la grande grève. Le 3 octobre, quelque quarante mille personnes se sont rassemblées sur la place du Sénat à l'appel principal de la centrale syndicale ouvrière (SAK) pour protester contre la politique économique du gouvernement de centre droit de M. Esko Aho.

Le 24 avril dernier, en présentant la déclaration d'intention de son gouvernement, le premier ministre centriste assurai - sans toutefois donner trop de précisions - qu'il redresserait sans tarder l'économie vieillissante de la Fin-

lande. Depuis, les choses empirent. Une chirurgie d'urgence s'impose pour stopper l'alarmante dégringolade, mais les mesures proposées sont loin de faire l'unanimité. Le patronat exige - depuis le printemps déjà - une réduction des salaires de 10 %. L'industrie forestière, pilier de l'économie finlandaise, réclame maintenant, quant à elle, une réduction de 13 % sur deux ans, négociée séparément avec le syndicat ouvrier concerné, es marge des négociations centrales en cours. Le premier ministre n'est pas d'accord et propose ce qu'il appelle la « ligne zéro » avec gel des salaires et suppression des primes de vacances.

Les salariés ne veulent pas faire les frais de la crise et refusent notamment qu'on touche à la couverture sociale. Durant les « années folles » de l'expansion économique de la Finlande, les salaires ont en effet régulièrement augmenté tous les ans et, comme on s'habitue vite aux effets d'une situation positive, ce a du mal à accepter un changement brutal et les sacrifices nécessaires dictés par la baisse de la conjoncture.

FRANÇOISE NIÉTO

M. Jean-Louis Bianco face aux médecins de Charente-Maritime

Le ministre dans la cage aux lions

SAINTES

de notre envoyé spécial

L'amphithéâtre est plein. Les quelque trois cent cinquante médecins libéraux sur les huit cent trente que compte le département de Charente-Maritime qui y ont pris place dominent M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales, installé derrière un bureau. « Je ne suis pas venu ici, à Saintes, pour éduquer mais pour vous écouter, assure le ministre. Notre système de santé est bon, mais il est générateur de gaspillages. Il faut définir ensemble de nouvelles règles du jeu. » Instruit par l'expérience des deux premières étapes du tour de France qu'il entame, le ministre se livre à un monologue. « Je ne suis pas venu ici, à Saintes, pour éduquer mais pour vous écouter, assure le ministre. Notre système de santé est bon, mais il est générateur de gaspillages. Il faut définir ensemble de nouvelles règles du jeu. » Instruit par l'expérience des deux premières étapes du tour de France qu'il entame, le ministre se livre à un monologue.

Après quelques échanges nigres-doux sur la formule d'abonnement auprès d'un généraliste (le Monde du 10 avril), le débat aborde, comme prévu, le thème des honoraires. 180 francs pour la consultation chez un généraliste, 130 francs pour le spécialiste bloqués depuis avril 1990. Un généraliste donne le signal. « Le gouvernement n'a pas tenu parole. La consultation doit être portée à 100 francs. Non sans mal, le ministre donne lecture de la lettre d'intention en mars 1990 par son prédécesseur, M. Claude Evin - les affluents fusent, dans laquelle il est précisé que le gouvernement n'appliquera le calendrier de revalorisation des honoraires qu'à condition que se concrétisent les engagements de modernisation des dépenses prévus par les syndicats professionnels et la Caisse nationale d'assurance-maladie. Ce préalable n'ayant pas été rempli, les 100 francs ne sont donc pas d'actualité... »

« Arrêtez de nous parler de gros sous. C'est de médecine dont il s'agit », proteste un généraliste. Jusqu'ici très poli, le ministre réplique sur le même ton. « Mais c'est vous qui n'arrêtez pas de me parler de gros sous ! Y aurait-il des bons gros sous - lorsqu'il s'agit d'augmenter les honoraires - et

les mauvais gros sous, lorsqu'il s'agit de faire des économies ? » La salle se fait houleuse mais le ministre poursuit son raisonnement. Pour chaque consultation à 90 francs, la prescription moyenne d'un médecin est de l'ordre de 360 francs. Conclusion : « En réalisant 10 % d'économies sur les prescriptions, on pourrait facilement porter la consultation à 100 francs ».

Au moins au prix du plombier

Rien à faire. Les contestataires exigent les 100 francs. « On ne veut pas de carottes, qu'on nous mette au moins au prix du plombier ! », lancent quelques-uns. « Quatre-vingt-dix-neuf pour cent des médecins font attention à ce qu'ils prescrivent. Ce qui coûte cher, c'est le progrès technique. C'est, aussi, les choix qu'ont fait les Français », explique un praticien d'une quarantaine d'années qui se demande s'il lui faudra laisser les gens mourir pour réaliser des économies.

Tel un joueur de tennis, M. Bianco renvoie consciencieusement les balles. « Croyez-vous vraiment que de strictes nécessités médicales justifient que certains remboursements augmentent de 30 % ou 40 % en trois ans ? En France, depuis 1975, les dépenses ont progressé chaque année de 5 % en valeur contre 2,5 % en Allemagne où les gens ne sont, que je sache, pas moins bien soignés. » « On s'agitait vraiment à un technocrate », soupire un pédiatre.

Un jeune médecin rocheleais résume le débat à sa façon. « Monsieur le ministre, vous êtes comme un dresseur avec des lions. Pour nous dompter, il faut que nous ayons le ventre plein. » La métaphore détonne l'atmosphère. « En bloquant les tarifs, poursuit-il, vous pénalisez ceux qui ont accepté d'appliquer les tarifs de la Sécurité sociale, et singulièrement les généralistes, qui ne peuvent pas multiplier les actes. » Minutisme d'une partie de l'audience (la moitié des praticiens du département dépassent les honoraires conventionnels) et réponse embarrassée de l'ancien secrétaire général de l'Elysee.

qui admet que « 90 francs pour une consultation, ce n'est pas assez » et propose une « programmation des revalorisations en fonction des efforts d'économie ».

« Mera d'être venus m'écouter », conclut, souriant, M. Bianco au terme d'un face à face de plus de deux heures. Premiers - et derniers - applaudissements. « Je ne suis pas vraiment déçu car il n'y avait rien à attendre. Cela dit, il n'est vraiment pas encourageant, le ministre », a amusé un participant. « Venir affronter les médecins de base, c'est courageux », juge pour sa part le docteur Yves Fouré, trente-neuf ans. « C'est vrai, admet ce généraliste de La Rochelle, la plupart d'entre nous n'intégrant pas la dimension économique dans leur comportement. On ne s'en sortira qu'à condition que chacun intervienne à son propre niveau : le généraliste doit être le premier recours et le spécialiste ne doit intervenir qu'en seconde instance. » « Il y a des intérêts divergents, renchérit un médecin de campagne. Les marginaux, ces médecins de ville qui multiplient les actes alors que je fais 150 kilomètres par jour, nous pénalisent. »

M. Bianco sait qu'il n'a pas retourné la salle mais, en communiquant en direct avec près de 40 % des praticiens libéraux du département, il a atteint son objectif. « Les esprits sont en train d'évoluer », affirme-t-il. Certains indices pourraient le laisser supposer. Principale organisation professionnelle, la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF) propose d'établir un lien entre le niveau des honoraires et le nombre d'actes pratiqués par chaque praticien. En désaccord avec le gouvernement sur la méthode, M. Jean-Claude Malat, président (FO) de la Caisse nationale d'assurance-maladie, suggère de son côté une négociation annuelle sur l'évolution des dépenses. Pour autant, le corps médical est encore très réticent à l'égard d'une « politique de maîtrise concertée » de son activité. Tel paraît bien être le principal enseignement du dialogue engagé par M. Bianco.

JEAN-MICHEL NORMAND

REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 30 SEPTEMBRE AU 4 OCTOBRE

PARIS

Manque de conviction

INDICE CAC 40
-1,53%

« Les nouvelles économiques sont mauvaises, les résultats des sociétés ne sont pas bons... Dans ces conditions, il est étonnant qu'il n'y ait pas davantage de gens à avoir envie de laisser leurs titres. Ces quelques lignes résumant le sentiment partagé par nombre de professionnels au cours de la semaine écoulée. Quand bien même le recul de l'indice n'est rien d'une glissade, il est difficile de faire semaine plus mauvaise... »

Lundi déjà, le ton était donné. Effacement, disaient les boursiers, qui se matérialisait par un repli de 0,17 % des valeurs françaises. Surtout mardi, où l'indice CAC 40 reprenait un peu de hauteur (+0,36 %). Les jours suivants la dégringolade reprenait. Mercredi, l'indice de la place abandonnait 0,48 %. Jeudi, il perdait 0,59 % pour finalement s'inscrire en net repli de 0,81 % vendredi. Entre la dernière séance de septembre et les quatre premières d'octobre, la Bourse de Paris a finalement reculé de 1,53 %, il faut remonter à la première semaine du mois de juillet pour trouver un recul aussi important des valeurs françaises. Cela étant, la place parisienne conserve malgré tout le second rang des places mondiales en terme de progression depuis le début de l'année, Hongkong caracolant en tête avec plus de 30 % de gains depuis le 1^{er} janvier.

Si les analystes restent nombreux à accorder un potentiel de

hausse de 10 % à l'indice CAC 40, il n'en est pas moins vrai qu'il y a des difficultés à franchir. C'est des 1.900 points fait partie de ceux-ci. Tout au long de cette semaine, l'indicateur de la place aura buté sur cette barre sans jamais réussir à la dépasser.

Assistons-t-on à une correction sur le marché des actions que la Caisse des dépôts juge, aujourd'hui, surévalué ? D'autant plus surévalué que celui-ci a largement anticipé une détente monétaire à venir. En effet, la Caisse, dans son étude de conjoncture, estime maintenant que la croissance économique de l'Hexagone sera de l'ordre de 1,1 % pour l'année 1991. Cette faiblesse de la conjoncture pourrait entraîner une brutale correction des cours.

M. Roland Icard, directeur général des études de la Banque de France, qui s'exprime, mardi 1^{er} octobre, devant le Centre national des professions financières, souligne lui aussi qu'une certaine reprise de la croissance économique devrait intervenir à la fin de l'année mais qu'elle serait relativement « molle ». Tout en rappelant que les économistes tablent généralement pour cette année sur un taux de croissance compris entre 1 % et 1,5 % et de 2 % à 2,5 % pour 1992. Lors de la même conférence, M. Icard a ajouté avoir noté une certaine déception chez les industriels français à la suite de résultats enregistrés pour le mois de septembre.

Les résultats des entreprises ont effectivement déçu et ont été sanctionnés par les boursiers, ce

qui prouve que les nouvelles médiocres en provenance des sociétés ne sont pas toujours vraiment assimilé au marché.

Malaise croissant

Preuve supplémentaire du malaise de la place parisienne, la baisse de vendredi. La rumeur de démission de M. Pierre Bérégovoy a été mal accueillie par le marché qui a baissé dans des proportions plus importantes que l'ensemble des places européennes. Selon un opérateur, le ministre des finances demeure le garant de la tenue du franc au sein du SME. L'hypothèse de son départ et les conséquences qu'il aurait sur le franc au sein du système européen et sur la tenue du marché du crédit en France ont déclenché quelques ventes de précaution dans un marché étroit. Les chiffres américains du chômage bien accueillis par les différents marchés de taux ont cependant permis au notional de se redresser dans l'après-midi et à la place parisienne de faire un peu meilleure figure.

Cette semaine aura bien sûr été ponctuée par les résultats semestriels des entreprises et les sanctions qui s'ensuivent, mais aussi par plusieurs autres événements concernant certains valeurs. Mercredi, Seifert fit l'objet de mouvements de spéculation ont qualifiés d'inhérents, pour le moins. Mouvement spéculatif sur une éventuelle recomposition du capital. Il y eut le même jour le désengagement du groupe franco-américain Schlumberger de la

Général des Eaux. Ce reclassement de titres - un peu moins de 3 % - crée une certaine animation. L'opération effectuée hors marché par le Crédit lyonnais et Morgan Stanley a porté sur 555 000 titres autour de 2 500 francs l'action. La transaction a finalement dépassé 1,5 milliard de francs et, selon le Crédit lyonnais, l'ensemble des titres ont été placés en moins de trois heures.

Jeudi, ce sera le retour à la cotation d'Hutchinson après la suspension décidée lors du lancement de l'offre publique alternative d'échange ou d'achat notée par Total. Total, qui aura fait parler de lui cette semaine puisqu'il annonçait simultanément sa demande d'inscription à Wall Street et une augmentation de capital portant sur 2,9 millions d'actions nouvelles (le Monde du 5 octobre). Moulinex aussi annoncera le même jour une augmentation de capital de 221,7 millions pour rééquilibrer ses fonds propres, qui atteindront à la fin de l'opération 1,6 milliard de francs, tandis que l'endettement sera ramené à 1,9 milliard de francs.

Malgré toutes ces nouvelles peu enthousiasmantes, certains experts ne veulent pas céder à la morosité. Le marché de Paris n'est pas, selon eux, très cher en comparaison de New-York, Londres ou Francfort. Toutefois les investisseurs y renouvellent que les difficultés, les affluents de capitaux sont déjà en bonne place dans les portefeuilles.

FRANÇOIS BOSTNAVARON

NEW-YORK

Découragement

INDICE DOW JONES
-1,47%

L'absence d'attente de nouvelles interventions de la Réserve fédérale américaine (Fed), la Bourse de Wall Street a abandonné ses gains initiaux à la fin de la semaine passée. Le Dow Jones a fluctué autour de la barre des 3.000 points pour terminer la semaine à 2.961,76, en baisse de 44,28 points (-1,47 %) par rapport à la clôture de vendredi dernier.

Autre facteur baissier, de nombreux analystes tablent sur des résultats décevants des entreprises américaines au troisième trimestre, à la lumière des dernières statistiques témoignant d'une reprise léthargique.

L'indice composite des principaux indicateurs économiques est resté inchangé en août après six mois consécutifs de progression, les dépenses de construction n'ont augmenté que de 0,3 % contre une hausse de 1,6 % en juillet et les commandes passées aux industries américaines ont diminué de 1,9 %, contre une augmentation de 6,1 % en juillet (chiffre révisé).

De son côté, l'inflation, bâton noir de la Fed, ne semble pas menacer l'économie américaine. Il paraît donc logique, selon les experts, qu'au lieu de redonner du tonus à l'économie, la Fed décide

d'assouplir à nouveau sa politique de crédit. En revanche, la fermeté du secteur manufacturier (hausse à 55 % en septembre de l'indice mensuel de l'association des directeurs d'achats, au plus haut niveau en trois ans) ainsi que les statistiques du chômage (6,7 % en septembre), en baisse de 0,1 point) ont accéléré les dégoûts boursiers, car ces éléments pourraient inciter la Fed à repousser d'au moins plusieurs semaines toute intervention.

Indice Dow Jones du 4 octobre: 2.961,76 (c. 3.006,04).

	Cours 27 sept.	Cours 4 oct.
Alcoa	63 3/4	58 3/4
AT&T	37 1/2	36 3/8
Bearing	30 3/8	28 1/8
Chase Man. Bank	18 3/8	17 1/4
De Paul de Memphis	45	43 5/8
Eastman Kodak	42 1/4	42 1/8
Exxon	58 3/4	58 1/8
Ford	30 1/8	30 3/4
General Electric	68 7/8	68 3/8
General Motors	37 5/8	38 3/8
Goodyear	43 1/2	43 1/8
IBM	102 1/4	102 1/4
ITT	55 1/4	55 1/2
Mobil Oil	68 3/8	68 7/8
Pfizer	64 1/2	64 5/8
Schlumberger	67 5/8	66 1/2
Tesoro	63	63
U.S. Steel Corp.	126 3/4	126 3/4
Union Carbide	20 5/8	19 7/8
United Tech.	44 3/8	43 1/4
Westinghouse	22 3/8	22 3/4
Xerox Corp.	61	61 1/8

TOKYO

Six semaines de suite

INDICE NIKKEI
+2,6%

La Bourse de Tokyo a terminé la semaine en hausse, pour la sixième fois consécutive, sous l'effet conjugué d'anticipations d'une nouvelle baisse des taux d'intérêt et du raffermissement du yen par rapport au dollar. Le Nikkei a clôturé à 24.569,90 points en hausse de 627,43 points par rapport à la semaine précédente, soit un gain de 2,6 %. L'indice avait progressé la semaine précédente de 776,73 points. Le marché a été modérément actif, le volume moyen des transactions journalières a augmenté à 481,3 millions de titres contre 435,5 millions la semaine dernière.

Le marché a connu lundi une ouverture mitigée. L'humeur attendue prévalant parmi les investisseurs institutionnels qui clôturent leurs comptes semestriels, les affluents de capitaux ont permis de maintenir le marché à la hausse (+1,93 %). Cette tendance a été renforcée par l'annonce de la décision de la Ban-

que de Japon de réduire le taux des réserves obligatoires des banques commerciales. Mercredi, une correction technique après les gains de la veille laissa l'indice inchangé. Jeudi, il gagnait 1,9 %. Vendredi, en revanche, il perdait 0,5 % sous l'effet des prises de bénéfices d'investisseurs inquiets de la rapidité de la hausse du yen.

Les opérateurs ont estimé que la confirmation des informations selon lesquelles le Premier ministre, M. Toshiki Kaifu ne briguera pas un nouveau mandat à la tête du Parti libéral démocrate (au pouvoir), aurait peu d'impact sur le marché au cours de la semaine à venir.

Indice du 4 octobre: Nikkei, 24.569,90 (c. 23.969,47); Topix, 1.883,32 (c. 1.829,10).

	Cours 27 sept.	Cours 4 oct.
Akai	1.880	1.860
Brigance	1.090	1.200
Canon	1.520	1.570
Fuji Bank	2.610	2.720
Honda Motors	1.600	1.590
Mitsubishi Electric	1.560	1.550
Mitsubishi Heavy	1.750	1.740
Sony Corp.	5.460	5.200
Toyota Motors	1.580	1.560

LONDRES

Progression +1 %

La Bourse de Londres a légèrement progressé pendant la semaine écoulée grâce au soulagement provoqué par le report des élections au printemps prochain, sur un marché tenu en haleine par les spéculations sur l'avenir de British Aerospace. D'un vendredi sur l'autre, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a gagné 25,6 points (soit 1 %) à 2.624,6 après être remonté en cours de semaine à moins de 40 points de ses records du début septembre. Les rumeurs de possible démantèlement ou de possible prise de contrôle du groupe aéronautique par General Electric Company (GEC) ont monopolisé l'attention des opérateurs de mardi à jeudi, avant de s'estomper finalement dans le scepticisme général. L'autre vedette a été BT (ex-British Telecom), qui a gagné 6,5 % après l'annonce des premiers détails de la deuxième tranche de sa privatisation en décembre.

Indice « FT » du 4 octobre: 2.624,6 (c. 2.599,0); 30 valeurs, 2.018,7 (c. 2.018,9); mines d'or, 161,2 (c. 158,1); fonds d'Etat, 87,26 (c. 87,28).

	Cours 27 sept.	Cours 4 oct.
Bovater	6,82	6,87
BP	3,37	3,38
Charter	5,40	5,25
Courtauld	4,65	4,75
De Beers	15,80	15,87
Glaxo	13,53	14,02
GUIN	18	18,25
ICI	13,02	13,10
Reunert	9,57	9,35
Shell	5,04	5,05
Unilever	7,77	8,00
Vickers	1,78	1,80

FRANCFORT

Déprimée mais résistante -0,41 %

Encore une semaine de déprime pour la place francfortoise, qui a fini en faible repli, montrant ainsi une certaine résistance: le Dax n'a pas passé à la baisse le seuil psychologique des 1.600 points, terminant la semaine à 1.601,73, en repli de 6,7 points.

En quatre séances, jeudi 3 octobre étant férié (anniversaire de la réunification allemande, d'après la fête nationale), la plupart des valeurs allemandes sont revenues à leurs cours de départ, voire au-dessous, faute de nouveaux éléments.

« Pas de relief, donc pas de volume », a commenté localement un intervenant, soulignant que depuis le putsch manqué en URSS, le marché était atone. A 1.601,73 points, le Dax est revenu à son niveau du 21 août quand les valeurs vedettes allemandes se sont remises du coup d'Etat raté contre M. Gorbatchev. Depuis, la prudence domine et même lorsqu'un secteur présente des perspectives intéressantes, ses valeurs ne réagissent que faiblement.

Indice du 4 octobre: DAX, 1.601,73 (c. 1.608,14); Commerzbank, 1.845 (c. 1.869,50).

	Cours 27 sept.	Cours 4 oct.
ARAG	177	182
BASF	240	238,10
Bayer	287,50	289,30
Commerzbank	1.845	1.869,50
Deutschebank	243,60	244
Hoechst	243,60	244
Karstadt	610,50	598
Mannesmann	268,70	271
Siemens	636,90	641,20
Volkswagen	364,50	361,50

Banques, assurances, sociétés d'investissement

	4-10-91	Diff.
AMF	594	inch.
AXA (ex-4 M&M)	953	-7
BNP	120,50	+0,50
Crédit Lyonnais	518	-18
Crédit Agricole	615	+20
CCF	173	+0,20
CFP	1081	-24
CCI	336	-3
Changéurs	943	+40
CPH	276,10	+3,90
Eurofin	1245	inch.
GAN	1915	inch.
Lafont	766	+16
Midland Bank	74,60	+1,10
Paribas	66,50	+0,50
Schneider	689	-43
Société Générale	460,40	+5,40
Sovac	755	-23
Suez (ex-10)	318,10	-2,60
UAP	594	-18

Produits chimiques

	4-10-91	Diff.
Inst. Mérieux	4420	+120
Roussel-Uclaf	1929	+9
Synthelabo	400	+48
BAV	842	+2
Bayer	982	+3
Hoechst	825	+3
Imp. Chemie	130,60	+2,80
Norik Hydro	156,80	+2,30

Alimentation

	4-10-91	Diff.
Bégine-Say	616	-13
Bouygues	2.355	+69
BSN	951	+4
Carrefour	2.095	+5
Cassio G. Inc.	44,80	+6,70
Guyenne-Gasc.	1.330	-19
LVHM	4.136	-74
Dilgar	203,50	+7,80
Perrier-Ricard	1245	-16
Promodis	2.570	+10
Saint-Louis	1.329	-120
Souffle Perrier	1.333	-12
Nestlé	32.330	+180

Bâtiment, travaux publics

	4-10-91	Diff.
Axell d'entr.	971	-17
Bouygues	601	+6
Ciments français	295,20	+2,70
GTI	400	+18,80
Immob. Phénix	175,50	+2,50
J. Leclerc	816	-17
Lafarge-Coppex	137	+6
Poliet	444	-20
SGE-SB	253	+6,60

Métallurgie, construction mécanique

	4-10-91	Diff.
Alpi	366	+1,50
Dassault Aviation	400	+3,90
De Dietrich	1.250	-12
Fives-Lille	325	+2,10
Peugeot	430	-1
Peugeot	603	-14
SAGEM	1.075	+25
Sinclair, Pacon	853	-27
Valloire	545	+6
Valloire	321	+6,80

Filatures, textiles, magasins

	4-10-91	Diff.
Agache (Fin.)	1.121	-29
BHV	740	-28
Basat	2.097	-52
DMC	335,10	+0,10
Gal. Lafayette	1.613	-38
Nouv. Galeries	500	-13
Printemps	852	+1
La Redoute	4.769	+84
SCA	30,55	+1,55

Matériel électrique

	4-10-91	Diff.
Alcatel	994	-7
Alstom	189,10	+15,10
Generale des eaux	2.394	-83
Interchimie	874	-53
Labinal	720	-10
Lyon. des eaux	506	-12
Legrand	338	+6
Matra	196,50	-3,50
Merle-Gier	531	+3
Moulinex	147,80	-12
Radio-technique	506	-12
SEB	1.640	-49
Sev. Avionique	390	+7
Thomson-CSF	147	-6,40
IBM	861	-41
ITT (Ind.)	316	-5,50
Schlumberger (2)	374,70	-11,10
Siemens	2.152	-33

(1) Cotation de 2,10 F.
(2) Cotation de 1,70 F.

Mines, caoutchouc

	4-10-91	Diff.
Geophysique	735	-45
Imetel	274	-7
Métallurgie	79,40	-0,50
Michelet	124,20	-0,30
RFA	55,70	+0,30
ZCL	1,65	inch.

Mines d'or, diamants

	4-10-91	Diff.
Anglo-América	213,20	+1,30
Anglo	391,50	+5
Bull. Gold M.	64,35	+1,25
De Beers	158,70	+0,20
Drief. Cons.	68,20	+3,10
De Beers	23,90	+0,90
De Beers	31,95	+1,45
De Beers	23,70	+2,10
De Beers	41,10	+1
Western Deep	201	+9

Valeurs à revenu fixe ou indexé

	4-10-91	Diff.
3,80 % 1977	121,45	+0,35
10 % 1978	100,51	-0,05
9,80 % 1978	100,35	-0,10
9 % 1979	99,65	-0,20
10,80 % 1979	102,25	+0,45
FTT 10 %	497,5	+0,15
CNE 3 %	99,45	+0,18
CNE 5 %	99,05	+0,10
CNE 5 %	99,30	-0,15

MATIF

Notionnel 10 %. - Cotation en pourcentage du 4 octobre 1991
Nombre de contrats: 117 749

	DEC. 91	MARS 92	JUIN 92	SEPT 92
Premier	106,60	106,66	106,96	
+ haut	106,74	106,78	107,10	
+ bas	106,46	106,56	106,96	
Dernier	106,70	106,78	107,10	106,90
Compensation	106,70	106,76	107,10	106,90

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	27-9-91	30-9-91	1-10-91	2-10-91	3-10-91
RM	3 245 512	3 273 826	2 681 356	2 086 420	3 781 319
R. et obl.	6 981 996	14 140 942	15 854 249	4 890 829	7 247 202
Actions	532 919	105 951	83 967	72 630	308 965
Total	10 760 427	17 520 719	18 621 572	7 029 869	11 337 486

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 28 décembre 1990)

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 28 décembre 1990)					
Françaises .	122,8	122,3	123,1	122,8	122,1
Etrangères .	114,7	114,6	115	114,8	114,7

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Un nouveau compartiment

L'ouverture d'un nouveau compartiment sur le marché international des capitaux est un événement très rare. Dans la conjoncture actuelle, il ne peut guère se produire que si les autorités d'un pays acceptent de lever certaines restrictions et favorisent sur place l'émission d'emprunts étrangers dont elles souhaitent que les titres soient répartis à l'intérieur de leurs frontières et à l'étranger, de la façon la plus large possible.

Le Trésor public d'Australie a pris des mesures en ce sens au mois d'avril dernier, autorisant les principales organisations supranationales de développement ainsi que certains établissements publics de grand renom à lancer des émissions d'obligations libellées dans sa monnaie, sur son marché. Un pays qui tient à promouvoir le rôle de sa propre place financière trouve un grand profit à adopter une telle attitude. S'il se montre restrictif, il risque d'assister au développement d'un euro-marché dont le contrôle peut lui échapper complètement.

Un premier emprunteur vient de faire usage de la possibilité nouvelle qui lui était offerte en Australie. La Banque européenne d'investissement d'un établissement londonien, Hambros Bank, a invité les grands investisseurs institutionnels du monde entier à souscrire à des titres nominatifs de dix ans de durée, pour un montant total de 400 millions de dollars australiens (1,8 milliard de francs), pour un rendement de 10,32 %.

Lancée le 1^{er} octobre, l'affaire était attendue depuis un moment déjà. Cela faisait trois semaines,

que tout était prêt. Si elle a quelque peu tardé, c'est parce que sa réalisation dépendait de celle d'une autre transaction financière qui se montait à New-York, en dollars des Etats-Unis, pour le compte d'un établissement public australien de premier plan. Les deux débiteurs envisageaient d'échanger le produit de leurs emprunts, l'australien souhaitant se procurer les dollars de son pays que l'Europe s'appropriait à lever à bon compte, tandis que la Banque européenne recherchait des dollars américains. Chacun des deux emprunteurs a pu ainsi bénéficier du crédit de l'autre, ce qui leur a permis de diminuer le coût de leur financement.

Une première en dollars australiens

La signature de la Banque européenne d'investissement est une des meilleures qui soient. Partout où cet organisme parvient à lever des fonds d'excellentes conditions, il n'a jamais sollicité l'euro-marché du dollar australien, aussi son entreprise, bénéficiant d'un effet de rareté, était vouée au succès d'emblée, pourvu qu'il n'abuse pas de la situation. Or, fait il s'est montré très raisonnable, proposant aux investisseurs un rapport de bûit points de base (au centième de point de pourcentage) de plus que le rendement des fonds d'Etat australiens. La marge s'est rapidement réduite à presque rien, puis a disparu, alors que les souscriptions affluèrent.

Cette évolution ne signifie pas qu'un départ en ait pu se contenter d'offrir la même rémunération que le Commonwealth d'Australie. Il fallait une petite prime pour attirer immédiatement les investisseurs locaux. Leur appétit a été grand, s'ajoutant à celui qui se manifestait dans d'autres régions du monde, en Europe et en Asie notamment. Quant à l'emprunteur australien qui se présentait à New-

York, sa transaction avait le mérite de fournir aux investisseurs l'assurance que les titres seraient faciles à négocier. C'était même sa principale raison d'être. L'opération devait remplacer plusieurs petites émissions anciennes, très peu liquides parce que d'une taille trop faible. Vicfin, l'émetteur de l'emprunt américain, est un établissement public dant un des rôles est de lever des fonds pour le compte de l'Etat de Victoria. Aucun débiteur australien ne jouit d'un aussi bon crédit sur le plan international que la Banque européenne d'investissement. Les Etats et leurs dépendances sont cependant très appréciés et Vicfin n'a pas payé très cher son émission. Le coût en était suffisamment intéressant pour que son produit soit échangé contre celui de la Banque européenne. Pour celle-ci, finalement tout se passe comme si elle avait levé des fonds, non pas en dollars australiens mais en dollars américains par le biais d'un emprunt à taux variable dont la rémunération, semestrielle, serait de près d'une quarantaine de points de base inférieure au Libor, le taux d'intérêt de référence sur le marché international des capitaux.

Parmi les éléments qui expliquent l'attrait des placements en dollars australiens, le principal est la diminution du taux de l'inflation. Les rendements des titres à long terme dépassent les 10 % alors que l'indice des prix à la consommation ne progresse plus qu'à un rythme de l'ordre de 3 %. Il y a quelques semaines encore les spécialistes étaient nombreux à s'interroger sur la solidité des succès remportés sur ce plan en Australie. A la suite de l'entreprise de la Banque européenne d'investissement, le camp des sceptiques a considérablement diminué.

CHRISTOPHE VETTER

DEVISES ET OR

Hausse remarquable du yen

Un dollar déprimé toute la semaine dans l'attente d'une baisse du taux d'intérêt américain, puis revigoré à la veille du week-end, la baisse n'ayant pas eu lieu, et un yen en ascension brutale, tels ont été les faits marquants d'une semaine relativement calme, bien que les opérateurs restent aux aguets.

Donc, la devise américaine, au cours de la période sous revue, a commencé à fléchir, revenant à ses plus bas cours de près cinq mois, à savoir 1,66 deutsche mark et 5,66 francs. Tous les opérateurs, dans le monde entier, tablaient sur une augmentation du chômage aux Etats-Unis, annoncée à la fin de la semaine, et, subéquemment, sur une nouvelle diminution des taux d'intervention de la Réserve fédérale. Une telle diminution aurait eu l'effet habituel, c'est-à-dire un relâchement des cours du dollar, les placements effectués dans cette devise devenant moins rémunérateurs, surtout par rapport à ceux effectués en marks ou en yens.

Vendredi, à 14 heures, la nouvelle tombait sur les écrans dans tous les pays en même temps : le taux de chômage américain s'était contracté à 6,7 % de la population active, en septembre, contre 6,8 % en août, et il est vrai, 5,7 % en août 1990. Le nombre des emplois non agricoles s'était accru de 24 000, après 34 000 en août. Les analystes de Wall Street s'at-

tendaient à une augmentation du taux de chômage, qu'ils voyaient à 6,9 % et en déduisaient donc que les autorités monétaires assoupliraient à nouveau leur politique. Ces derniers ne l'ont pas fait, ou du moins pas encore, car tout est encore possible dans ce domaine. En tout cas, après ces chiffres, le dollar s'est immédiatement redressé par rapport aux monnaies européennes, à 1,6750 DM et 5,71 francs sans toutefois retrouver ses cours de la semaine dernière. L'un des gouverneurs de la Réserve fédérale, M. John Lawrance, a déclaré qu'il croyait toujours à une reprise générale de l'économie américaine.

Autre événement de la semaine, la vive hausse du yen, provoquée par des spéculations selon lesquelles le groupe des sept pays les plus industrialisés du monde (G7), qui va bientôt se réunir, souhaiterait que la devise japonaise s'apprécie afin de ralentir la progression de l'excédent commercial nippon. Cette hausse du yen s'est confirmée en fin de semaine, ce qui a fait monter le yen à Paris à 4,39 centimes, contre 4,29 centimes précédemment ; de quoi verser un peu de baume au cœur de tous ceux qui redoutent l'« invasion » nipponne. Dans le système monétaire européen, le franc a pu réagir aux nouvelles rumeurs de départ de M. Pierre Bérégovoy, jugées fantaisistes et peu crédibles.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 27 SEPTEMBRE AU 4 OCTOBRE

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libre	S.E.U.	Franc français	Franc suisse	D.Mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
New-York	1,7410	-	17,5238	68,2360	39,7193	2,8995	52,9441	0,0798
Paris	1,7310	-	17,4216	68,1198	39,5471	2,8801	52,6315	0,0793
Bruxelles	6,9330	5,7065	-	389,389	346,788	16,5962	382,4112	4,5578
Zurich	6,9387	5,7090	-	391,685	348,652	16,5372	387,1852	4,5595
Amsterdam	2,5911	1,4655	25,6812	-	87,5186	4,2478	17,6629	1,1785
Francfort	2,5111	1,4680	25,5749	-	87,1216	4,2281	17,2631	1,1659
Bruxelles	2,9153	1,6745	29,3437	114,2643	-	4,8536	88,7387	1,3374
Amsterdam	2,9167	1,6850	29,3554	114,782	-	4,8531	88,6842	1,3373
Bruxelles	46,0645	34,50	6,0497	23,5414	20,6831	-	18,2829	2,7555
Amsterdam	46,1003	34,72	6,0487	23,6512	20,6953	-	18,2736	2,7555
Amsterdam	3,2852	1,8870	33,0675	128,76	112,699	5,4695	-	1,5071
Amsterdam	3,2889	1,9000	33,1110	129,41	112,759	5,4723	-	1,5079
Milan	218,171	125	218,389	854,319	174,688	36,586	663,4678	-
Milan	218,1865	126	218,5121	854,106	174,744	36,5903	663,1578	-
Tokyo	236,378	130	22,7810	88,7009	71,6351	3,7681	68,8924	0,1038
Tokyo	231,6078	133,80	23,101	91,1444	79,4045	3,8536	70,4210	0,1041

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 4 octobre, 4,3896 F contre 4,2899 F le vendredi 27 septembre 1991.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Turbulences à Paris

Il a suffi qu'une nouvelle rumeur de départ de M. Bérégovoy se répande sur les marchés pour faire rebondir les cours du MATIF et remonter les rendements des obligations françaises. Sur le MATIF, l'échéance décembre, qui avait culminé à plus de 107 en milieu de semaine, est retombée à 106,60 à la veille du week-end, après un niveau plus bas de 106,40. Quant à l'OTAT dix ans, son rendement, qui avait remonté à 8,90 %, est retombé à 8,88 %.

Comme ce n'est pas le cas (voir la rubrique « Devises et Or »), c'est le statu quo, du moins pour l'instant.

Comme les certificats de dépôts dans les caisses d'épargne, l'état des négociations monétaires montre qu'ils continuent à se situer au-dessus des fourchettes de croissance fixées par la Réserve fédérale, ce qui n'est pas de nature à rassurer cette dernière. Pour l'instant, elle n'assouplit pas, à nouveau, sa politique, comme les milieux financiers l'espéraient. Au cas où le chômage se serait aggravé aux Etats-Unis en septembre, comme ce n'est pas le cas (voir la rubrique « Devises et Or »), c'est le statu quo, du moins pour l'instant.

Nette détente des taux à long terme

Sur le front des émissions, tout a été calme, le marché, toutefois, apparaissant un peu surchargé et les souscripteurs un peu paresseux. C'est ainsi que le placement de l'emprunt d'un milliard de francs, au total, lancé par le Crédit d'équipement des petites et moyennes entreprises (CEPME), a été assez « lourd », malgré la garantie inconditionnelle de l'Etat (l'une des dernières avec celles dont bénéficient les sociétés de développement régional (SDR) et la Banque française pour le commerce extérieur (BFCE) pour une part seulement des émissions).

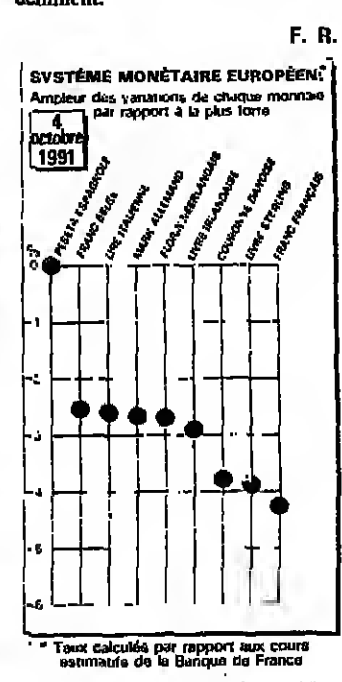
La tranche de 700 millions de francs à dix ans et 9 % nominal, 8,9 % en réel, émise sous la houlette de la Banque Indosuez et de la Caisse nationale du Crédit agricole, était dotée d'une rentabilité un peu « tirée ». Ajoutons-y 300 millions de francs de titres subordonnés remboursables (TSR), toujours avec garantie inconditionnelle de l'Etat, à 9,25 % nominal, 9,08 % réel, correctement accueillis. Nayons garde d'oublier l'adjudication mensuelle d'obligations assimilables du Trésor (OAT) pour un montant assez mince (6 milliards de francs) comme le prévoyait la fourchette précédemment indiquée. Les rendements se sont, logiquement, inscrits en baisse, suivant en cela la tendance du

Sur le front des émissions, tout a été calme, le marché, toutefois, apparaissant un peu surchargé et les souscripteurs un peu paresseux. C'est ainsi que le placement de l'emprunt d'un milliard de francs, au total, lancé par le Crédit d'équipement des petites et moyennes entreprises (CEPME), a été assez « lourd », malgré la garantie inconditionnelle de l'Etat (l'une des dernières avec celles dont bénéficient les sociétés de développement régional (SDR) et la Banque française pour le commerce extérieur (BFCE) pour une part seulement des émissions).

La tranche de 700 millions de francs à dix ans et 9 % nominal, 8,9 % en réel, émise sous la houlette de la Banque Indosuez et de la Caisse nationale du Crédit agricole, était dotée d'une rentabilité un peu « tirée ». Ajoutons-y 300 millions de francs de titres subordonnés remboursables (TSR), toujours avec garantie inconditionnelle de l'Etat, à 9,25 % nominal, 9,08 % réel, correctement accueillis. Nayons garde d'oublier l'adjudication mensuelle d'obligations assimilables du Trésor (OAT) pour un montant assez mince (6 milliards de francs) comme le prévoyait la fourchette précédemment indiquée. Les rendements se sont, logiquement, inscrits en baisse, suivant en cela la tendance du

par les opérateurs. Après une petite pointe à 3,4090 francs, le cours du mark à Paris est revenu à 3,4080 francs.

La Bundesbank aime décidément beaucoup l'écu. M. Otmar Issing, l'un des membres de son conseil d'administration, a affirmé que la banque centrale allemande était opposée à la création d'une RFA d'un marché d'obligations fédérales libellées en écus. L'émission de telles obligations, a-t-il déclaré, serait interprétée comme un aveu de faiblesse du mark et le déstabiliserait, et la création d'un marché obligatoire en écus drainerait des liquidités aux dépens du marché des emprunts en marks. Une belle pierre dans le jardin de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie, qui recourent largement à des émissions de titres d'Etat libellés en écus. Dire qu'à Paris, on s'efforce précisément de développer de telles émissions, à hauteur de 15 % de la totalité de celles de l'Etat ! De l'autre côté de la Méditerranée, l'Algérie a dévalué de 22 % son dinar. Après de longues négociations avec le Fonds monétaire international, la nouvelle parité sera de 22,2 dinars pour un dollar contre 17,32 dinars précédemment.



MATIÈRES PREMIÈRES

Café noir

Lors de la récente réunion des ministres de la zone franc, le 3 octobre à Paris, le ministre français des finances, M. Pierre Bérégovoy, a manifesté sa préoccupation devant la chute des prix des produits de base tropicaux. « Il faut réfléchir à l'organisation du marché des matières premières qui ont trop d'inclinaisons sur les recettes de certains pays. Les cours du café ont baissé de 60 % en cinq ans. Cela pose des problèmes de balance des paiements, que nous devons ensuite régler sous forme d'aides bilatérales et d'allègement de la dette ».

L'exemple du café est en effet bien choisi pour illustrer le marasme où sont plongés nombre d'économies africaines (Côte d'Ivoire, Cameroun, Ethiopie) victimes de l'effondrement des prix. Cette semaine, à New-York, les cotations de l'Arabica, au plus bas depuis seize ans, sont tombées à 79,75 cents la livre, contre 89,35 cents la livre une semaine plus tôt. L'annonce de plénies sur les plantations brésiliennes a atténué les craintes d'une sécheresse qui réduirait la récolte 1992-1993, et la spéculation a liquidé ses positions, accentuant le repli des cours.

Cet épisode intervient au moment où le marché du café ne bénéficie plus ni d'aucun soutien (les clauses économiques de l'accord international sont suspendues depuis juillet 1989) ni d'aucune perspective tangible d'amélioration. Il y a huit jours, à Londres, le Conseil de l'OIC (Organisation internationale du café) s'est réuni pour discuter le plan de rétention imaginé par le Brésil et la Colombie, les deux premiers pro-

ducteurs mondiaux. Ces derniers envisageaient de retenir 1,3 million de sacs de 60 kilos, tout en demandant aux producteurs africains de stocker le même volume de leur côté. L'opération qui aurait coûté quelque 500 millions de dollars à ses instigateurs.

Mise en place d'un quota universel

Ce plan se heurtait à l'évidence à des obstacles financiers majeurs. Quelles banques auraient supporté pareille aventure, sachant que des expériences de manipulation des cours par les producteurs ont, par le passé, coûté très cher et n'ont pas entraîné de remontée durable des prix ? Depuis 1989, les principaux exportateurs de café ont enregistré un succès à gagner d'environ 5 milliards de dollars sur le café. On peut sérieusement douter de leur capacité à soutenir financièrement un nouveau plan de sauvetage.

Cherchant à remettre sur pied l'accord international du café, la société britannique de négoce Man a proposé de créer un système de quota évolutif, avec une fourchette de prix différentielle selon les deux grandes catégories de café, l'Arabica et le Robusta. D'après la société Tardivat International, qui fait état de ce document dans son rapport de marché du 30 septembre, Man préconise la mise en place d'un quota universel de 72,2 millions de sacs, partagé entre les deux variétés de grain noir. Un système spécial de stockage obligerait chaque pays producteur à garder en réserve 12,5 % de son quota. « On peut se demander si

le quota global déterminé par les producteurs du projet n'est pas trop élevé pour ramener les prix dans la fourchette des 120-140 cents la livre pour l'Arabica et 75-95 cents la livre pour le Robusta », s'interroge cependant la firme Tardivat, rappelant que « le quota global de 56 millions de sacs n'y était pas parvenu pendant la seconde moitié des années 80 ».

D'autres obstacles subsistent pour la résurgence d'un accord international efficace. Il faudrait que tous les pays producteurs adhèrent à un mécanisme de stabilisation, sans quoi le phénomène de double marché (quotas hors quota) réapparaîtrait aussitôt. Et contrôler les sacs de café passant les frontières est une opération lourde et coûteuse. Il suffit que quelques pays ne jouent pas le jeu et préfèrent l'agressivité commerciale au partage discipliné du marché pour que la guerre des prix se poursuive. Les producteurs aux cotés de production les plus faibles n'ont jamaïs hésité à employer une tactique « sauve-d'abord », à savoir laisser les prix chuter pour éliminer les plus faibles, avec l'espoir de récupérer ultérieurement leurs parts de marché. Pour l'heure, les stocks mondiaux, également répartis entre producteurs et consommateurs, représentent 40 millions de sacs et les prix poursuivent leur déclin.

ÉRIC FOTTORINO

PRODUITS	COURS DU 4-10
Café (Arabica) Livres/mois	1 342 (- 5)
Aluminium (livres)	1 144 (- 46)
Nickel (livres)	7 598 (- 30)
Sucre (livres)	279 (- 7,5)
Café (Robusta) Livres/mois	492 (- 29)
Cacao (New-York) Livres/mois	1 281 (+ 71)
Blé (Chicago) Livres/mois	344 (+ 13)
Mais (Chicago) Livres/mois	253 (+ 7)
Soyas (Chicago) Livres/mois	191,1 (+ 8,1)

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

Nouveaux achats céréalières soviétiques

A deux reprises la semaine passée, l'Union soviétique s'est portée acheteuse de maïs américain, à hauteur de 600 000 tonnes le mercredi 2 octobre, puis de 130 000 tonnes le lendemain. Cette dernière transaction a porté à 9,7 millions de tonnes le volume des achats soviétiques de maïs américain depuis le 1^{er} janvier, début de l'accord céréalière quinquennal entre les Etats-Unis et l'URSS. Moscou s'en est ensuite annoncé que la récolte céréalière

soviétique avait atteint cet automne seulement 151,7 millions de tonnes, en baisse de quelque 60 millions de tonnes par rapport à l'an dernier à la même époque. La récolte a été achevée à 90 % dans l'ensemble des régions céréalières du pays. Le rendement moyen a également chuté de 25 % par rapport au niveau de 1990 et n'est plus que de 1,65 tonne par hectare. L'Etat avait prévu l'achat cette année de 75 millions de tonnes de céréales.

Selon l'un des principaux dirigeants de l'opposition au Zaïre

« Mobutu reste en partie maître du jeu »

La président Mobutu et le nouveau premier ministre, M. Etienne Tshisekedi, n'ont pas réuni, selon des sources diplomatiques, le futur gouvernement au Zaïre. M. Mobutu aurait refusé une proposition de M. Tshisekedi de n'accorder aux partisans du président que deux des vingt portefeuilles du cabinet.

KINSHASA

de notre envoyée spéciale

« Il y a nécessité de cohabitation entre le président Mobutu et l'opposition », a estimé, dans un entretien qu'il nous a accordé, le président de l'Union sacrée (opposition), M. Nguz Karl I Bond. Selon lui, « pendant la période de transition, il n'y a pas de meilleur homme qu'Etienne

Tshisekedi », mais le nouveau premier ministre « doit trouver les modalités d'une cohabitation avec M. Mobutu ».

Pour l'ancien ministre des affaires étrangères et ancien premier ministre, devant l'un des principaux opposants, « le plus vite [M. Mobutu] partira, le mieux ce sera, mais il reste auparavant plusieurs problèmes urgents à régler : la sécurité et la réforme de l'armée ».

Le président et M. Tshisekedi sont contraints de s'entendre, poursuit-il, « car Mobutu reste en partie maître du jeu, il peut bloquer les sautoirs de l'armée et faire revenir le pays aux jours folles des 23 et 24 septembre, il garde un certain pouvoir de nuisance ». « Etienne Tshisekedi, précise M. Karl I Bond, doit enlever tout de suite la réforme de l'armée, c'est la priorité des priorités. » « Nous n'avons pas une armée, mais quatre ou cinq, explique-t-il. Il y a d'abord la masse des militaires qui sont dans les casernes, il y a le DSP (Division spéciale présidentielle), soit 14 000 hommes qui sont à la dévotion de Mobutu, la garde civile qui lui est aussi dévouée, plus les gendarmes qui sont d'anciens policiers. »

A la question de savoir s'il existe un risque d'explosion tribale, M. Karl I Bond répond par la négative, « car la plupart des ports politiques sont des ports nationaux ». « Il n'y a pas, ajoute-t-il, qu'il y a, naturellement des fiefs régionaux : mon parti, l'UPR (Union des patriotes), l'UPR (Union des patriotes), constitue un fief dans la région du Katanga et dans le bas-Zaïre ; il y a bien sûr le spectre de ce que nous avons connu dans les années 60, mais les gens ne veulent plus revenir à la guerre civile. Il faut, ajoute-t-il néanmoins, que le gouvernement à venir soit formé sur la base de l'équité et de l'équilibre géo-politique. »

A propos de la prochaine élection présidentielle - le mandat de Mobutu arrive à terme le 4 décembre -, M. Karl I Bond confirme ses ambitions en déclarant : « Je suis certain de gagner ».

CATHERINE SIMON

« Le régime semble à bout de souffle »

affirme M. Dumas

« Il n'est pas question d'apporter par notre présence (...) politique ou militaire le moindre soutien à un régime qui semble à bout de souffle », a affirmé M. Roland Dumas à l'occasion d'un déjeuner avec la presse diplomatique, le vendredi 4 octobre.

Les deux compagnies de militaires français présentes au Zaïre « restent pour le moment dans la situation qui semble à bout de souffle », a affirmé M. Roland Dumas à l'occasion d'un déjeuner avec la presse diplomatique, le vendredi 4 octobre.

Le Quai d'Orsay avait auparavant annoncé le départ de l'une des trois unités envoyées dans la capitale.

La Thaïlande va acheter des missiles anti-aériens à la France

La Thaïlande vient de choisir le groupe français Thomson-CSF pour l'acquisition de missiles anti-aériens Crotale NG (de nouvelle génération) et elle devrait signer le contrat, évalué à quelque 5,5 milliards de francs, avant la fin d'octobre. Ce marché porte sur la livraison d'une vingtaine de batteries de ces missiles, qui peuvent être montés sur des véhicules blindés (pour la protection anti-aérienne des déplacements du corps de bataille) ou installés en casemates (pour la défense de points sensibles à terre contre des raids à basse altitude).

Le système d'armes Crotale NG, qui atteint des vitesses trois fois et demi supérieures à celle du son, peut intercepter en quelques secondes, à dix kilomètres de distance, des avions, des hélicoptères ou des missiles de croisière. Il a déjà été acquis par la France (pour les besoins de l'armée de l'air et de la marine), la Finlande et Singapour. Des discussions très avancées ont lieu avec les Pays-Bas et la Corée du Sud.

M^{me} Cresson engage la responsabilité de son gouvernement sur le projet d'agence du médicament

A l'Assemblée nationale

Le premier ministre, M^{me} Edith Cresson, a engagé, vendredi 4 octobre, la responsabilité de son gouvernement, au titre de l'article 49-3 de la Constitution, sur le projet de loi relatif à la régulation des dépenses de médicaments prises en charge par les régimes obligatoires de l'assurance-maladie. M^{me} Cresson a dû recourir à cette procédure contraignante après le rejet par les députés du RPR, de l'UDF, de l'UDC et du PC d'un amendement présenté par le gouvernement prévoyant la création d'un comité du médicament, instance qui n'apparaissait pas dans la version initiale du texte. Le projet sera considéré comme adopté en première lecture si aucune motion de censure n'est déposée dans les vingt-quatre heures, soit avant samedi 5 octobre à 19 h 35. L'opposition a fait savoir qu'elle n'avait pas l'intention de déposer une telle motion.

Il n'aura pas fallu attendre plus de quarante-huit heures pour que la session parlementaire d'automne commence sa première poussée de fièvre. Pourtant, malgré les apparences, M^{me} Edith Cresson n'est pas dépitée, tant s'en faut, d'avoir dû recourir si rapidement à ce désormais fameux article 49-3 de la Constitution pour passer outre à l'hostilité conjuguée des députés de la droite, du centre et du Parti communiste, au projet de réforme de l'industrie pharmaceutique.

Quelques heures plus tôt, la discussion avait repris dans un climat déjà obscurci par les offensives menées, la veille, par l'opposition sur le thème du « dirigisme » du projet gouvernemental. Les députés du RPR, de l'UDF et de

l'UDC avaient notamment mis en cause certains mécanismes de contrôle prévus par le texte, tels la fixation d'une « enveloppe globale » des dépenses de médicaments remboursables ou le plafonnement des dépenses de promotion des laboratoires. Ils s'étaient également étonnés de l'absence de toute référence à une instance - le comité du médicament - dont la mise en place avait pourtant été publiquement annoncée par le gouvernement.

M. Bianco avait donc remis l'ouvrage sur le métier. Il présentait, vendredi en début de séance, un amendement à l'article 2 du projet où apparaissait, explicitement cette fois, la création du comité du médicament, organisme qui est appelé à être l'interlocuteur unique du côté de l'administration avec lequel les laboratoires négocieront la répartition de l'enveloppe globale des dépenses remboursables.

Or il se trouve que cet article 2 était déjà sulfureux aux yeux du groupe RPR, car contenant la disposition controversée de l'enveloppe globale.

« Nous avions bien demandé l'inscription du comité du médicament dans la loi, et sur ce point, nous avons été satisfaits, explique M. Bernard Debré (RPR, Indre-et-Loire). Mais nous ne sommes pas favorables à l'enveloppe globale. Or vous l'avez les deux : c'est le tout ou rien. Nous sommes obligés de rejeter cet amendement. » Du côté communiste, M^{me} Moguette Jacquelin (Seine-Saint-Denis) ne se départ pas de son hostilité de principe à la philosophie du projet, amendé ou pas. « Créer une agence ou un comité du médicament, souligne-t-elle, n'inscrit dans la stratégie du gouvernement qu'il consiste à faire la part belle aux industriels. » M. Jacques Barrot,

président du groupe UDC (Haute-Loire), adopte une attitude plus conciliante, souhaitant « contribuer à résoudre le problème ». Il veut notamment obtenir quelques éclaircissements sur le chiffrage de l'enveloppe globale. Mais, face à l'impatience de M. Bianco à mettre l'amendement aux voix, il finit par se résigner. « Nous ne pouvons l'approuver si nous ne disposons pas d'un certain nombre de garanties. Je donne acte au ministre des avances auxquelles il a consenti, mais il serait normal de différer le vote. » Ce fut peine perdue. L'UDF, elle, est moins d'états d'âme à rallier ce front du refus. Résultat : l'amendement présenté par M. Bianco fut rejeté par 292 voix contre 283, conduisant M^{me} Cresson à recourir à l'article 49-3 de la Constitution.

An sein du groupe socialiste, on était pas trop chagriné de l'opération. Certains se disaient même convaincus que l'opposition venait de se discrediter aux yeux de l'opinion en rejetant un amendement inattaquable, car répondant à l'urgence de maîtriser les dépenses de santé et ayant reçu, de surcroît, le feu vert de l'industrie pharmaceutique. Les plus fins expliquaient ainsi comment le piège avait fonctionné : « M^{me} Barrot ne pouvait inaugurer la présidence de son groupe UDC en opposant au gouvernement, il fallait donc qu'il se pose en opposant. Quant au RPR et à l'UDF, ils ne pouvaient évidemment pas se laisser doubler sur leur droite par l'UDC. Chacun s'est donc laissé aller à droite. Reste à savoir si l'adite opinion aura décrypté comme tel l'engagement à retirer de ces premières étonnantes parlementaires. »

Deux bougies et trente-trois projets pour Euréka audiovisuel

Né en finissant lors des premières Assises européennes de l'audiovisuel à Paris (le Monde du 3 octobre 1989), le projet Euréka audiovisuel vient de fêter son deuxième anniversaire, au festival Eurovision à Rome. L'année écoulée a permis de rodé ce dispositif, taillé aux dimensions de l'Europe puisqu'il regroupe maintenant vingt-neuf pays, de l'URSS, à l'Espagne, en passant par le Japon. Euréka sont passés de trois à trente-trois en un an.

Pour recevoir ce label, ces projets doivent satisfaire à trois critères : émaner d'entreprises de plus d'un pays participant ; bénéficier d'engagements financiers adéquats ; présenter des avantages clairement identifiables de la coopération européenne répondant aux objectifs (échange et diffusion, financement, contacts entre professionnels, formation, etc.) fixés pour améliorer la production d'images en Europe.

Les difficultés, voire les ambiguïtés, n'ont pas disparu (le Monde du 15 novembre 1990). Hors son budget de fonctionnement couvert par les États, les moyens d'Euréka audiovisuel sont toujours réduits, même la France ayant engagé des fonds conséquents (12 millions de francs au titre de 1991). A la différence du programme cousin de l'Euréka technologique, Euréka audiovisuel agit dans un milieu échauffé de petites entreprises, où les projets doivent être soutenus.

De plus, le vaste champ couvert par le projet a dispersé les efforts et de faire apparaître Euréka comme un élan guichet de subventions ce qui n'est ni dans ses moyens ni dans sa vocation.

Aussi la Finlande, qui prône Euréka audiovisuel depuis juillet, a-t-elle révisé les priorités autour de quelques axes : une aide aux structures plus qu'aux coproductions (sauf dans le cas particulier de la télévision haute définition), une attention particulière aux nouvelles technologies, et un effort pour impliquer les pays les plus petits.

Parmi les projets récemment « labellisés » figurent par exemple Europa cinéma, qui veut passer des conventions avec des salles de différentes capitales (à Paris, le Panthéon) qui programmeront des films européens.

M. C. I.

L'enquête sur l'assassinat

Le chef de la sécurité d'Iran Air à Orty remis en liberté

Interpellé le mercredi 2 octobre dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat de Chapor Bakhtiar, le chef de la sécurité de la compagnie Iran Air à l'échelle d'Orty a été relâché, dans la nuit du jeudi 3 au vendredi 4 octobre, à l'issue de sa garde à vue (ses dernières déclarations du 5 octobre). Ce ressortissant iranien était soupçonné d'avoir participé au dispositif logistique utilisé en France par les meurtriers de Chapor Bakhtiar, mais la réalité des faits restait à établir (le Monde du 4 octobre).

Faute d'avoir donné constance à ses soupçons, les enquêteurs de la brigade criminelle ont remis en liberté le chef de la sécurité aéroportuaire d'Iran Air. Son interpellation, puis sa garde à vue durant deux jours, faisaient suite aux derniers développements de l'enquête, indiquant-on de source proche des enquêteurs. (Lire page 4 les déclarations de M. Roland Dumas sur les relations franco-iraniennes.)

Mort du peintre et critique d'art Adam Saulnier

Le peintre et critique d'art français Adam Saulnier est mort jeudi 3 octobre à Paris à l'âge de soixante-seize ans.

Dessinateur publicitaire et peintre dès l'âge de dix-huit ans, proche de l'École de Paris, Adam Saulnier sera le directeur de l'École des métiers d'art. Après la guerre il s'attachera surtout à faire connaître la peinture des autres : collaborateur du journal Arts, il est chargé en 1949 de la rubrique artistique à la RTF puis, à partir de 1961, impose le concept d'émissions télévisées consacrées aux arts plastiques (« Le magazine des expositions », puis « L'amour de l'art »).

Participant à de nombreuses expositions collectives, Adam Saulnier avait présenté, en 1984 au Théâtre du Ranelagh à Paris, une quarantaine d'œuvres consacrées aux héros de roman, peintres et écrivains qui composaient son panthéon personnel, de Balzac à Chaplin, de Peter Pan à Madame Bovary.

Presse et argent « sale » en Espagne

« El Pais » et « Cambio 16 » portent plainte contre un livre les accusant d'être liés aux trafiquants de drogue colombiens

Deux des principaux journaux espagnols, le quotidien *El País* et l'hebdomadaire *Cambio 16*, ont porté plainte, jeudi 3 octobre, contre l'auteur et l'éditeur du livre *Dineros del narcotráfico en la prensa española* (« L'argent du trafic de drogue dans la presse espagnole »).

Cet ouvrage, publié par un petit éditeur de la banlieue madrilène et déjà vendu à 10 000 exemplaires, suggère que les deux journaux seraient liés au blanchiment de l'argent de la drogue venue de Colombie. Les auteurs des deux titres ont demandé la saisie de tous les exemplaires du livre, l'emprisonnement de son auteur et plus de 30 millions de francs au titre des dommages causés, en soulignant « le dommage irréparable occasionné par cet ouvrage dénué de tout fondement ».

El País et *Cambio 16* indiquent que ce livre est une opération lancée par le cartel de Medellín pour contre leurs enquêtes sur les liens existant entre des réseaux de contrebande, en Galice et dans les Asturies, et le cartel. « Il s'agit d'une nouvelle étape dans l'intimidation envers les médias qui enquêtent sur les liens entre les réseaux de trafiquants et leurs contacts en Espagne », fait remarquer la direction du quotidien madrilène.

L'auteur du livre, Felix Marin Mejia, qui a été démissionnaire du quotidien libéral de Bogota *El Tiempo*, était rédacteur en chef de *Quindío libre*. Ce dernier appartient à Carlos Lehder, l'un des plus grands trafiquants de drogue colombiens, qui a par ailleurs été un parti médiatique menant campagne en faveur de la législation de la drogue.

En outre, l'un des promoteurs du livre, l'avocat colombien Mario Arango, est un ancien conseiller du cartel. Il a, par exemple, défendu deux des parrains de la drogue arrêtés récemment en Espagne, Jorge Luis Ochoa et Gilberto Rodríguez Orjuela.

Enfin, la promotion du livre, orchestrée le mois dernier par M. Arango, a eu lieu dans un hôtel de Madrid, le Florida Norte, qui appartient à deux hommes d'affaires espagnols soupçonnés par la police de liens avec les trafiquants de drogue colombiens.

EN BREF

o Décès accidentel de Pierre Dietrich, directeur du bureau de l'AFP à Rabat. - Pierre Dietrich, 47 ans, directeur du bureau de l'AFP au Maroc, est décédé, jeudi 3 octobre, à Paris où il avait été hospitalisé à la suite d'un grave accident de la circulation survenu, le dimanche précédent, à Rabat.

o Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et de l'Institut français de presse, il travaillait depuis vingt ans à l'AFP, exerçant successivement ses fonctions au sein des rédactions de Marseille, de Londres, au service politique à Paris, avant de diriger les bureaux de Montréal, puis de Rabat.

o M. Briant (CND) annonce des listes autonomes dans cinq régions. - Au terme des travaux du comité directeur national du Centre national des indépendants, son président, M. Yvon Briant, a rendu public, vendredi 4 octobre à Paris, une motion, adoptée à l'unanimité, approuvant « l'objectif de la réunion des indépendants actuellement séparés ». Ce texte concerne principalement les

anciens membres du CNI qui avaient fait scission pour créer l'UDI (Union des indépendants). M. Briant s'est prononcé, une nouvelle fois, pour une union de toutes les oppositions ce qui n'est pas l'objectif du CNI dans certaines régions. En conséquence, le CNI a décidé de présenter des listes dans tous les départements de cinq régions : Langue-Roussillon, Midi-Pyrénées, Picardie, Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte d'Azur.

o M. Dominique Paini, nouveau directeur de la Cinéma-thèque. - M. Dominique Paini, directeur des productions audiovisuelles au Musée du Louvre vient de se voir confier le poste de directeur de la Cinéma-thèque. Sous la présidence de Jean Siot-Gentrus, nommé récemment, et la vice-présidence de Jean-Claude Carrière, le nouveau bureau de la Cinéma-thèque se compose ainsi : Martine Offroy et notre collaboratrice Danièle Heymao (secrétaires générales), Jean-Luc Orzières (trésorier), Jean Rouch, Jacques Perria et Claude Miller.

L'ESSENTIEL

Dates

Il y a dix ans, l'assassinat du président Sadate..... 2

ÉTRANGER

La crise yougoslave..... 3

Le coup de force en Haïti

Echec des premiers entretiens entre la mission de l'OEA et les militaires..... 6

POLITIQUE

L'affaire Farran

Le président de la chambre de commerce et d'industrie de Perpignan aurait confondu intérêts publics et privés..... 7

Livres politiques

« La fin des âges », par André Laurens..... 7

Sida et transfusés

Les victimes bénéficieraient du Fonds de solidarité..... 8

HEURES LOCALES

o Décentralisation exemplaire à Toulouse • Surtout s'écarter au gaz

o Chartres, un perc pour l'an 2000 • La folie des cèpes

o Dossier : Alsace, la marche rhénane..... 9 à 12

La Coupe du monde de rugby

La France s'impose face à la Roumanie ; l'Australie, face à l'Argentine..... 13

CULTURE

Un film de Terry Gilliam

La conquête du Graal dans New York, aujourd'hui... C'est Fisher King (le Roi pêcheur), une fable fantastique signée Terry Gilliam..... 15

ÉCONOMIE

M. Bianco face aux médecins

A Salines, le ministre de la santé affronte trois cents médecins et leur précise ses projets..... 17

Agitation syndicale en Lorraine

Des numéros mal vérifiés et trop exploités..... 17

Services

Abonnements..... 2

Cartes..... 14

Météorologie..... 14

Mots croisés..... 14

Télévision..... 14

Spectacles..... 16

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 5 octobre 1991 a été tiré à 501 692 exemplaires.

Le programme est accueilli

La course à rebours

M. Bianco

Le programme

La course à rebours

Le programme

La course à rebours

Le programme

La course à rebours

Le programme

La course à rebours

Le programme

La course à rebours